

S'abonner

- ☐ Abonnement de soutien, 5 numéros pour 25 euros.
- ☐ Abonnement classique, 5 numéros pour 20 euros.

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Chèques à l'ordre de « Les amis de l'actualité » à envoyer à :
Les amis de l'actualité ; chez R. Giromini ;
93 rue de la République ; 93 200 Saint-Denis.

Site internet

<http://actualite.revolution.free.fr>

[Accueil du site](#) | [Contact](#) | [Plan du site](#) | [En résumé](#) | [Rechercher](#)



Actualités de la révolution

Revue
Recherche avancée
Numéro 1 - déc. 2007
Numéro 2 - mai 2008
Numéro 3 - janvier 2009
Textes
Economie
Stratégie et parti
Liens
Revue
Site de la LCR

DESCRIPTION DU SITE
La revue *Actualités de la Révolution* se propose de participer, dans une période de mobilisations des travailleurs et des jeunes, à réactualiser les idées marxistes et révolutionnaires.
S'abonner au flux RSS
JEUNESSE
Pour une organisation autonome révolutionnaire
samedi 3 janvier 2009 par Xavier Gessou
L'objectif de cet article est d'expliquer pourquoi l'intervention en direction de la jeunesse est une priorité pour les révolutionnaires, et pourquoi notre objectif doit être de construire une organisation de jeunesse autonome et révolutionnaire. > SUITE
L'État et les révolutionnaires
- TENTATIVE DE MISE À JOUR -
samedi 3 janvier 2009 par Antoine Larrache
Dans la conception classique des marxistes révolutionnaires, la révolution, c'est la destruction de l'État bourgeois et son remplacement par un État ouvrier, et c'est la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et son remplacement par une propriété collective, celle des (...) > SUITE

Vous inscrire sur ce site
Lettre d'information
Abonnement à la seule liste disponible :
Actualités de la révolution
- Toutes les semaines, la liste des derniers articles publiés est envoyée sur cette liste.
Votre adresse email

Format de réception :
☒ HTML
☐ Texte

Recherche avancée

Actualités de la révolution

n°4 — automne 2009 — 4 €

- Lutte dans les universités
- Mobilisations ouvrières
- Élections européennes
- Pôle emploi
- Cuba
- DOSSIER :
CRISE ÉCONOMIQUE

LA CRIIISE



SOMMAIRE

Éditorial	3
-----------	---

ACTUALITÉS

Attaques bourgeoises et mobilisations sociales : une préparation aux prochaines confrontations Par Antoine Larrache	5
Quatre mois de luttes dans les universités Collectif	9
Elections européennes sur fond de crise du capitalisme Par Gaël Diaferia	13
Pôle emploi : moyen de généraliser la flexibilité du marché du travail Par Francine Rochelle	17
Mobilisations dans l'automobile Par Robert Pelletier	20
Bilan d'une grève à La Poste Par Pedro Cine	22

DOSSIER : LA CRISE

D'où vient-elle ? Où nous mène-t-elle ? – Par Xavier Guessou	25
Pour sortir de la crise, mobilisons-nous ! Par Robert Pelletier	30
Il n'y a pas de solution nationale à la crise Par Raphaël Greggan	33

INTERNATIONAL

Actualités de la révolution

Numéro 4 – automne 2009 –
4 euros. Impression spéciale.

Directrice de publication :

Armelle Pertus.

Comité de rédaction : *Raphaël
Greggan, Antoine Larrache, Armelle
Pertus, David Pijoan, Pedro Cine.*

Photographies (sauf exceptions) :

© *Photothèque du mouvement social.*

50 ans après la révolution cubaine : Capitalismo no, Cuba si ! Par Didi Séfable	37
État espagnol : utiliser les élections européennes pour amplifier les luttes Par Rubén Quirante	42

Ce numéro d'*Actualités de la Révolution* cherche à donner des outils de compréhension et d'intervention face à la crise. Le néo-libéralisme, la mondialisation compris comme la nouvelle configuration du capitalisme dans les trois dernières décennies n'a pas réussi à résoudre les problèmes fondamentaux auxquels fait face l'humanité, comme la pauvreté qui frappe la majorité de la population mondiale ou la menace écologique. Au contraire, l'instabilité du capitalisme et son injustice génériques ont explosé à la face du monde avec « la crise ».

Les articles de Xavier Guessou et Robert Pelletier cherchent à montrer que la crise actuelle constitue le dernier rebondissement d'une phase de perte de dynamisme du capitalisme vieille de près de 40 ans, qui ne pourra être surmontée qu'à travers une reconfiguration d'ensemble du système de domination du capital... à moins que ce système ne soit bousculé par une contre-offensive générale des travailleurs, qui ne pourra pas se limiter au cadre national (voir l'article de Raphaël Greggan). Nous avons besoin d'avoir un plan pour mener les luttes pied à pied dans chacun de nos secteurs, dans chaque pays et à la fois d'un programme de lutte contre le capitalisme. Ces deux tâches sont liées elles ne renvoient pas chacune pas chacune à deux étapes, deux époques différentes, séparées par des années et des années. La résistance et la contre-offensive contre le pouvoir de la classe dirigeante sont inextricablement liées. Ce sont les tâches de l'heure.

Comme aux Antilles, ou en un sens différent en Iran ou au Honduras, défendre les exigences élémentaires d'une vie digne place les jeunes et les travailleurs devant la nécessité de s'attaquer à tout un régime politique et de remettre en cause la propriété privée au moins dans certains de ces aspects.

La capacité de résistance de la classe ouvrière et des peuples n'est pas brisée malgré les ravages de la crise. La plupart des luttes sont défensives. Mais il existe des

LA CRISE



ÉDITORIAL

réserves insoupçonnées de mobilisation. Qui aurait cru que la Martinique, la Guadeloupe et le Honduras aurait explosé ? Le cycle de lutte ouvert en 94-95 n'est pas refermé. Et certains mouvements vont plus loin que la défensive, notamment en Amérique du Sud.

Cependant, résister, même héroïquement, ne suffit pas. On sent bien qu'il y a besoin de passer un cap pour infliger de réelles défaites à l'adversaire. Didi Séfable explique dans son article qu'à Cuba, la révolution doit avancer... pour ne pas périr.

La séquence que nous avons vécu en France depuis un an montre que des luttes mêmes massives et radicales n'ouvrent pas automatiquement une brèche vers la grève générale, qu'elles ne parviennent pas à enrayer le rouleau compresseur. Comment avancer à partir de là ? Le mouvement de grève aux Antilles a été souvent pris comme exemple pour l'unité des organisations qui l'impulsèrent. Pour notre part, nous retenons le rôle central de la classe ouvrière qui a soudé autour d'elle toutes les couches opprimées, les expériences d'auto-défense armées (sur les barrages routiers) qui ont coïncidé avec l'apogée du mouvement et sur les quelques expériences de reprise de la production (au niveau de l'énergie et du ravitaillement) sous l'impulsion de militants du LKP.

Notre tâche aujourd'hui en France, c'est de partir de la situation telle qu'elle est, des luttes d'aujourd'hui (cf. articles de Francine Rochelle, Juliette Stein et de Pedro Cine et Robert Pelletier) pour développer une stratégie de construction de la grève générale. Au coeur de cette stratégie, comme l'explique Antoine Larrache dans son article, l'établissement d'un lien entre les secteurs les plus dynamiques de ces dernières années (éducation, jeunesse...) qui ont joué le rôle de locomotive dans les grands affrontements de 1995 à 2008 et les secteurs traditionnels issus du coeur historique de l'industrie et du mouvement ouvrier, ces secteurs qui se sont moïs en mouvement avec la crise.

Pour développer une telle stratégie, il faut un outil, un parti à la hauteur. L'article de Gaël Diaferia aborde les questions liées au bilan des européennes du NPA, un débat qui doit déboucher sur des pistes pour construire un parti qui mette au coeur de ses préoccupations la construction du mouvement d'ensemble, en subordonnant toutes les questions, toutes les interventions à la construction de la grève générale... et de la révolution.



ATTAQUES BOURGEOISES & MOBILISATIONS SOCIALES

— Une préparation aux prochaines confrontations —

Par Antoine Larrache

La deuxième phase de la crise a commencé : les capitalistes commencent à nous faire payer la crise. Aux licenciements et réorganisations des secteurs clés de l'économie répondent des mobilisations de masse et l'intervention de secteurs issus du cœur historique du mouvement ouvrier (énergie, automobile...). L'enjeu de ces mobilisations est la préparation d'une confrontation globale avec la classe dominante.

Depuis le deuxième trimestre 2008, 225 000 emplois ont été détruits dans l'intérim⁽¹⁾. Les licenciements en masse ont suivi. 1 400 chez Arcelor-Mittal, 4 000 chez Renault, 980 à la Camif, 500 chez Nexity en décembre 2008. D'après l'Insee, 187 000 emplois ont été détruits entre début janvier et fin mars 2009. Sans compter le chômage partiel.

Des secteurs clés de l'économie, l'automobile⁽²⁾ et les services publics, subissent de profondes réorganisations. La privatisation de la Poste est prévue par la transformation en société anonyme dès la rentrée. Concernant la SNCF, un projet de privatisation du fret est en cours, tandis que la

société est déjà découpée en différentes sociétés, dont certaines pourraient devenir des concurrentes. Le mode de gestion des universités et les hôpitaux se rapproche d'un mode de gestion privé : renforcement de la hiérarchie, développement des contrats de droit privé, concurrence entre les établissements. Certains personnels d'université ne savent déjà plus s'ils sont fonctionnaires.

L'Etat n'a jamais disparu, il modifie son mode de gestion. Il cherche à faire des économies en privatisant ou en décentralisant la gestion des personnels et des structures. Et, en même temps, il développe des mécanismes de contrôle sur les salariés dans l'organi-

sation du travail et par le renforcement des pouvoirs de la police.

La pression sur les salariés est décuplée. Elle s'exerce financièrement (baisse du taux du livret A, bas salaires) et par une pression plus politique : par la peur du chômage, on est contraint d'accepter des conditions de travail plus difficiles (des augmentations du temps de travail avec un salaire maintenu par exemple). Cela tend à affaiblir le camp des salariés. Dans le même temps, la crédibilité du gouvernement diminue : ses mensonges lorsqu'il prévoit une fin de crise rapide, lorsqu'il annonce les plans de subventions aux banques et aux entreprises, son agressivité contre les mobilisations sociales rendent plus claire sa politique et contribuent à reconstruire la conscience de classe.

LES LEÇONS DE GRANDES MOBILISATIONS

Notre camp est loin d'être assommé. Depuis plusieurs années, les mobilisations sont nombreuses. Ces deux dernières années, elles sont permanentes. Malgré les défaites de 2007-2008, 2008-2009 aura été encore plus conflictuelle. On peut retenir la mobilisation contre la réforme des lycées, qui a fait reculer la réforme d'un an. Elle a été suivie de la mobilisation pour des augmentations de salaires dans l'énergie, pendant près de deux mois, et de mobilisations contre les réorganisations du travail à la Poste et à la SNCF. La mobilisation dans les hôpi-

* **Antoine Larrache est enseignant, militant à la FSU et au NPA dans le 13^e arrondissement de Paris.**

1. Rapport de la DARES sur l'emploi, juin 2009. On peut remarquer le rôle d'ajustement de l'emploi que joue l'intérim, et cela en évitant les mobilisations parce qu'il ne s'agit pas à proprement parler de licenciements.
2. Voir l'article de Robert Pelletier dans le numéro 3 d'Actualité(s) de la Révolution.

taux contre la loi Bachelot a ponctué le deuxième semestre. A cela s'ajoutent les deux grandes grèves de l'année, celle des universités et la grève générale en Guadeloupe. Enfin, petit à petit, des grèves se développent contre les licenciements, en particulier dans l'automobile (grandes usines et filiales).

Le mécontentement des salariés s'est développé par des mobilisations sectorielles, contre la situation économique, contre la politique du gouvernement. Les directions syndicales ont donc organisé des journées d'action pour capter cette colère. Celles-ci ont reçu un succès inédit depuis le mouvement contre le CPE, malgré leur caractère inefficace et leur répétition. Les directions syndicales ont été effrayées par leur succès et ont tout fait pour réduire la force de ces journées, ce qu'elles ont réussi avec les piteuses journées du 26 mai et du 13 juin.

Certains retiennent de cette année essentiellement la « radicalité », symbolisée par les coupures d'électricité, par la Ronde des Obstinés, les grèves de 59 minutes à la Gare St Lazare ou les « séquestrations » de patrons licenciés. Mais ce n'est pas l'essentiel et surtout, ces formes de luttes sont la conséquence de caractéristiques plus fondamentales.

1. Des directions réformistes qui refusent le combat

A EDF et dans les hôpitaux, la direction de la CGT s'est vue imposer les rythmes de mobilisation par la base. A la SNCF, elle n'y a pas participé. La FSU a accompagné la réforme des concours et du recrutement des enseignants et la réforme des lycées. Contre les licenciements, les directions syndicales ont demandé au gou-

vernement de soutenir l'emploi, mais ce sont des militants révolutionnaires (essentiellement de Lutte Ouvrière) qui étaient à l'avant garde des luttes. La liste est longue des mobilisations dans lesquelles les directions syndicales ont freiné des quatre fers et que les organisations de la gauche réformistes n'ont soutenu que du bout des lèvres, certaines s'insurgeant contre les méthodes de lutte radicales. C'est la base qui a imposé la construction des luttes. L'absence de soutien de la part des directions réformistes a des conséquences désastreuses : les mobilisations vont moins vite, ont moins de soutien, ont du mal à se structurer et de grandes difficultés pour s'unir.

2. Des secteurs petits-bourgeois qui basculent

Une des nouveautés des mobilisations de la dernière période est, après celle des avocats de 2007-2008, la participation aux mobilisations des enseignants-chercheurs, doyens et autres directeurs d'UFR⁽³⁾ d'une part et des médecins et directeurs de services d'hôpitaux d'autre part. On peut ajouter les mobilisations d'agriculteurs, notamment des producteurs de lait. Ces secteurs n'ont jamais eu de lien avec le mouvement ouvrier et font même partie de la base sociale des gouvernements bourgeois et de son soutien idéologique. Leur basculement, lors de ces mobilisations, est le fruit de la grande brutalité de la bourgeoisie en période de crise : elle remet en cause les fonctions sociales de l'Etat (par opposition aux fonctions répressives), bousculant les personnels qui y sont associés. Les expériences de lutte commune avec le mouvement ouvrier (personnels ouvriers et admi-

nistratifs des universités, infirmiers et personnels administratifs des hôpitaux...) influence ces couches petites-bourgeoises. L'avenir nous dira de quel côté elles se positionneront dans les prochaines confrontations.

3. Un secteur moteur, des secteurs satellites

Les grandes périodes de mobilisation de ces dernières années ont cette même caractéristique : un secteur moteur (enseignants en 2003, étudiants en 2006, cheminots en 2008, universitaires en 2009) contribue à la mobilisation de nombreux secteurs satellites. En 2006, les étudiants ont partiellement réussi à s'unir à d'autres secteurs pour emporter la bataille contre le CPE. Les universitaires, en 2009, ont tissé des liens avec les hôpitaux. Mais ces expériences, dans lesquelles un secteur essaie d'entraîner d'autres et avance vers une généralisation du conflit, ont une limite considérable : les secteurs massivement en lutte ont jusqu'ici peu de lien avec le cœur du mouvement ouvrier. Or, c'est celui-ci qui pourra faire basculer la situation. L'enjeu, en cette fin d'année, était de « faire passer le drapeau des mains fragiles » des universitaires aux ouvriers en grève contre les licenciements, aux électriciens et infirmiers. C'est la prise en charge de la lutte par ces secteurs, de manière politique (c'est-à-dire en ayant une stratégie d'affrontement avec le pouvoir), qui permettrait une grève générale. L'implication des révolutionnaires dans ce secteur est décisive pour les prochaines années.

4. Des expériences d'auto-organisation et une grande combativité

La passivité des directions syndicales a au moins l'avantage de laisser un espace pour l'auto-organisation. Les expériences de 2003 (enseignants), 2005 (lycéens) et 2006 (étudiants) se sont reproduites aussi chez les universitaires et partiellement chez les hospitaliers. Dans les entreprises, la lutte est parfois organisée par des comités de grève, souvent

3. Unité de formation et de recherche : structure administrative et pédagogique des filières dans les universités.

4. A ce propos, il est intéressant de lire les explications de L. Trotsky sur la guerre d'Espagne, dans lesquelles il répond à A. Nin. Ce dernier développe l'idée qu'en Espagne, les comités de lutte ne sont pas indispensables car le mouvement ouvrier et paysan est structuré par les syndicats. Cette idée, qui réduit la portée stratégique des comités de grève et de lutte, peut exister de différentes manières chez de nombreux militants.

UNE SITUATION DE REcul ?

sous l'impulsion des militants de LO. L'auto-organisation est à la fois un problème pratique (organiser la grève, décider des dates et lieux de manifestation, des liens avec les autres secteurs en lutte) et un problème stratégique : elle est un embryon de pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie⁽⁴⁾. Le développement de l'auto-organisation est un élément décisif des luttes de la prochaine période.

Une grande combativité s'est manifestée : coupures d'électricité et mises en « tarifs de nuit » pour les électriciens, blocages d'universités, mouvements qui durent pendant plusieurs mois (électriciens, universités, hôpitaux), résistances individuelles contre la hiérarchie dans l'enseignement primaire, salariés qui menacent de faire exploser leur usine... Cette combativité exprime un immense potentiel pour agir et pour transformer la société. Mais elle exprime aussi parfois une impuissance ou un contournement de l'action de masse. L'origine des actions dites « radicales » est à chercher dans la ténacité du gouvernement et du patronat et dans la passivité des directions syndicales. Il y a un risque à ce que ces actions conduisent à une impasse, celle de l'action individuelle, du sectarisme, de la résignation. Le rôle des révolutionnaires est de soutenir ces actions mais de tout faire pour qu'elles revêtent un caractère de masse, unitaire et une remise en cause de la société, par une réappropriation de l'outil de travail : à nous de mettre en avant l'exemple de Lip, ou d'encourager les discussions sur la manière dont les salariés pourraient eux-mêmes décider de l'organisation de la production, des objectifs de celle-ci...

5. Une entrée en mouvement de la classe ouvrière ?

La grande nouveauté de la fin de l'année est la mobilisation du centre du mouvement ouvrier en France, l'industrie automobile. Cette entrée a lieu face à une offensive considérable visant au licenciement de dizaines de milliers de salariés. Il s'agit d'un côté d'une lutte défensive pour le maintien de ces

emplois, c'est-à-dire l'appartenance concrète de ces travailleurs à la classe ouvrière. Mais d'un autre côté, il est peu probable que la filière disparaisse, et les plans de licenciements les moins défavorables aux travailleurs servent de modèle pour continuer la lutte. De telles mobilisations ne se sont pas produites à cette échelle depuis des années : des mobilisations de plusieurs usines, à la suite, des grèves durables dans le secteur privé. Cela pourrait changer le rapport de forces en cas de victoires et de développement de ces luttes.

6. Lorsque les travailleurs reculent, la bourgeoisie avance

Ou, plus exactement, lorsque les directions réformistes imposent leur orientation, la bourgeoisie se reconstruit des marges de manœuvre à grande vitesse. En mars 2008, le gouvernement semblait en grande difficulté à la suite des mouvements dans l'éducation (premier degré et lycées professionnels), pour la régularisation des travailleurs sans-papiers, pour des augmentations de salaires (distribution, L'Oréal, Alcatel-Lucent, Snecma). Quelques semaines plus tard, il était capable de relancer une série d'offensives. En mars 2009, il semblait à nouveau très affaibli. Mais il a remporté les élections européennes et se tient prêt pour de nouvelles attaques à la rentrée. Que s'est-il passé ? La combativité des salariés a été encadrée par les journées d'action. Celles-ci ont un aspect positif : unifier la lutte, exercer un rapport de force, mais cette énergie est rapidement dilapidée. De plus, rapidement, les directions syndicales déplacent les journées au week-end, sous prétexte de vouloir associer des secteurs qui ne peuvent pas faire grève. Mais, au contraire, les secteurs les plus mobilisés se démobilisent et, au lieu d'être emportés par une mobilisation croissante, les secteurs en retrait ne se mobilisent pas du tout. Au fur et à mesure que les mobilisations se réduisent, le gouvernement reprend du poil de la bête.

Si les luttes revêtent ces caractéristiques, c'est parce que nous entrons dans une période de crise aigue. On assimile souvent la période actuelle à une période de recul du mouvement ouvrier. Les grandes périodes de reflux au niveau mondial sont les quelques années qui suivent la défaite de la Commune de Paris, la fin des années trente et la décennie autour de la chute de l'URSS. Ce sont des périodes qui suivent une défaite considérable du mouvement ouvrier, comme en 1871, comme l'avènement du fascisme en Allemagne, en Italie et en Espagne. Les travailleurs sont alors contraints d'accepter une explosion de l'exploitation, qui permet au passage un changement de phase du capitalisme.

Nous sommes dans une situation différente : les grandes confrontations sont devant nous, pas derrière. Nous sommes entrés il y a un quinze ans dans une nouvelle période du capitalisme : celui-ci ne parvient pas à sortir de la crise (voir l'article de Xavier Guessou dans ce numéro), les contradictions du système s'exacerbent : guerres, attaques inédites contre les travailleurs, mobilisations de masse, renforcement de l'arsenal policier. Des forces s'exercent dans des sens multiples. Des mobilisations de masse se développent, mais le mouvement de balancier redonne l'initiative à la bourgeoisie. Des défaites des salariés sont enregistrées mais de nouvelles luttes émergent. L'extrême droite obtient des scores électoraux et un écho militant très importants puis, la bourgeoisie cherchant une autre issue à la crise, elle retombe, pour remonter plus tard.

Bien sûr, les capacités d'action de la classe ouvrière ne sont pas optimales, après la période de recul du mouvement ouvrier de 1980-1995. Mais il ne s'agit pas regretter les années 30 ou les années 50, l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier, la collaboration de classe (Front populaire, guerre d'Algérie...). Nous devons plutôt nous réjouir d'aborder une période dans laquelle les travailleurs vont faire

des choix, où la classe ouvrière (et la population plus largement) va tenter de se forger une conscience, un projet de société, dans l'action.

Les révolutionnaires ne sont pas encore prêts à de grandes confrontations. Malgré son implantation dans les entreprises, LO semble continuer à perdre des militants et son écho. Le NPA a une surface plus large que la LCR mais n'a pas encore stabilisé ses contours, le sentiment d'appartenance au parti, tandis que son espace sympathisant est fragile. En terme d'orientation, LO s'est investie dans les mobilisations contre les licenciements et le NPA a tenté de proposer une politique d'unification des luttes. Mais la direction de LO s'est fourvoyée dans des accords avec le PS aux dernières municipales et n'a pas mené de bataille pour l'unification des luttes pour l'interdiction des licenciements, tandis que celle le NPA est plus secoué par les débats autour de son positionnement pour les élections régionales de 2010 que par sa campagne de rentrée pour l'emploi et contre les licenciements.

LES ÉLÉMENTS CLÉS POUR AGIR

1. Dépasser les réponses réformistes dans la pratique

La bataille est engagée contre les solutions réformistes. Pour dépasser les revendications imposées par les réformistes, il nous faut expliquer en permanence les enjeux des mobilisations et des revendications à mettre en avant : retrait des réformes dans l'éducation plutôt qu'un report ou un aménagement, augmentation de salaires. Pour mettre en place des luttes réelles, qui ne soient pas symboliques mais imposent un rapport de forces, il faut dépasser les solutions institutionnelles (s'en remettre aux Comités d'entreprises, aux commissions paritaires, à des négociations...). Pour déborder les directions syndicales, se défaire de leur encadrement, il faut développer les cadres d'auto-organisation en même temps que la bataille en interne des syndicats et pour l'unité d'action.

2. Forger une conscience anticapitaliste

Au-delà de ces réponses immédiates, en tant que révolutionnaires, nous avons des mots d'ordre à populariser pour apporter une réponse à la crise globale du système. Ces mots d'ordre doivent permettre de remettre en cause l'Etat capitaliste et la propriété privée des moyens de production, et pousser à l'auto-organisation et au contrôle des salariés sur la production. L'interdiction des licenciements, le contrôle sur les banques (nationalisation, regroupement, levée du secret bancaire), le contrôle des entreprises par les salariés et de l'éducation par les salariés et usagers sont des bases de mots d'ordre à avancer, à discuter.

3. Prendre des initiatives

Il est probable que l'année 2009-2010 soit une nouvelle année de luttes. D'abord parce que le gouvernement a prévu de s'attaquer aux postiers, aux cheminots, aux lycéens et, s'il le peut, aux retraités. Ensuite parce que la crise va continuer à apporter son cortège de licenciements et que le chômage et les bas salaires vont se faire encore plus ressentir. Les directions syndicales l'ont bien compris, c'est pour cela qu'elles ont prévu une journée d'action le 7 octobre : elles veulent avoir la main dès le début de l'année, pouvoir diriger la contestation. Comme toutes les journées d'action, elle comporte la contradiction suivante : si cette journée était préparée pendant un mois et demi, et était conçue comme le début d'un mouvement de grève massif et reconductible, ce serait extrêmement positif. Mais elle est conçue comme toutes les autres : comme le moyen de désarmer les secteurs combattifs et préparer la journée sans lendemain suivante. Nous n'avons pas le choix : nous devons utiliser ce type de journées comme elles devraient l'être par les directions syndicales : le 7 octobre peut être le premier point de rencontre de différents secteurs qui doivent se mobiliser pour éviter une défaite sur leur terrain.

- A la Poste : la privatisation est en marche. Nous devons pousser à la construction de comités contre la privatisation et de soutien aux luttes locales contre les réorganisations et pour les salaires, dans l'entreprise et dans les quartiers. L'objectif est de construire un rapport de force.

- A la SNCF : la bataille contre la privatisation du fret et contre la remise en cause des facilités de circulation commence dès maintenant par un travail d'information, en attendant d'entrer dans l'action.

- Dans les lycées, une bataille décisive se prépare, contre la réforme prévue. C'est dès la rentrée que des comités lycéens devront se mettre en place pour le retrait de la réforme et pour des embauches massives. Une structuration nationale devra se mettre en place au plus vite. Enfin, il faudra éviter l'habituelle désynchronisation entre lycéens et professeurs.

- La campagne du NPA pour l'emploi et contre les licenciements peut être un outil pour développer les mobilisations contre les licenciements, mais aussi pour les salaires. Dans les entreprises de l'automobile, mais peut-être aussi dans d'autres. Pour être efficace, il faudra que cette campagne soit une véritable campagne de masse, comme lors d'une élection, avec des réunions publiques, des prises de contact dans les quartiers et les entreprises.

Ces batailles sont décisives pour cette année : ce sont des secteurs stratégiques qui sont attaqués. Elles requièrent de notre part de l'investissement, du sérieux, et la capacité à lier ces batailles sectorielles avec la nécessité de la grève générale et de l'affrontement avec les capitalistes quant à l'issue de la crise économique. Dans ces mobilisations ne se décidera pas l'issue de la crise, la victoire entre notre camp et celui de la bourgeoisie. Mais elles font partie des expériences qui forgent la conscience de classe, qui permettent la construction d'une direction révolutionnaire au mouvement ouvrier et donc, à terme, qui préparent les grandes décisions dans la lutte des classes.

UNIVERSITÉS

— Quatre mois de lutte —

par Juliette Stein

Le premier semestre de l'année 2009 a connu une mobilisation sur les universités qui, même si elle n'a pas réussi à faire reculer le gouvernement, revêt un caractère un peu exceptionnel dont nous pouvons tirer un certain nombre d'enseignements.



Ce mouvement a débuté dans le contexte de la crise économique, quelques jours après les annonces de plans de relance faites par le gouvernement avec d'un côté des milliards distribués aux banques et aux patrons et de l'autre la poursuite des politiques d'austérité pour les salariés et les services publics. Mais cette période était aussi marquée par une agitation sociale et une certaine volonté des jeunes et des salariés de ne pas payer les conséquences d'une crise qui n'est pas la leur. En décembre, le mouvement lycéen contre la réforme Darcos avait contraint le gouvernement à repousser d'un an l'application de cette réforme de peur d'un embrasement de la jeunesse à l'image de la Grèce. Dès la rentrée de janvier, la journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier commençait à se préparer. Ce contexte a sans doute donné confiance aux universités pour appeler à la grève avec l'impression de ne pas être seuls mais aussi avec l'illusion que, face à toute cette contestation, le gouvernement serait contraint de céder facilement, ce qui ne fut pas le cas. Un appel est donc lancé : « le 2 février, l'université et la recherche s'arrêtent ». Cette date marque le début d'une grève qui durera jusqu'à juin pour une partie des universités.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Depuis le vote de la LRU (loi sur l'autonomie des universités) en 2007, et avec le début de son application sur le ter-

rain, le désaccord avec les réformes mises en place dans l'enseignement supérieur était important au sein des différentes composantes de l'université, mais ce qui a mis le feu aux poudres en janvier est la parution d'un décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs. Ce décret visait à instaurer une modulation pour chaque enseignant du nombre d'heures consacrées à l'enseignement et du nombre d'heures consacrées à la recherche. C'est le président de l'université lui-même qui déciderait de cette modulation en fonction de l'intérêt ou de la rentabilité de la recherche effectuée par l'enseignant. En clair, les enseignants dont la recherche ne présente pas un caractère immédiatement rentable pour le marché, se verraient retirer leurs heures de recherche qui seraient remplacées par des heures d'enseignement. Ce décret est en réalité une application directe de la LRU – loi sur l'autonomie des universités – et contre laquelle les étudiants s'étaient déjà mobilisés.

La LRU donne une autonomie financière aux universités, transforme les présidents d'université en véritables chefs d'entreprise. L'autonomie des universités est un projet de longue date que les différents gouvernements n'avaient jamais réussi à imposer jusqu'à présent. La LRU permet l'ouverture des universités aux financements privés avec un contrôle de plus en plus important des entreprises sur le contenu même des diplômes, elle met aussi en concurrence les facs entre elles,

les étudiants et les personnels. Alors que les étudiants s'étaient battus seuls contre cette loi en 2007, la revendication de retrait de la LRU s'est imposée au cours de la mobilisation dans les plateformes de revendication des enseignants, preuve de l'évolution qui s'est opérée pendant ce mouvement, passant de revendications corporatistes à une compréhension plus large des attaques de la classe dirigeante.

Durant l'été 2008, le gouvernement avait aussi annoncé une réforme du recrutement et de la formation des enseignants, dite réforme des IUFM. Elle prévoit la disparition des IUFM qui s'occupent actuellement de la formation des enseignants du premier et second degré (professeurs des écoles, des collèges et des lycées). La formation des enseignants serait assurée par des masters professionnels directement dans le cadre de la fac avec bien sûr moins de moyens et une formation de moins bonne qualité. Mais l'aspect le plus grave de cette réforme est sans doute le passage des concours de recrutement à bac +5 (passage en fin de master 2) alors qu'ils sont ouverts aux titulaires d'un bac +3 actuellement. La volonté est clairement d'augmenter la sélection. Au passage, la rémunération de la formation post-concours est supprimée. De nombreux étudiants, notamment ceux des classes populaires, n'auront plus accès aux métiers de l'enseignement parce qu'ils ne pourront pas se permettre de faire 5 ans d'études ou parce qu'ils ne franchiront pas la sélection pour entrer en master 2. Il ya 30 ans, pour pouvoir

*** Juliette Stein est étudiante, militante à l'Unef et au NPA dans les Hauts-de-Seine, membre du Comité politique national du NPA.**



s'en sortir avec un emploi payé au dessus du SMIC dans le monde du travail, il fallait avoir son bac, aujourd'hui le niveau de qualification nécessaire est la licence mais on peut craindre que rapidement ce niveau soit le master 2.

LES FORCES ET LES FAIBLESSES DU MOUVEMENT

Ce qui a donné un caractère exceptionnel à la mobilisation est le fait qu'elle ait touché toutes les composantes de l'université : enseignants, étudiants et personnels Biatoss. Alors que, depuis le mouvement CPE, les tensions étaient fortes entre étudiants d'une part et enseignants et personnels d'autre part autour notamment de la question du blocage des facs, cette mobilisation a permis que de nouveaux liens se tissent entre les différentes composantes, ce qui est certainement un acquis pour les luttes futures : AG, manifestes communes et sur quelques facs tenue de piquets de grève communs. Cette lutte a permis une modification importante de la conscience des enseignants-chercheurs, qui est un secteur avec très peu d'expérience de lutte, un corporatisme important. Au début de la mobilisation, les enseignants-chercheurs avaient l'illusion que le gouvernement céderait rapidement devant la lutte d'un secteur respecté par son statut intellectuel. Ils pensaient même qu'il n'y aurait pas besoin de grève, peut-être que la simple rétentention des notes des examens suffirait à le faire reculer. L'arrogance et le mépris du gouvernement face à cette mobilisation ont petit à petit levé une partie de ces illusions. Ils sont peu à peu sortis des

revendications corporatistes en exigeant aussi le retrait de la réforme des concours et du recrutement des enseignants, l'embauche de personnels supplémentaires et l'arrêt des suppressions de postes et ont même adopté le mot d'ordre de retrait de la LRU. Malgré cette progression, l'inexpérience et la conscience assez faible des enseignants-chercheurs ont constitué une faiblesse importante autour des questions des modalités de grève, des rythmes de mobilisation, des examens...

L'autre trait exceptionnel de ce mouvement est aussi sa longueur. Il a duré près de quatre mois malgré les manœuvres du gouvernement pour le désamorcer : réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, maintien des concours de recrutement en l'état pour 2010, gel des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs pour 2010 et 2011. Ces faux reculs n'ont eu que peu d'impact et n'ont pas réussi à diviser les différentes composantes de la mobilisation. Ce sont les examens qui ont eu raison de la mobilisation. Bien sûr, le fait que les enseignants ne se voient pas appliquer de retenue de salaire a largement favorisé la longueur de cette grève. Il faut aussi souligner que ce n'est pas une réelle grève qui a été menée durant quatre mois puisqu'une partie significative des enseignants mobilisés a continué pendant toute une partie de la mobilisation à faire cours et que peu d'entre eux ont stoppé leurs travaux de recherche.

Pourtant, malgré un certain nombre d'atouts, cette mobilisation n'a pas réussi à faire plier le gouvernement. Il faut bien sûr en chercher les raisons dans les conditions objectives de la situation

politique (crise économique, gouvernement à l'offensive...) mais une certains nombre de faiblesses de la mobilisation elle-même n'ont pas permis de la rendre suffisamment menaçante.

La première difficulté a été la faible implication des étudiants dans la grève. Il n'y a pas eu de réel mouvement étudiant à l'échelle nationale, autonome de celui des enseignants, avec ses propres rythmes, ses propres revendications. Trop souvent, la mobilisation des étudiants ne s'est faite qu'en soutien avec celle des profs. Pourtant, les mobilisations de la jeunesse sont particulièrement redoutées par le gouvernement. Nous avons pu le constater avec le mouvement lycéen de l'hiver dernier. Elles ont, en effet, la capacité de mettre un nombre très important de personnes dans les rues, elles sont empruntées d'une grande radicalité et attirent souvent la sympathie du reste de la population. Dans ce mouvement, même si beaucoup d'étudiants assistaient aux AG, peu se sont impliqués dans la grève au quotidien. De fait, peu de forces étaient disponibles pour tenter d'étendre la grève à d'autres universités ou à d'autres secteurs salariés.

On peut chercher les raisons de cette faible implication dans le peu de conscience chez les enseignants-chercheurs de la nécessité que les étudiants se mettent en grève. Leur préoccupation était de faire comprendre aux étudiants pourquoi ils se mobilisaient mais pas forcément de les inviter à les rejoindre. Pour une partie d'entre eux, la préoccupation centrale était même de ne pas pénaliser les étudiants en ne leur dispensant pas leurs cours. Ainsi, certains enseignants-chercheurs « grévistes » continuaient de faire cours sans percevoir que c'était un obstacle à leur mobilisation mais aussi à la possibilité que les étudiants se mettent en grève.

La direction de l'Unef porte aussi une part de responsabilité dans le fait qu'un mouvement étudiant autonome n'ait pas réussi à émerger. Elle n'a cherché à prendre aucune initiative ni pour faire émerger des revendications étudiantes, ni sur la question des moyens d'action. Même si elle ne s'y est pas opposée frontalement, elle n'a rien fait pour faire émerger une coordina-

tion nationale étudiante réellement utile, en n'y étant que très peu présente ou en refusant d'y défendre une réelle orientation, laissant ainsi le champ libre aux courants gauchistes ou autonomes. La direction de l'Unef n'a fait que se mettre à la remorque des enseignants-chercheurs et de leurs directions syndicales sur le plan du rythme et des initiatives de mobilisation mais aussi sur la question des revendications. Ainsi la direction de l'Unef a refusé de reprendre à son compte la revendication du maintien des concours à bac + 3 s'alignant ainsi sur la position de la FSU.

Enfin, la faible préoccupation des noyaux d'étudiants mobilisés comme des courants organisés de s'adresser à la majorité des étudiants, a aussi pesé. Très peu de travail militant a été mené pour convaincre la masse des étudiants sur le fond des réformes qui les touchaient et pour les convaincre de se mettre en grève. Peu de comité de mobilisation ont produit des analyses des réformes. Une grande partie des énergies disponibles était utilisée en dehors des facs pour organiser la Ronde des Obstinés, des « cours hors les murs » et non pour convaincre d'autres de rejoindre la mobilisation.

Les débats importants sur les modalités de la grève des enseignants ont aussi été un obstacle. Pour une grande partie des enseignants-chercheurs, la grève ne signifiait pas forcément l'arrêt du travail. Nombre d'entre-eux ont cherché des modalités de grève alternatives : faire cours sur un autre contenu, faire cours en dehors de la fac... Ainsi, dans plusieurs universités, il n'y avait pas de grève réelle des enseignants qui se disaient grévistes mais continuaient les cours sous d'autres formes, empêchant ainsi de dégager des forces pour construire la mobilisation. Cela incitait également les étudiants à aller en cours et freinait le développement du mouvement étudiant. En réalité, la principale faiblesse de cette mobilisation a été la difficulté à se doter d'une stratégie pour gagner. La question de se mettre en grève, c'est-à-dire d'arrêter les cours et la recherche n'a pas été tranchée à l'échelle nationale, aucune action coordonnée ne s'est réellement mise en place pour impliquer plus d'étudiants dans la

grève. Ainsi, la CNU n'a jamais lancé un appel national clair à la grève. La mobilisation s'est dispersée dans toute une série d'actions ne permettant pas d'augmenter le rapport de forces face au gouvernement : ronde des obstinés, cours hors les murs, nuit des universités, rétention des notes... Il existait dans la mobilisation une conscience assez forte de la nécessité de se lier et d'entraîner d'autres secteurs salariés dans la lutte. Avec l'exemple de la grève des Antilles, la question de la grève générale se discutait fréquemment dans les AG et les coordinations. Un début de lien réel, avec une journée de manif commune, a eu lieu avec la santé. Mais très peu de réel travail militant a été tenté pour œuvrer systématiquement à la convergence. En dehors de quelques meetings interprofessionnels sur certaines facs ou quelques diffusions de tracts sur des lycées, la coordination nationale des universités s'est contentée d'appels un peu incantatoires à une mobilisation de la maternelle à l'université.

Il faut bien évidemment souligner aussi la responsabilité des directions syndicales qui ont tout fait pour éviter la convergence : pas d'appel à la grève dans l'éducation primaire et secondaire, refus de déposer des parcours de manifestation communs avec les salariés de la santé... Les cadres d'auto-organisation, trop faibles, n'ont pas réussi à dépasser ces directions syndicales. La bataille politique pour faire de la coordination nationale un outil qui propose une orientation claire à l'ensemble des mobilisés, qui montre le chemin vers la grève massive et vers l'extension, cette bataille n'a été menée que de manière très insuffisante, par des forces trop faibles et dispersées. Cela supposait un travail patient d'explication mais aussi parfois la défense de propositions qui ne seraient pas forcément tout de suite majoritaires, et qui auraient bousculé certaines mauvaises habitudes. Expliquer clairement dès le début que faire la grève veut dire arrêter le travail et l'écrire en toutes lettres dans les appels de la coordination. Autre exemple : lors d'un mouvement par exemple, il n'est pas normal que les parcours de manif soient déposés par les dirigeants syndicaux habituels. C'est ainsi que la manif du 14 mai

n'a pu se faire en commun entre santé et éducation, ce qui ne serait jamais arrivé si la coordination nationale s'était préoccupée concrètement de désigner des gens pour effectuer ce type de tâches, si un réel comité de grève national, bien évidemment révocable, avait été mis en place. Le NPA doit être un outil pour mener ce type de batailles politiques.

Enfin, les revendications mises en avant ne permettaient pas forcément d'unifier l'ensemble des secteurs et des préoccupations. Il aurait fallu des revendications permettant de faire le lien entre les suppressions de postes et les plans de licenciements ou entre la casse des statuts, des diplômes et la question des salaires. Les préoccupations de la majorité des salariés et la plupart des grèves dans les autres secteurs se déroulaient autour des licenciements et des salaires.

Le gouvernement a pu se permettre de ne pas céder face à la mobilisation jusqu'à l'approche des examens puisque cette grève ne perturbait pas outre mesure le fonctionnement habituel des choses ou tout du moins ne faisait pas perdre immédiatement de l'argent au système. Mais la possibilité que la grève empêche la tenue des examens a obligé le gouvernement à réagir. Cette question est à ce moment-là devenue un enjeu stratégique qui aurait pu être le moyen de pression qui oblige le gouvernement à céder. Mais la pression exercée par la campagne médiatique à l'encontre des grévistes (on parlait d'une situation « pire qu'en Mai 68 », du risque d'année blanche) et la forte répression qui s'en est suivie (intervention policière pour débloquer les facs...) a fait céder les grévistes. Dans la majorité des facs, les profs ont décidé d'organiser les examens ce qui a sonné la fin de la grève.

LEÇONS ET PERSPECTIVES

Même si nous n'avons pas remporté de victoire significative, ce mouvement n'aura pas servi à rien, au contraire. La fin de cette mobilisation ne se solde pas par une démoralisation massive. Il a contribué à renforcer l'expérience de la lutte pour plusieurs milliers d'étudiants, d'enseignants et de personnels et de tirer

ACTUALITÉ

un certain nombre de leçons. Cette mobilisation a montré le rôle déterminant des étudiants. Sur les universités, c'est la force la plus massive et la plus dangereuse pour la classe dirigeante de par sa radicalité, son enthousiasme et sa capacité d'entraînement. Sans la mobilisation massive des étudiants, il est difficile de remporter des batailles. Convaincre de se mettre réellement en grève reste l'élément déterminant pour entraîner d'autres secteurs et ainsi faire céder le gouvernement. Lors de cette mobilisation, nous n'avons pas remporté totalement l'argument. De nombreux profs continuaient à faire cours et les étudiants désertaient les facs. Résultat : le fonctionnement habituel des universités n'était pas totalement perturbé et il n'y avait que très peu de forces dégagées au quotidien pour construire et étendre la grève. Le blocage reste souvent un élément déterminant pour permettre aux étudiants de se mettre en grève. En effet, il n'existe pas de préavis de grève pour les étudiants : si tu manques un cours pour faire grève, tu es noté absent puis défaillant et tu es obligé de redoubler ton année. Le blocage permet que les cours ne se tiennent pas et permet à tout le monde de se mobiliser. Mais la grève étudiante ne se résume pas au blocage. Se mettre en grève c'est avant tout s'impliquer au quotidien dans la mobilisation et donc rester sur la fac pour tenir les piquets, distribuer des tracts, venir en AG et convaincre d'autres de rejoindre le mouvement. Si à partir d'un certain point il ne peut pas y avoir de grève majoritaire sans blocage, on a trop souvent vu des blocages sans grève... Le blocage constitue un élément certes décisif, mais un élément dans la stratégie de la grève qui doit être combiné à beaucoup d'autres : travail préparatoire d'information et de discussion sur le fond avec la masse des étudiants, constitution préalable d'un noyau militant significatif capable de rater des cours, c'est-à-dire de faire grève sans qu'il y ait encore de blocage, lien avec les personnels, manif's massives...

Chercher à entraîner d'autres secteurs reste un élément déterminant. Contrairement à une entreprise, une université



ne produit pas directement des richesses. Mettre en grève une université ne fait pas perdre directement de l'argent aux capitalistes. Ce qui leur fait peur, c'est le nombre des gens que les universités peuvent mettre dans la rue et leur capacité à entraîner les travailleurs dans la grève. Entraîner d'autres secteurs dans la lutte demande un réel travail militant, à l'image de ce que nous avons fait lors du mouvement contre le CPE. Des équipes d'étudiants allaient diffuser des tracts sur les lycées ou les entreprises, intervenir dans des AG de salariés... Pour les étudiants, dans une grève qui est devenue massive, les cibles de l'extension sont le reste de la jeunesse, les salariés de la fac, et enfin l'ensemble des travailleurs.

Pour qu'une mobilisation gagne, il faut qu'elle réussisse à se structurer, se coordonner du niveau local au niveau national. Il faut pousser à ce que ce soient les assemblées générales qui prennent les décisions relatives à la mobilisation sur chaque fac, à la mise en place de coordinations nationales avec des mandats élus dans chaque fac permettant de coordonner la mobilisation à l'échelle nationale. Ces coordinations ne doivent pas simplement être un enregistrement des différentes situations locales mais elles doivent permettre de donner une cohérence à la mobilisation : faire émerger une plate-forme de revendications commune, proposer des actions qui permettent de tirer en avant l'ensemble des facs... L'élection de comités de grève à l'échelle locale et nationale capables d'assurer les tâches de la mobilisation entre deux AG ou deux coordinations est un élément clé pour renforcer la structuration d'un mouvement, la prise en

main de ce mouvement par les grévistes eux-mêmes et pour contribuer au dépassement des directions syndicales. Il n'y a pas de milieu : une mobilisation est soit dirigée par les bureaucrates, soit par les grévistes eux-mêmes, ce qui implique une action et un contrôle des grévistes à tous les niveaux (le terrain local dans chaque fac, la rue, les médias, la table de négociation...). Sans organes élus par les grévistes pour appliquer les décisions, pour mettre en place une stratégie pour gagner, une grève sans comité de grève a dix fois moins de chance de gagner qu'une grève qui n'est pas auto-organisée.

Malgré les résistances, la classe dirigeante poursuit son projet pour l'école et l'université : former une main d'œuvre peu coûteuse, docile, corvéable à merci, et adaptée aux besoins immédiats du marché. Après la mise en place de la LRU et de la masterisation, de nouveaux projets sur l'augmentation des frais d'inscription sont déjà en cours. A la rentrée prochaine, les premiers lycées commenceront à expérimenter des aspects de la réforme Darcos. Le gouvernement a aussi fait passer ses mesures sécuritaires et répressives avec la mise en place de portiques dans les lycées, la fouille de sacs et la création d'une brigade de police spéciale pour l'intervention dans les établissements scolaires. Pourtant, au sortir de cette lutte, des potentialités de mobilisation existent toujours. Les jeunes ne sont pas prêts à laisser détruire leur avenir, ni à se laisser mater sans rien dire. Avec l'aggravation de la crise économique de nouveaux affrontements sont à venir. Nous devons les préparer dès maintenant en tirant les leçons des luttes précédentes.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

— *sur fond de crise du capitalisme* —

Par Gaël Diaferia

Les élections européennes se sont déroulées dans un contexte de crise du capitalisme et d'attaque frontale contre le monde du travail, après une vague de mobilisations sociales dans lesquelles le prolétariat industriel a joué un rôle central. Mais il n'a jamais été question de la crise et de ses effets. Christine Lagarde, la ministre de l'économie qui a la « positive attitude » a même osé nous faire le coup du verre à moitié plein. Jamais le mot « récession » n'a été prononcé... La campagne était aussi éloignée des préoccupations des travailleurs et de la jeunesse que l'Union Européenne l'est de leurs intérêts.

Quelle est la signification des résultats ? Quelles leçons sur la situation et les tâches des révolutionnaires pouvons-nous en tirer ?

UNE CRISE BIEN PRÉSENTE DANS CES ÉLECTIONS, CELLE DE LA LÉGITIMITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

La progression des droites, l'effondrement de la social-démocratie, la percée des écologistes et le maintien des courants anti-libéraux et anticapitalistes sont les éléments qui dominent les résultats de ces élections européennes. Mais l'abstention massive ne nous permet d'avoir qu'une vision très déformée des rapports de forces réels.

Une abstention massive des classes populaires

Ce qui était prévisible est arrivé. L'abstention massive, notamment celle des

classes populaires, est le premier fait marquant du scrutin européen. Même s'il existe des disparités importantes, le vote étant obligatoire dans certains pays, l'abstention progresse dans une grande majorité d'Etats membres et dépasse les 56 %.

En France, nous ne sommes pas loin du record : 60 % des électeurs ne sont pas allés voter. 75 % des employés, 77 % des ouvriers, 79 % des chômeurs, 71 % des moins de 35 ans se sont abstenus selon un sondage Opinion Way réalisé le jour du vote. 74,57 % d'abstention à Sarcelles contre 49,74 % à Neuilly-sur-Seine, tout un symbole ! Il n'est pas étonnant que la non-participation ait été aussi marquée socialement. L'UMP et le PS n'ont pas ménagé leurs efforts pour éviter que la crise ne s'invite sur la scène électorale. L'abstention témoigne sans doute d'un désintérêt pour cette campagne dont l'événement le plus marquant aura été... le lamentable



spectacle télévisuel de la polémique politique entre Bayrou et Cohn-Bendit !

Mais l'abstention exprime surtout un désaveu de l'Europe capitaliste, de ses institutions et de ses promoteurs. Elle démontre « une nouvelle fois la crise de légitimité de l'Union européenne et des partis de gouvernement qui inscrivent leur politique dans ce cadre. C'est le résultat d'une mise à l'écart des peuples dans la construction d'une Union européenne néolibérale et antidémocratique. »⁽¹⁾

L'abstention sonne également comme une sanction contre la politique de dé-mobilisation et de désarmement des résistances sociales menée par les directions syndicales et les partis de la gauche traditionnelle au profit de solutions institutionnelles et électorales, alors que l'Union Européenne ne protège pas de la crise mais l'accélère. Les résultats auraient sans doute été bien différents si le scrutin s'était tenu entre le 29 janvier et le 19 mars.

Cependant, l'abstention massive dans les milieux populaires et dans la jeunesse nous montre également le chemin qu'il reste à parcourir à l'extrême-gauche (et du Nouveau Parti Anticapitaliste en particulier) pour devenir une référence pour une partie importante de la classe ouvrière, et pour avoir un impact plus significatif sur les luttes et la situation.

Un désaveu clair des partis institutionnels

La droite est en tête dans 25 pays sur 27, et elle progresse dans 16, notamment là où elle gouverne (en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Pologne, en Autriche...), c'est-à-dire là où elle

*Gaël Diaferia est assistant d'éducation et militant du NPA à Metz, en Moselle.

1. François Sabado, *Après les résultats des élections européennes*, Inprecor n°551/552, juillet-août 2009.

mène des politiques antisociales brutales. Bien sûr, la crise produit et renforce aussi les peurs et les réflexes individualistes qui favorisent la droite. Malgré tout, la « victoire » de cette dernière est toute relative. En France, l'UMP réussit la « prouesse » de rassembler sur ses listes 28 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire 11 % des inscrits. « La victoire personnelle » de Sarkozy que nous chantait Rachida Dati à l'annonce des résultats est un leurre. Ce n'est pas ce score mais le message envoyé par les directions syndicales qui permet au gouvernement d'être si arrogant. En démontrant qu'elles refusaient de mettre à l'ordre du jour la riposte d'ensemble du monde du travail, les Confédérations ont donné à la bourgeoisie et à son gouvernement la possibilité et le temps d'amplifier et accélérer son offensive. L'UMP n'a d'ailleurs pas trainé pour enchaîner les sales déclarations et les mauvais coups : sur l'âge de départ à la retraite, le travail le dimanche, la privatisation de La Poste et les suppressions de poste dans la fonction publique...

L'extrême droite réalise en revanche une percée dans divers pays européens (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Grèce...). Ces

scores résultent d'une montée des courants racistes⁽²⁾ dans la classe ouvrière comme le montrent, en Grande-Bretagne, les grèves autour du mot d'ordre « *British job for british workers* »⁽³⁾. Ici, le Front National et Libertas⁽⁴⁾ totalisent près de 13 % des voix. Au-delà de la persistance d'un vote ouvrier en faveur du FN, ce score s'explique par le fait qu'un secteur de la bourgeoisie s'interroge sur la capacité de Sarkozy à mener à bien ses attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Les mobilisations à répétition dans la jeunesse, la réussite des journées du 29 janvier et du 19 mars et le retour significatif sur le terrain des luttes du prolétariat industriel avec la succession de conflits dans le secteur automobile montrent que Sarkozy n'a pas réussi à briser la combativité qui existe dans notre camp. Voilà ce qui inquiète certaines franges de la bourgeoisie. Dans la petite bourgeoisie, cette « impatience » est d'autant plus vive que la crise capitaliste fait planer la menace du déclassement et de la prolétarianisation (pay-sans, petits commerçants).

Le premier destinataire de la sanction populaire est bien le Parti Socialiste. Il faut dire que son opposition à la droite

est tellement farouche qu'il est devenu une réserve de ministres et de conseillers divers pour Sarkozy ! Evidemment, le PS paie son absence de politique alternative face à la crise. Mais son score témoigne aussi de sa rupture avec les milieux populaires : « *De concession en concession, d'adaptation en adaptation, de réformisme sans réformes en réformisme avec contre-réformes néolibérales, les partis socialistes européens ont connu une intégration toujours plus grande dans les mécanismes de gestion de l'économie et des institutions capitalistes et une perte relative de leurs bases sociales et politiques dans les classes populaires* »⁽⁵⁾.

La seule surprise de ces élections est sans doute la percée des écologistes dans presque toute l'Europe. En France, la liste Europe Ecologie, qui obtient 16,2 % des voix, a réussi à occuper l'espace laissé vacant par la crise des appareils politiques traditionnels de droite et de gauche, en apparaissant comme « différent » malgré une politique libérale classique (qui ne diffère de celles des autres partis de gouvernement que par la dose de peinture verte qui la recouvre) et en surfant sur les bons sentiments. Les écologistes, qui ont largement profité de la déroute du PS et de l'effondrement du Modem, sont provisoirement les vainqueurs d'une bataille qui se livre au centre. Même si leur score témoigne d'une plus grande prise en compte des préoccupations écologiques, celle-ci reste le fait des couches sociales qui sont les moins touchées par la crise (petite bourgeoisie et couches supérieures du prolétariat). La sociologie des votes en Moselle est éclairante à ce sujet : dans le canton de Metz III, la liste Europe Ecologie dépasse 20 %, mais elle arrive derrière le NPA dans celui de Gandrange avec un score autour de 8 %⁽⁶⁾.

Pas de percée des courants se positionnant à la gauche de la social-démocratie

La déroute du PS n'a pas favorisé et renforcé l'influence électorale des listes se situant sur sa gauche toutes tendances confondues, réformistes ou anticapitalistes et révolutionnaires. Le Front de Gauche – l'alliance du Parti Communiste Français, du Parti de Gauche et de

2. Voir l'article de Raphaël Greggan dans ce numéro.
3. « Travail britannique pour les travailleurs britanniques ».
4. Liste du Mouvement Pour la France de Philippe de Villiers et de Chasse Pêche Nature et Traditions de Frédéric Nihous. De Villiers a annoncé début août qu'il allait rejoindre le comité de liaison de la majorité présidentielle pour y « représenter la composante souverainiste ».
5. François Sabado, *Après les résultats des élections européennes*, Inprecor n°551/552, juillet-août 2009.
6. Le canton de Metz III correspond au centre-ville de Metz alors que le canton de Gandrange, où l'aciérie du groupe ArcelorMittal a fermé en avril 2009, est composé de petites villes ouvrières. On retrouve des exemples similaires dans tous les départements.



la Gauche Unitaire⁽⁷⁾ – obtient 6,1 % des voix, le NPA 4,98 % et Lutte Ouvrière 1,22 %, ce qui représente au total un peu plus de deux millions d'électeurs.

Le PCF a réussi à sauver ses élus et en conquérir deux nouveaux grâce à son alliance avec le PG de Mélenchon, mais le score du Front de Gauche est plus proche de celui obtenu par le PCF en 2004 que de l'ambition affichée d'un « score à deux chiffres ». Même s'il démontre que cette campagne a su mobiliser son solide appareil et sa base sociale traditionnelle, ce résultat ne suffira pas à enrayer le déclin du PCF. Le Front de gauche n'a pas rencontré de véritable dynamique. Dans la mesure où le PCF et le PG continuent de gérer les régions et les villes avec le PS, ils pourraient difficilement apparaître de façon crédible comme une alternative à sa politique. D'ailleurs, Marie-Georges Buffet et Jean-Luc Mélenchon se connaissent depuis longtemps puisqu'ils étaient tous les deux ministres du gouvernement Jospin. Si le Front de Gauche devance le NPA, il n'obtient pas plus de voix que les deux organisations d'extrême gauche réunies, et son électorat est plus âgé et moins populaire : « On a deux électorats différents. D'un côté, celui du NPA est majoritairement composé de jeunes actifs (moins de 50 ans), peu intéressés par la campagne européenne, qui ont voté plutôt sur des considérations nationales. De l'autre, celui du Front de gauche, plus âgé (avec une surreprésentation des retraités), est plus politisé, plus mobilisé, plus intéressé à la campagne en tant que telle. Cette structuration explique en grande partie pourquoi le Front de gauche a dépassé le NPA. »⁽⁸⁾

Les listes d'extrême-gauche totalisent 6,10 % de voix. Depuis 1995, on constate une certaine stabilité des scores (au-dessus de 5 %) : une fraction du salariat se tourne vers les révolutionnaires. Avec une



moyenne nationale de 4,98 % des voix, le NPA réalise des percées dans des communes populaires avec des scores entre 8 et 12 % ; plus de 10 % des ouvriers qui se sont exprimés ont votés pour lui. Une petite fraction de la classe ouvrière a cherché à exprimer sa colère en positif en soutenant des listes indépendantes du PS et du social-libéralisme mais aussi des directions syndicales et de ceux qui ont défendu leur politique, comme le Front de Gauche.

Dans un contexte difficile, dans une campagne où la crise n'était pas à l'ordre du jour, ces résultats sont satisfaisants : « Dans cette élection, le NPA n'avait pas la partie facile. Encore en construction, très impliqué au premier trimestre dans les mobilisations sociales, il a directement subi le ressac des luttes qu'elles ont connu ensuite, se trouvant en difficulté alors que sa vocation était de relayer les luttes dans le champ électoral. Touché de plein fouet par l'abstention qui concernait directement les couches susceptibles de voter pour lui, soumis jusqu'à l'avant-veille du scrutin à une forte hostilité venue de différents bords et relayée par les médias, il résiste pourtant sur le plan électoral et s'affirme comme une force politique nationale, sans que son électorat soit encore stabilisé »⁽¹⁰⁾. Mais la campagne du NPA a également souffert de ses limites et de ses ambiguïtés. Elle a démarré bien tardivement, ce qui a rendu difficile le fait de la lier concrètement aux mobilisations.

A l'approche du scrutin, nos affiches disaient même : « *Riposter utile, votez NPA* », étrange formule alors que des grèves persistaient dans le privé ! Même si autour du mot d'ordre « *Pas question de payer leur crise* », nous avons cherché à ramener la situation réelle au cœur du débat, la référence de classe était bien peu présente dans le matériel, la profession de foi abordait « *la révolution écologique* » tout en oubliant la révolution sociale... L'ensemble des revendications mises en avant faisaient davantage penser à un inventaire à la Prévert qu'à un plan de mesures d'urgence sociale et démocratique. Pour chercher à convaincre les premières victimes de la crise d'utiliser leur bulletin de vote afin d'exprimer leur colère, il était nécessaire de faire des choix (sans doute difficiles), de se servir de la campagne pour populariser certaines mesures à même de poser la question du pouvoir et de mettre en avant la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Le score de LO est modeste. Les virages politiques et l'abandon d'un profil d'indépendance radicale par rapport au jeu politique institutionnel qui l'identifiait aux yeux de milliers de travailleurs ont peut-être fait perdre à ce courant une partie de son capital électoral. Mais il ne serait pas juste d'en conclure que LO est en voie de marginalisation : « *L'on peut être plus ou moins satisfait de l'audience électorale dont on dispose en un moment donné, ce n'est pas sur ce terrain que les choses décisives se produiront dans les années à venir. Ce n'est en tout cas pas sur le terrain électoral que le courant communiste révolutionnaire peut espérer gagner du crédit dans la classe ouvrière, mais en participant efficacement aux luttes de celle-ci.* »⁽¹¹⁾. Et sur ce plan, LO n'a pas été marginale ces derniers mois : ses militants

7. La Gauche Unitaire est née autour d'une partie des animateurs du courant « Unir » de l'ex-LCR, dont Christian Picquet.
8. Jérôme Fourquet de l'IFOP, *Il y a une pénétration du NPA en milieu ouvrier, Tout est à nous !*, n°16, 9 juillet 2009.
9. Jérôme Fourquet de l'IFOP, *Il y a une pénétration du NPA en milieu ouvrier, Tout est à nous !* n°16, 9 juillet 2009.
9. Dans la circonscription Grand-Est, le NPA devance nettement le Front de Gauche notamment dans les départements les plus industrialisés où les luttes ouvrières étaient importantes.
10. Ingrid Hayes, *Un nouveau panorama politique*, la revue *Tout est à nous !*, n°2, juin-juillet 2009.

d'entreprise ont joué un rôle important dans les derniers conflits sociaux.

Le NPA s'impose comme une force politique nationale, incontournable à l'extrême-gauche. Cette place ne doit pas permettre au sectarisme de s'installer dans nos rangs. Au contraire elle nous donne les moyens de mener sans attendre une politique offensive pour l'unité d'action des anticapitalistes et des révolutionnaires, particulièrement en direction de LO.

Dans le reste de l'Europe, les courants se situant à la gauche de la social-démocratie se maintiennent mais ne réalisent pas de percée, sauf au Portugal et en Irlande où les listes du Bloco de Esquerda et celles du Socialist Party ont rencontré un certain succès. Dans plusieurs pays, la gauche anticapitaliste et révolutionnaire était candidate pour la première fois. En obtenant des scores modestes mais très encourageants, ces listes font la preuve que l'extrême gauche a tout à gagner à défendre de façon indépendante sa politique⁽¹²⁾.

ET MAINTENANT ?

Prendre des initiatives pour préparer les prochaines confrontations

Nous aurions pu penser que la crise ouvrirait un boulevard pour nos idées, mais rien n'est automatique. La faiblesse de la conscience de classe pèse lourdement, et le patronat tire parti de l'individualisme. La droite semble profiter pour le moment de la crise, aidée par la politique désastreuse des directions syndicales et la politique cogestionnaire du PS. Cela confirme la nécessité d'un outil politique pour reconstruire la conscience de classe et le mouvement ouvrier sur des bases anticapitalistes et révolutionnaires.

Même s'il faut garder à l'esprit le fait que les élections européennes sont le scrutin le moins mobilisateur, les résultats montrent que les classes populaires ne conçoivent pas encore l'alternative anticapitaliste

comme un moyen de se défendre face à la crise que la bourgeoisie est en train de leur faire payer. La crise du capitalisme est une crise globale dont les effets se font durement sentir par des couches de plus en plus larges du salariat. Mais elle ne débouchera pas mécaniquement sur des luttes d'ampleur, comme elle ne fera pas naître spontanément une conscience anticapitaliste.

La situation exige l'intervention des révolutionnaires sans attendre les élections. Le contexte électoral, malgré son importance, n'est d'ailleurs pas le meilleur cadre pour contribuer à une résurgence de la conscience politique et de la combativité des travailleurs : au-delà des parenthèses électorales, il est indispensable que les révolutionnaires agissent sur ce qui doit être leur terrain de prédilection, celui de l'intervention en direction de la classe ouvrière et de la jeunesse, dans les entreprises, sur les lieux de vie et de travail des classes populaires. Nous devons chercher à populariser nos propositions, à prendre des initiatives concrètes pour contribuer à construire le rapport de force, pour entraîner largement notre camp dans la bataille et pour nous rendre utiles afin de coordonner les mobilisations tout en défendant ouvertement une perspective socialiste. La campagne de rentrée autour de la question de l'emploi et des licenciements doit être la campagne centrale de l'ensemble du NPA ; elle doit être aussi l'occasion de structurer et de centraliser notre intervention en direction des entreprises.

Mener la bataille pour l'unité... Mais quelle unité ?

Face à la crise et aux attaques de la bourgeoisie, la bataille pour l'unité du monde du travail est primordiale. Sans réserve, nous devons mener la bataille pour l'unité des travailleurs, des équipes combatives, des salariés en lutte contre les licenciements, afin de préparer une riposte d'ensemble. Mais prenons garde à ne pas tout mélanger et à ne pas confondre l'unité pour les luttes avec l'unité politique qui importe tant à

Buffet et à Mélenchon. On peut se rassembler largement dans les luttes sur des revendications et des objectifs précis, c'est même urgent et nécessaire, mais c'est autre chose de se présenter ensemble aux élections.

Lors des élections, en partant d'un plan de mesures d'urgence qui fasse écho et soit utile aux mobilisations, les anticapitalistes et les révolutionnaires cherchent à poser la question du pouvoir politique, du contrôle de l'économie et de la société par les travailleurs. C'est une toute autre logique que celle de l'union de la gauche, défendue ouvertement par le PCF et le PG. De 1981 à 2002, tous les gouvernements de gauche, y compris celui auquel Buffet et Mélenchon ont participé, ont mené des politiques libérales conformes aux exigences de la bourgeoisie. Les illusions réformistes et électoralistes n'ont pas disparu. Le PCF affirme que le Front de gauche doit être élargi « jusqu'à ce que nous ayons une gauche majoritaire ». Quant au PG, il appelle de ses vœux « un nouveau Front populaire ». Le problème n'est pas que l'unité ne soit « durable » ou non, mais que nos projets politiques sont incompatibles.

Les composantes du Front de Gauche n'ont pas cessé de répéter sur tous les tons qu'il revenait aux syndicats de gérer les effets de la crise, et aux partis, les institutions. « *Le NPA ne s'est guère retrouvé avec le PG et le PC ces derniers mois pour pousser à la convergence des luttes, battre en brèche le dispositif des confédérations syndicales et appuyer sans aucune réserve la lutte du LKP...* »⁽¹³⁾ : c'est le moins que l'on puisse dire, ces deux partis ayant apporté un soutien total à la politique des directions syndicales, qui tourne le dos aux intérêts des travailleurs. Alors, comment pourrions-nous d'un côté combattre la stratégie des journées d'action sans lendemain, et de l'autre nous alier avec ceux qui la défendent ?

En pleine campagne, Cathy Daguerre déclarait : « *Contrairement au NPA, l'objectif du Front de Gauche est de gouverner, il prône « la révolution par les urnes » et nie l'intérêt d'une grève générale, on ne sait pas comment et sur quoi ça pourrait déboucher* »⁽¹⁴⁾. Voilà une affirmation des plus claires, qui en une phrase résume l'actualité du clivage entre réforme et révolution.

11. *Lutte de classe*, n°121, juillet 2009.

12. Voir l'article du Rubén Quirante, sur la situation dans l'Etat Espagnol, dans ce numéro.

13. Laurent Carasso, *Dix mois qui laissèrent la riposte en suspens*, *Inprecor* n°551/552, juillet-août 2009.

14. Cathy Daguerre, responsable PCF dans le Sud-Ouse, en deuxième position sur la liste du Front de Gauche, dans une interview pour le journal *Sud Ouest*.



PÔLE EMPLOI

— *Moyen de généraliser la flexibilité du marché du travail* —

par Francine Rochelle

En pleine campagne électorale pour les présidentielles de 2007, N. Sarkozy avait fait de la fusion entre ASSEDIC et ANPE une de ses priorités. Celle-ci devait permettre (d'après lui) de simplifier les démarches des chômeurs et de réduire le taux de chômage à 5 % à l'horizon 2012, date des prochaines présidentielles.

Aujourd'hui, force est de constater que Pôle emploi ne fonctionne pas. Les retards de traitement de dossiers d'indemnisation continuent. La plateforme téléphonique est saturée (le 3949 devenu célèbre par son coût élevé). Beaucoup d'utilisateurs ne peuvent être reçus correctement.

Bien sûr, la crise joue un rôle dans le dysfonctionnement catastrophique de Pôle Emploi. Les salariés sont surchargés de travail, il y a de moins en moins d'offres à proposer à de plus en plus de chômeurs. Mais le principal changement auquel les salariés doivent faire face est la modification des missions qu'ils ont à effectuer.

L'Assedic permettait de calculer le revenu de remplacement dans une période de chômage et de payer les chômeurs. L'ANPE était un service public, accessible à tous, ayant une obligation de moyens à mettre à disposition des usagers pour les aider dans leurs démarches de recherche d'emploi. Les deux établissements n'étaient certainement pas à la hauteur des besoins des travailleurs privés d'emploi mais Pôle Emploi aggrave considérablement le service rendu.

POURQUOI LA FUSION ASSEDIC-ANPE

Mme Lagarde a annoncé la couleur : l'objectif de la fusion est de répondre au besoin de flexibilité du marché du travail. Nicolas Sarkozy dans son discours de Rethel le 28 octobre 2008 déclare que la fusion doit permettre de pourvoir les offres non satisfaites de l'ANPE. On imagine bien que s'il existe des offres non satisfaites dans une période où le chômage est élevé, c'est que personne ne veut postuler sur celles-ci pour des raisons de salaires, de précarité et de condition de travail.

Laurence Parisot avait déclaré « *La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?* ». La création de Pôle Emploi a donc pour objectif principal de faire corres-

pondre la main d'œuvre au besoin du marché du travail.

Pour y arriver, rien de tel qu'une structure gérant à la fois le revenu des chômeurs et le « placement ». Le discours principal avancé par le gouvernement était qu'il n'était pas logique qu'existent deux structures différentes. Un seul et même conseiller devra gérer les questions financières et le retour à l'emploi. Le conseiller devient donc juge et parti et les moyens de pression sur les usagers augmentent.

Les politiques de répression contre les chômeurs, même si elles existaient avant la fusion, se renforcent. En premier lieu, la mise en place de l'offre raisonnable d'emploi (ORE). Il s'agit pour le chômeur d'accepter après trois mois d'inscription un salaire de 5 % en dessous de ses prétentions salariales, puis 15 % et éloignés de 30 km après six mois puis d'un montant au moins égal à son revenu de remplacement (qui correspond en général à 57 % de son ancien salaire) ! Et cela en pleine période de crise économique, où les salaires proposés sont déjà extrêmement bas et les contrats précaires.

A cela vient s'ajouter le contrôle des pièces d'identité (circulaire Hortefeux) avec la mise en place de lampes UV dans les agences pour vérifier l'authenticité des cartes d'identité et titres de séjour. Cela existait déjà aux Assedic malgré l'opposition des syndicats. Cette mesure passe très mal chez les agents ne voulant pas être transformés en auxiliaires de police.

* **Francine Rochelle est salariée au Pôle emploi, militante du NPA en banlieue parisienne.**



Pôle Emploi est un outil permettant de contraindre des travailleurs affaiblis par leur situation de chômage à accepter n'importe quel boulot à n'importe quel prix et tout cela pour le plus grand plaisir du MEDEF. Rien d'étonnant à ce que cette fusion se fasse en même temps que la modification du code du travail et la généralisation de la précarité. De plus en plus de travailleurs vont être amenés à passer dans les filets de Pôle Emploi et se verront imposer des offres d'emploi ou des formations.

Le nombre de formations diplômantes pour les chômeurs baisse et elles sont remplacées par des formations certifiantes correspondant à des besoins précis pour le patronat. Pôle Emploi n'est pas là pour aider au reclassement ou à la recherche d'emploi. Son unique but est de créer un fichier de main-d'œuvre correspondant aux besoins des employeurs. Heureusement, de nombreux salariés font leur maximum pour ne pas accepter cette logique-là et continuer ce qu'ils ont fait jusqu'à présent : faire leur maximum pour aider les usagers.

PRIVATISATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI

Bien que le plus gros financeur de Pôle Emploi soit l'Etat, la logique de la fusion s'inscrit dans les politiques de privatisation des services publics. La première raison est que Pôle Emploi n'embauchera plus que des personnels de droit privé sous une nouvelle convention collective. Aujourd'hui, les salariés de droit public

représentent environ les deux tiers des effectifs. Une fois la nouvelle convention collective faite, ils devront choisir entre cette dernière et leur statut. L'objectif étant évidemment de réduire les salariés de droit public en espérant avoir des agents plus dociles. Bon nombre de conseillers n'appliquent pas certaines mesures comme notamment l'offre raisonnable d'emploi ou le contrôle des pièces d'identité.

La deuxième raison est l'ouverture à la concurrence du suivi des chômeurs avec les OPP (Opérateurs Privés de Placement). Bien que des études aient montré l'inefficacité de ces sociétés par rapport au service public, le gouvernement et Pôle Emploi ont décidé de confier 320 000 chômeurs aux OPP pour 425 millions d'euros. On retrouve en tête des sociétés des agences d'Intérim comme Manpower. Ces OPP seront payés en fonction de leurs résultats. Le chômage devient un marché rentable pour des entreprises qui se désintéressent totalement du problème. La logique de rentabilité va très certainement les pousser à exercer beaucoup plus de pression sur les demandeurs d'emploi. La raison officielle de cet appel au privé c'est faire face à la crise. On aurait pu espérer des recrutements massifs en CDI pour Pôle Emploi mais d'après M. Charpy (directeur général de Pôle Emploi), la concurrence stimulerait les salariés de Pôle Emploi. Quel mépris devant la dégradation des conditions de travail !

La troisième raison est l'annonce de l'externalisation de la plateforme télé-

phonique. Une des priorités de la direction après la promulgation de la loi en décembre 2008 a été de supprimer tous les standards des agences ex-ANPE et de les remplacer par un numéro unique (3949) servant à la fois pour joindre des conseillers ex-ANPE que des salariés ex-Assedic. Cette plateforme, transformant les salariés en téléconseillers (dénoncé évidemment par certains syndicats et beaucoup d'agents) a été très vite saturée. La direction générale a donc prévu de recruter 500 CDD regroupés dans des plateformes (on peut déjà imaginer leur condition de travail) et d'externaliser une partie de cette plateforme. Prosodis (société de téléopérateurs pour Virgin Mobile, Darty, etc.) a remporté le marché ! Les usagers vont être très certainement satisfaits du service qui va leur être rendu !

Et enfin, la dernière raison est l'annonce d'arrivée en renfort à Pôle emploi d'intérimaires. 500 à 1000 salariés vont être prêtées à Pôle Emploi, indépendamment des OPP. Pôle Emploi va donc regrouper des salariés de droit public, des salariés de droit privé, en CDD, en CDI et des intérimaires d'autres sociétés. Quelle idée ingénieuse pour diviser les salariés entre eux et rendre difficile la contestation ! Et la direction de continuer à dire que Pôle Emploi restera un service public !

MISE EN PLACE DE LA FUSION ET CONSÉQUENCES SUR LES SALARIÉS

La direction générale et le gouvernement se sont donné un calendrier serré pour mettre en place cette fusion. Plusieurs étapes sont indispensables à leurs yeux : les formations des conseillers professionnels (formés au placement et à l'indemnisation), les rapprochements géographiques des deux anciennes structures... Le nombre de sites va diminuer de moitié. Beaucoup de salariés vont être obligés de changer de lieu de travail et les distances pour les chômeurs vont s'accroître.

A cela s'ajoute la crise économique, non anticipée par le gouvernement.

Les salariés ex-Assedic sont dépassés par le nombre de dossiers d'indemni-

sation à traiter et les délais augmentent (60 000 dossiers ne seraient pas traités d'après M. Wauquiez, bien plus d'après les salariés ex-Assedic). La plateforme téléphonique est saturée régulièrement. L'annonce de nombreux plans de licenciements en septembre va bien sûr aggraver cette situation.

Les salariés ex-ANPE qui sont en charge de « portefeuilles de Demandeurs d'emploi » doivent convoquer en moyenne 150 personnes tous les mois (dans certaines agences, ce nombre est de plus de 300 !). Ce qui est impossible.

Les relations entre salariés et usagers se tendent de plus en plus, à juste titre pour les usagers. Ils ne sont pas payés, ils ne peuvent être reçus à leur demande par leur conseiller. La plateforme téléphonique éloigne les usagers des conseillers. Les mesures anti-chômeurs (ORE...) rendent très difficile les relations.

De plus, les agents sont soumis à des objectifs toujours plus impossibles à tenir s'accompagnant de pressions individuelles toujours plus fortes. Le nombre d'arrêts maladies augmente. De janvier à mars, quatre suicides ont eu lieu. La direction nie évidemment le lien avec Pôle Emploi. Quoi de plus révélateur qu'un suicide sur son lieu de travail...

Cette situation avait été dénoncée par certains syndicats avant la fusion. La mobilisation des salariés n'a pas été à la hauteur de l'enjeu de la fusion, mais cela s'explique par l'attitude de certains syndicats. La CFDT, la CGC, la CFTC et l'UNSA ont fait campagne pour la fusion et ont signé tous les accords les plus monstrueux avec la direction au détriment des salariés et des usagers. Quant aux autres syndicats (CGT, FO, SNU, SUD), ils n'ont pas réussi à entraîner derrière eux le maximum d'agents face à la propagande de la direction et des syndicats signataires. De plus, la fusion a imposé à des syndicats de tradition différente (FO ex-Assedic et FO ex-ANPE, CGT ex-Assedic et CGT ex-ANPE...) de travailler ensemble, ce qui a créé de nombreuses difficultés.

Pourtant, les salariés ne semblent pas se laisser faire. D'abord, la direction

se rend compte qu'il est impossible de respecter son calendrier. Les nombreux problèmes que pose la fusion n'ont pas été anticipés et, par exemple, les rapprochements de sites qui avaient été prévus pour juillet 2009 sont loin d'être réalisés. De plus, situation inédite autant du côté ex-ANPE que du côté ex-Assedic, les collectifs d'agents, les pétitions, les actions spontanées, les lettres ouvertes pleuvent. L'opposition des salariés concerne aussi bien les missions de service public que les conditions de travail. Certains sites se sont mis en grève, notamment pour dénoncer la disparition d'agences de proximité, avec un large soutien d'usagers et d'élus locaux (notamment des élus UMP...).

QUE FAIRE

Dans le contexte actuel, la fusion va concerner de plus en plus de travailleurs. Les confédérations syndicales n'ont pas l'air de s'en inquiéter. Pôle Emploi va devenir un vrai pourvoyeur de précarité. C'est donc aux salariés de Pôle Emploi de populariser leurs luttes et leurs revendications.

Les organisations syndicales n'arrivent pas à entraîner derrière elles la majorité des salariés pourtant mécontents de cette fusion. La contestation s'accroît et pourtant le taux de grévistes reste bien en deça de ce qu'il faudrait. La dernière grève (le 18 juin) a été suivie à 30 %.

Depuis l'annonce de la fusion, les journées de grèves clairessemées se sont succédé tant du côté ex-Assedic que du côté ex-ANPE. Il y a eu plus de quinze jours de grève contre la fusion ou contre les conséquences de la fusion (après décembre 2008). Bien sûr, aucune de celles-ci n'a abouti à quoi que ce soit. Les intersyndicales n'ont jamais réussi à trouver de véritable terrain d'entente pour une mobilisation sur la durée. Les salariés ont été démotivés par ces dates à un mois

d'intervalle ne permettant pas de créer de dynamique. Certains syndicats promettaient des grèves reconductibles. On ne les a jamais vues... Avant la fusion, les journées de grève (sauf une) n'étaient pas aux mêmes dates pour les salariés des deux anciennes structures. La mobilisation contre la fusion a cristallisé un sentiment anti-syndicat chez certains agents, accentué par les divisions des syndicats et leur discours contradictoires (CGC, UNSA, CFDT, CFTC d'un côté, CGT, SNU, SUD de l'autre et FO, bien que contre la fusion, avec des positions parfois ambiguës, notamment quand il s'agit d'appeler à la grève).

Aujourd'hui, la fusion est votée et se met en place petit à petit. Les résistances de certains syndicats et des agents freinent le processus mais ne l'arrêtent pas. Les conditions d'une mobilisation d'ampleur ne manquent pas avec les luttes locales qui se multiplient. Les syndicats doivent trouver un moyen de regrouper toutes les mobilisations des collectifs pour préparer une grève dure reconductible. Les arguments pour mobiliser tous les salariés ne manquent pas : les missions de service public, l'arrêt du flicage des chômeurs, les conditions de travail, les salaires, le maintien des acquis des agents publics et privés, les embauches en CDI, la privatisation...

Les associations et syndicats de chômeurs se mobilisent aussi contre la fusion et les mesures anti-chômeurs (le RSA est en train de se mettre en place à Pôle Emploi). Mais leur unité reste fragile. Rassembler usagers et salariés est indispensable.

La fusion est certes passée, mais la victoire du gouvernement est loin d'être gagnée.





BRANCHE AUTOMOBILE

– *Un enjeu décisif : construire une riposte à la hauteur des attaques* –

par Robert Pelletier

Si un secteur industriel illustre clairement l'arnaque que constitue l'explication de « la crise » pour justifier restructurations, fermetures de sites et licenciements, c'est bien celui de l'automobile. Sans remonter jusqu'à la fermeture de Renault Vilvoorde en 1997, c'est dès 2007, avant même la crise des « subprimes », que le site de Renault Sandouville était frappé par une mesure de suppression de plus de 1 000 emplois.

En fait, dès le début des années 2000, on constatait une aggravation des conditions d'exploitation dans la branche. Depuis la fin des années soixante, avec la grande grève de Mai 68 et les grèves des OS qui s'étaient de cette époque au début des années 1980, l'organisation de la production des automobiles était en crise.

Le patronat ayant poussé au maximum l'exploitation dans les sites traditionnels, il se décide alors à engager les restructurations dans les méthodes de production et la répartition des productions dans le monde. C'est aussi ce caractère mondial de la réorganisation de la branche qui situe les enjeux des luttes actuelles.

Restructurations, réorganisations de la production, intensification du travail entraînent une aggravation des conditions de travail, un accroissement de la souffrance au travail, un développement du stress.

Externalisation, multiplications des sous traitants, développement du travail précaire : les grands groupes s'auto-dissolvent pour laisser la place à des centaines de PME et PTE avec la destruction des grands sites de production issus du fordisme et du taylorisme.

Ces entreprises sont en permanence sous pression de leurs donneurs d'ordre en même temps qu'ils servent d'écoles de dressage social pour les jeunes embauchés issus des banlieues ou des zones industrielles déshéritées.

Les régions de Douai, Valenciennes, Sochaux, Mulhouse, Rouen, etc. deviennent des zones de mono-industrie entièrement sous la coupe des grands groupes dont les sites centraux ne sont plus que des lieux d'assemblages.

Pour limiter la visibilité des licenciements, les principaux producteurs multiplient les plans de départs anticipés et obtiennent alors du gouvernement les

fameux départs CASA (cessation d'activités des salariés âgés) largement subventionnés et permettant de modifier de façon significative la pyramide des âges.

Mais l'apport de « chair fraîche » ne suffit pas à rendre supportables les conditions de travail. Depuis le début des années 2000, une série de suicides sans précédent frappent les usines des deux grands producteurs français, Renault et Peugeot. Même si ce phénomène n'est pas limité au secteur de l'automobile, c'est là qu'il est le plus spectaculaire notamment du fait que l'ensemble des catégories de salariés est touché.

Au travers de ces modifications structurelles, il s'agissait en fait de préparer le terrain à la phase actuelle : pression accrue sur les salaires, les conditions de travail et liquidation des sites et entreprises qui ne sont pas les plus rentables ou les moins chères à l'échelle de la production mondialisée.

Les graves reculs enregistrés par l'ensemble de la classe ouvrière font alors ressentir leurs effets même dans la « forteresse ouvrière » de Renault. Le recul du syndicalisme CGT s'accompagne et renforce l'individualisation des conditions de travail, des salaires : un véritable éclatement social, syndical et politique de ce qui constituait un des bastions du mouvement ouvrier.

Finalement le résultat n'est pas négligeable puisque la part des salaires par rapport au chiffre d'affaires est

* Robert Pelletier est membre du NPA dans les Hauts-de-Seine, militant à la CGT dans la métallurgie.

passée, dans la branche, en France, de 24 % en 1980 à 10 % en 2000 et 2007. Pour les équipementiers, elle est passée de 31 % à 18 % sur la même période. Le nombre de salariés a été divisé par deux pour Renault et par 1,5 pour PSA. La production mondiale est passée de 33 millions de voitures en 1975 à 75 millions en 2007.

La double particularité de la situation actuelle est d'une part, l'ampleur inégale des coups portés par les employeurs et d'autre part l'ampleur des ripostes opposées par les travailleurs.

Chaque semaine, dans toutes régions, les salariés tentent de rendre coup pour coup aux attaques portées. PSA Aulnay sur les salaires dès mars 2007, Renault Sandouville à l'automne 2008 contre les suppressions de postes et le chômage partiel, Ford à Bordeaux contre les suppressions de postes, Toyota à Valenciennes en mars 2009 pour les salaires : les travailleurs des grandes usines ripostent aux attaques.

SBFM, Rencast, Lear, New Fabris, Molex, Continental, Goodyear, Freescale, Wagon, etc. chez des dizaines d'équipementiers et sous traitant, les salariés se mobilisent pour sauvegarder leurs emplois et contre la fermeture des sites.

Par leurs formes de luttes, les travailleurs retrouvent une radicalité que l'on pensait oubliée, enfouie sous les cendres du syndicalisme d'accompagnement qui tend depuis des dizaines d'années à anesthésier toutes les révoltes.

CELA NE S'INVENTE PAS

L'homme-clé du dispositif mis en place par Carlos Ghosn dès son arrivée à la tête de Renault s'appelle Patrick Pelata. Fils d'instituteur, après des études d'ingénieur il entre à Renault Flins en 2005 pour y introduire les méthodes japonaises de production et de management. Dans le même temps il réfléchit à ces graves questions avec Philippe Herzog dans le cadre de la revue économique du PCF. « Dans ses années de jeunesse il n'a pas été insensible aux conditions de travail du salariat. Aura-t-il les capacités à affirmer ses convictions » s'interroge Philippe Noël, ex-délégué syndical central CGT de Renault ?



Assemblées générales souveraines, comité de grève, intersyndicales rendant des comptes de l'assemblée générale : la démocratie ouvrière se fraie lentement une voie dans les trous des bureaucraties syndicales absentes ou défaillantes.

Menaces de destruction de machines ou de sites, séquestrations, affrontement avec des cadres, des nervis au service des patrons, les flics ou les gendarmes : la juste violence ouvrière répond à l'insupportable violence patronale et étatique.

Mais cette détermination se heurte à une offensive profonde et durable du patronat. Dans ces conditions, la radicalité, le boîte par boîte ne suffit pas. Bien sûr des succès partiels et même substantiels ont été obtenus : réintégration des Fonderies de Cléon, des fonderies de la SBFM, de Rencast ou de Wagon dans le cadre des donneurs d'ordres (Renault, Peugeot) ; limitation des suppressions de postes à Ford ou Sandouville ; augmentations de salaires réelles à PSA Aulnay.

Mais le plus souvent l'échéance de fermeture est à peine repoussée et la victoire se limite à une augmentation parfois significative de l'enveloppe accompagnant les licenciements. Ce n'est pas tant le manque de lucidité des travailleurs que l'excès de lucidité qui pose problème : pour gagner contre le fermetures, contre les licenciements, pour des salaires et des conditions de travail

décents, il faut un rapport de forces bien plus favorable.

La voie pour avancer est complètement à construire. A PSA Aulnay, chez Lear, chez Continental, chez Goodyear la volonté d'extension a été affirmée. Mais les structures syndicales dont c'est l'une des prérogatives, unes des raisons d'être, ont été au mieux absentes, au pire ont combattu cette perspective.

Les équipes militantes, avec les militants révolutionnaires, ont commencé à tisser des liens, à lancer des appels à la coordination des luttes, des équipes syndicales engagées dans ces batailles. Mais le manque d'expérience, le manque de moyens ont accru les difficultés existantes par le manque de confiance des travailleurs. Reconstruire une conscience ouvrière, reconstruire un mouvement ouvrier ne sont ni l'affaire de quelques uns, ni l'affaire de quelques mois. C'est un des enjeux des luttes actuelles. Des succès partiels, des victoires mitigées peuvent aider mais ne seront pas suffisants.

La rentrée sociale de septembre doit être l'occasion de développement de ces initiatives : se coordonner, se rejoindre, construire le « tous ensemble » qui, partant de la branche automobile et de ses ramifications pourra gagner l'ensemble de la classe ouvrière pour inverser significativement et durablement le rapport de forces entre les classes.



GRÈVE DES POSTIERS DU 92

– Une grève porteuse d'avenir –

par Pedro Cine

« Nous sommes très attachés au dialogue social. Mais le dialogue social implique le respect mutuel, un respect des règles du code du travail et du droit de grève. Quand ces règles sont transgressées, des actions doivent être engagées pour contribuer à un retour rapide à des échanges constructifs »

JC Senat directeur départemental de La Poste des Hauts de Seine.

Ces propos résument l'attitude et la compréhension de La Poste face à la grève qui a secoué le département des Hauts-de-Seine. Cette grève est riche d'enseignements à plusieurs titres. Tout d'abord, par sa durée : deux mois et demie de grève d'une heure, puis 78 jours de grève illimitée. Mais également par la manière lutte de classes dont elle a été menée. C'est cette orientation qui est pointée du doigt lorsque les dirigeants de l'entreprise parlent de « respect mutuel » et de « règles transgressées ». Pour eux « l'échange » est bien plus « constructif » s'il s'agit d'accepter les suppressions de postes, entraînant une augmentation de la charge de travail pour des salaires de misère. Presque cinq mois après la fin du conflit, nous allons tenter de faire un premier bilan qui permette de mieux préparer les affrontements qui s'annoncent avec la privatisation.

GENÈSE D'UN CONFLIT.

Une photographie de la conflictualité sur le département depuis 2003.

Le 92 est un département où SUD est majoritaire (plus de 40 % aux dernières élections professionnelles, presque 50 % auprès des agents d'exécutions). La direction du syndicat développe une orientation luttés de classes et l'apport des militants révolutionnaires y est déterminant :

- Opposition ferme aux différentes réorganisations,
- Tentatives de coordination entre les différents centres,
- Participation et construction active aux différents mouvements interprofessionnels.

Depuis le mouvement contre la contre réforme des retraites en 2003, des prati-

ques deviennent naturelles : Assemblées Générales, actions spectaculaires, tentatives de coordination de centres pour organiser la riposte face à la boîte. Il faut noter la participation active dans les collectifs de défense de la sécurité sociale en 2004 ou les tentatives de jonction lors du CPE (intervention des étudiants sur les bureaux de Poste du département).

La première tentative de grève départementale hors contexte de mobilisation interprofessionnelle type les retraites ou la sécurité sociale, c'est en 2005 autour du centre courrier de Rueil-Malmaison. Mais le premier jour de grève suffira à faire plier la direction qui reporte la réorganisation. La crainte de l'extension sur d'autres établissements avec la grève que connaissaient les Bouches du Rhône aura eu raison des projets de la direction. Le département connaît ses deux plus grosses grèves illimitées de nouveau à Rueil en juillet 2006 avec une victoire des grévistes après presque trente jours de conflit et à Colombes en octobre 2006 qui ne se soldera pas par une victoire mais forgera une expérience de lutte inestimable.

Des grèves longues d'une heure re-conductible (une heure de grève tous les jours) émaillent également le département durant cette période sur le service des collectes de Levallois. Le dernier conflit durant plus de cinq mois avec la volonté, sur la fin, de le généraliser sur les autres services d'après-midi.

*** Pedro Cine est postier, militant syndical et au NPA dans les Hauts-de-Seine, membre du Conseil politique national du NPA.**

Pour les actions spectaculaires, l'habitude fut prise d'utiliser les journées nationales sans lendemain comme électrochoc. Cette politique aboutit à des actions coup de poing au domicile de Sarkozy (2005), contre les centres « jaunes » de Saint-Ouen ou sur les Champs Élysées en direction de l'Assemblée Nationale.

De la grève d'une heure à la grève illimitée.

La mise en place d'une Machine de Tri Préparatoire (MTP) au centre de tri de Nanterre le 20 octobre 2008, paraît alors être une bonne occasion pour structurer une réponse collective sur le département. Avec ce projet, c'est en effet la disparition de plusieurs services d'après-midi et la concentration ou suppression de circuits de collecte aux entreprises. SUD 92 tente donc dès l'annonce du projet de construire la riposte. Cela passe inévitablement par la mise en place d'un front unitaire le plus large possible. La proposition est faite de maintenir une intersyndicale, mais fait nouveau il est proposé que les militants des services concernés des différents syndicats se réunissent en assemblée générale départementale. FO et la CGT répondent positivement, même si les militants de la CGT sont les seuls à y participer en définitive. Une première réunion se tient donc en mai et il y est fixé d'en tenir une seconde le 23 septembre 2008. Cette date coïncide, au final, avec la journée de mobilisation contre la privatisation. Cela a pour conséquence de l'annuler sans pour autant en prévoir une nouvelle. En parallèle SUD 92 et SUD 75 poussent pour mener une campagne salariale. Ce qui aboutit à la mise en place le 18 septembre 2008 d'une Assemblée Générale des Conseils Syndicaux des sections SUD-PTT de la RP. Cette AG est un véritable succès et sert à homogénéiser les équipes RP autour de l'idée de mener une campagne sur la durée et un matériel commun qui articule refus de la privatisation et question des salaires et de l'emploi.

Au niveau départemental la perspective de s'opposer à la mise en place de la MTP, paraît de moins en moins crédible. Mis à part SUD la volonté des autres organisations syndicales de s'y opposer est inexistante. C'est en fait la mobilisation des collecteurs (postiers en voiture) du centre de tri de Nanterre qui en appelant SUD pour déposer un préavis, réactivent la lutte contre le projet de concentration des services d'après-midi. Ces agents sont opposés à une modification de leurs contrats permettant à la direction de les déplacer sur tous les départements limitrophes au 92. Le travail syndical fait plusieurs mois auparavant (HIS, AG, Tract spécifique) est un point d'appui. Il y a tout de suite la compréhension de l'importance de mettre tous les agents concernés dans la lutte.

Le 20 octobre ce sont donc les services de Neuilly, La Défense, Nanterre CTC qui se mettent en grève d'une heure reconductible en après-midi. Cette grève est majoritaire sur Neuilly et la Défense et touche la majorité des lignes de collectes aux entreprises sur Nanterre CTC. Pour autant, les services de Gennevilliers, Levallois, Asnières ne les rejoindront jamais plus d'une journée.

Le problème qui se pose rapidement est l'unification autour de revendications communes. Dans les services d'après-midi, ce sont surtout les collecteurs qui sont en grève d'une heure. Afin d'articuler préoccupations locales et des revendications unifiantes, la question de l'octroi du grade de 1-3 pour les livreurs collecteurs et l'obtention d'une prime de vie chère sont donc mises en avant.

C'est cette articulation et la volonté consciente de militants lutte de classes qui permettent de mettre en grève les services de distribution aux entreprises d'autres bureaux : Reuil, Neuilly, Levallois, Colombes et Boulogne. Tout cela oblige à déposer des préavis locaux d'une heure sur chaque établissement. A partir de ce moment-là, la direction met en place tout un arsenal répressif : dénonciation des préavis et sanctions sur les agents qui usent de leur droit de grève. Fermeture des centres pour empêcher que les grévistes viennent s'adresser au non grévistes. Cela permet de prendre des réflexes dans cette lutte : AG hebdomadaire, actions spectaculaires, recherche absolue de l'extension.

Ces visites à d'autres centres pour étendre la grève d'une heure coïncident

CHRONOLOGIE D'UNE GRÈVE

20 octobre 2008 : début de la grève dans les services collectes de Nanterre CTC, Neuilly, La défense et Levallois cabine.

Novembre : les services collectes et livraison de Neuilly, Reuil, Colombes, Levallois, Boulogne rejoignent la grève.

5 novembre : SUD condamné au TGI pour grève perlée.

5 novembre la grève est suspendue sur les services d'après-midi.

10 novembre : action des grévistes à Nanterre CTC et chute de Casanova.

12 novembre : grève reprend sur les services d'après-midi sur un nouveau préavis.

12 janvier : début de la grève illimitée sur Boulogne PDC.

12 janvier : convocation de Gaël Quirante au 36 quai des orfèvres.

13 janvier : la police est devant le centre de Boulogne.

15 janvier : opération père Noël au siège.

20 janvier : convocation au commissariat de Yvon Mélo, Olivier Besancenot, Gaël Quirante suite à la plainte de JB Casanova.

26 janvier début de l'extension sur un préavis départemental de SUD.

26 janvier : Reuil rejoint la grève.

27 janvier : Courbevoie rejoint la grève.

28 janvier : Clamart, Colombes, Neuilly rejoignent la grève.

29 janvier : Journée de grève interprofessionnelle.

30 janvier : Bourg la reine rejoint la grève.

avec la mise en place sur Boulogne-centre courrier pour fin décembre 2009 du projet « Facteur d'Avenir » : les facteurs forment des équipes de cinq ou six par exemple, et lorsque l'un d'entre eux est absent, sa tournée est divisée entre ses co-équipiers au lieu d'être effectuée par un facteur spécialement chargé des remplacement, sachant que l'application de ce principe est limité dans le temps, pendant une partie de la semaine et/ou une partie de l'année, pendant les périodes censées connaître un plus faible trafic de courrier. Les services de livraison de Boulogne sont déjà en grève d'une heure. La direction mise sur la période des fêtes de Noël pour en finir avec le conflit. Il faut donc changer d'échelle, de locomotive... les agents de Boulogne demandent le dépôt d'un préavis de grève illimité à partir du 12 janvier. La grève d'une heure a permis de « labourer le terrain » du département, et de commencer à constituer des équipes militantes et des réflexes de lutte qui se révéleront précieux pour la suite. Elle met en place les conditions de la grève reconductible départementale.

L'ORIENTATION PORTÉE DANS LA GRÈVE

L'extension au 92, puis aux autres départements

La compréhension acquise lors des derniers conflits locaux que seul nous ne pouvons rien pousser les agents de Boulogne appuyés par la section locale et départementale de SUD à s'adresser aux collègues des autres centres. Rueil les rejoignent le 26 janvier, Courbevoie le 27 janvier, Neuilly, Colombes et Clamart le 28, Bourg la Reine le 30 janvier. La stratégie est simple utiliser la journée sans lendemain concoctée par la direction des confédérations syndicales pour généraliser la grève. Le Pari est réussi la grève d'une heure initiée le 20 octobre s'est convertie en une grève départementale... mais tout cela est le fruit de la combinaison entre la situation objective et un plan d'action pour généraliser la grève.

La grève continue à se développer jusqu'au 24 février, avec des centres qui rejoignent le conflit : Levallois-Perret le 3 février, Asnières-sur-Seine le 4, La Garenne-Colombes le 6, Malakoff-Vanves le 9, Meudon le 10, Sceaux le 11, Bois-Colombes le 13, Puteaux le 16, Antony, Clichy-la-Garenne, le Plessis-Robinson et Garches le 17, Châtillon et Fontenay-aux-Roses le 19, Issy-les Moulineaux le 24 février. Ce sont plus de 20 centres sur 33 qui sont touchés par le mouvement de grève.

Dès le 29 janvier un appel est adopté en Assemblée Générale pour appeler l'ensemble des postiers du département à se mettre en grève mais aussi au-delà. Fin février un seuil semble atteint sur le département, quelques centres ont repris, c'est donc dans l'extension vers les autres départements que les grévistes voient l'issue. Cette compréhension n'est pas du seul fait des militants, mais de l'ensemble des grévistes, grâce aux discussions quotidiennes en AG et en comité de grève. Ce sont donc une centaine de grévistes qui se déplacent sur Paris à 6 h pour appeler leurs collègues à les rejoindre. Les centres de Paris 17, 19, RP et 8 seront visités. Des délégations iront voir les collègues du 91 pour leur premier jour de grève reconductible.

Les revendications

La difficulté était de passer par-dessus les divisions objectives des travailleurs de cette entreprise. L'atomisation bien-sûr du salariat (la majorité des centres concentrent moins de 100 agents) mais aussi le fossé qui sépare le travail effectif d'un agent aux voitures, au vélo ou en centre de tri. Les revendications jouent donc un rôle central. Comment articuler les réalités locales spécifiques qui ont souvent été un déclencheur pour initier la grève et des revendications unifiantes permettant de tenir sur la durée. Les revendications initiales sont :

- Le refus de facteur d'avenir,
- La requalification au grade de 1-3 avec rattrapage salarial sur 5 ans (il s'agit d'une progression en grade pour une bonne partie des collecteurs qui

logiquement leur est automatiquement due, et qui entraîne une augmentation du salaire),

- Une prime de vie chère de 300 euros par mois,
- Le treizième mois.

Très rapidement, intégrant la réalité du rapport de forces. La fin de Facteur d'avenir se transforme en moratoire sur deux ans et gel de la sécabilité supplémentaire sur deux ans également (c'est-à-dire que les centres qui sont déjà passés en Facteur d'avenir ne doivent pas allonger la période où la nouvelle organisation du travail s'applique).

Ces revendications sont donc le fruit de la réalité de ceux qui composaient cette grève et reflètent les préoccupations qui tournent autour de deux axes « non aux restructurations qui suppriment des emplois et alourdissent la charge de travail » et « il est temps d'augmenter nos salaires ». Le niveau pour les discuter à très vite été l'échelon départemental. Pour permettre de justement maintenir cette cohésion, le rapport de forces. Cette question a été une véritable bagarre et a connu certaines brèches durant le conflit.

L'auto-organisation du conflit

C'est là que l'apport des militants révolutionnaires a été le plus important. Car rien de ce qui a été mis en place n'est venu spontanément. La grève a touché plus de 700 salariés de La Poste (il y a 1 600 facteurs sur le département). Ce sont plus de 200 grévistes en reconductible avec une participation très active, en proportion, à la construction et l'animation de la grève. En effet, les Assemblées Générales quotidiennes ont rassemblé de 100 à 160 personnes tous les matins. C'était le lieu qui permettait de prendre réellement le poult au mouvement et d'élaborer et de décider des suites de la grève. Le comité de grève s'est lui constitué aux alentours du 9 février. Il regroupait des représentants de tous les centres et est devenu la direction de la grève. C'est là que s'exécutaient les décisions de l'AG (préparation des actions, rédaction des

communiqués de presse, des tracts... proposition pour les AG suivantes). Le Comité de grève regroupait entre 20 et 30 personnes toutes les après-midi et réfléchissait à la stratégie de construction de la grève sous le triptyque : consolidation, extension, actions.

QU'EST-CE QUI NOUS A MANQUÉ ?

Une vision simpliste consisterait à dire : « tout cela est de la faute des directions syndicales ». Mais il serait tout aussi faux de penser que la politique des directions syndicales et politique n'a joué aucun rôle.

Objectivement, des possibilités autour du 29 janvier et du 19 mars

La direction de La Poste parle de 28 % de grévistes le 29 janvier. Ce qui les ramène en réalité autour de 40 %. Ce chiffre fait écho aux 40 % du 23 septembre 2008 (journée de grève contre la privatisation). Il s'agit là de chiffres importants pour une entreprise comme La Poste. Pourtant aucune des directions syndicales n'avait déposé de préavis reconductible. Le 19 mars, là encore aucun préavis national reconductible n'a été déposé. Les seuls qui tentent l'expérience ce sont SUD 91 dans l'Essonne et SUD 75 (« les

Postaux ») sur Paris. Les premiers réussissent à entraîner la CFTC et FO qui sont quasi inexistantes en terme de force militante et les seconds partent seuls alors que la CGT est majoritaire dans les centres Parisiens... et que la majorité des sections locales sont animées par des militants qui en plus d'être à la CGT appartiennent également à une organisation révolutionnaire : Lutte Ouvrière.

Le résultat sur le 91 sera une grève reconductible du 9 au 20 mars qui regroupera entre 50 et 170 facteurs qui feront le pari de rejoindre le 92. Sur Paris l'écho l'extension sera plus faible même si l'accueil réservé aux grévistes du 92 était enthousiaste. Les facteurs de Paris 8 tenteront de rejoindre le conflit du 18 au 20 mars. L'extension aux autres départements n'a au final pas tenu sur la durée même si la journée interprofessionnelle du 19 mars a été l'occasion de regrouper un cortège dynamique intersyndical – clairement dominé par les couleurs de SUD – de 500 personnes (plus de 200 postiers) qui permettait de donner une lisibilité au secteur et surtout de tisser des liens. Après l'échec de l'extension et plus de 2 mois de grève, c'est la compréhension que l'issue ne pourra plus venir que du 92.

Pourtant une dernière tentative est lancée en direction de Coliposte (filiale de distribution des colis). Une action de pi-

quet devant la Plate-forme Colis de Gennevilliers ayant permis de faire converger une journée de grève commune le 26 mars. Mais l'essentiel de nos forces est orientée vers des actions visant à exercer une pression sur La Poste : le 23 mars intrusion au sein du Ministère de l'Économie et des Finances, le 24 suite au refus de négocier les une dizaine de cadres sont retenus dans les locaux départementaux par 80 grévistes et cela jusqu'à 22 h où La Police finit par intervenir, le 25 occupation du siège jusqu'à minuit ce qui conduit la direction nationale de la Poste à s'engager à réouvrir des négociations le lendemain. Le 26, face au refus de négocier de la direction départementale, les grévistes rentrent par les toits et occupent les locaux de la direction départementale pour en faire un lieu de fixation de la grève.

Les résistances syndicales et politiques

Il serait stupide de tirer un trait d'égalité entre la direction de la CGT et celle de SUD. Les responsabilités ne sont pas les mêmes. Il ne peut y avoir de commune mesure entre une organisation qui fait tout pour que la lutte ne s'étendent pas et une direction syndicale qui est dans la grève, qui la construit mais diverge dans l'appréciation de cette dernière.

La CGT a dès le début surfé sur le mouvement sans vraiment tenter de le construire. Les faits les plus marquants, sont le non dépôt d'un préavis de grève illimité sur Boulogne mais seulement de 24h. Il faut attendre le 11 février et l'assignation de 8 postiers et représentants syndicaux pour que la CFTC et la CGT déposent un préavis départemental. L'apport de la grande CGT aux 55 000 euros recueillis par la caisse de grève n'atteindra pas les 1000 euros. Le site national de la CGT ne fera même pas mention de la grève départementale.

Pour la direction fédérale de SUD, c'est plus la conviction que ce conflit ne peut pas s'étendre. Elle pense que la riposte ne viendra pas d'une mobilisation des travailleurs de La Poste. Cette appréciation qui domine dans les rangs du secrétariat fédéral de SUD n'est pas clairement délimitée entre



militants révolutionnaires (NPA, AL) et syndicalistes anticapitalistes. La manifestation la plus claire de cette appréciation du rapport de forces au sein de l'entreprise s'illustre par la façon d'organiser la lutte contre la privatisation. Tout était misé en jeu courant 2008 sur ce qui pouvait se dérouler à l'extérieur de l'entreprise (les collectifs, les élus, le référendum) et pas assez sur l'articulation de ce travail certes nécessaire avec celui de l'action dans l'entreprise.

Quant à Lutte Ouvrière, les camarades auront suivi la politique de la direction de la CGT en militant contre l'extension de la grève à Paris durant la semaine du 19 mars. Leur argument choc étant de dire que la grève du 92 n'était qu'un coup de pub d'Olivier Besancenot pour les Européennes. Sans commentaires.

Les limites propres à la grève

Pointer ces responsabilités des différentes forces organisées, ce n'est pas occulter les limites inhérentes à la grève.

L'unité syndicale n'a jamais été effective

Sur le papier, cette grève était soutenue par la CFTC, la CGT et SUD. En réalité la CGT n'a pas mis tout son poids dans la balance pour construire et étendre cette grève. Mis à part la section du centre de tri de Nanterre qui a clairement joué son rôle, aucune politique coordonnée n'est allée dans ce sens. C'est même plutôt le contraire (la tentative de la part de la section locale CGT de faire reprendre le travail à Courbevoie a échoué, mais le même type de manoeuvre a connu plus de succès à Puteaux et au Plessis). La CGT a également mené une bagarre contre les négociations départementales en cherchant à mener des négociations séparées à Boulogne en fin de conflit.

La CFTC n'atteint même pas les 5 % aux élections dans les activités courrier (facteurs et collecteurs). Sa capacité d'entraînement était quasi nulle. Cependant son secrétaire départemental a tenu jusqu'au... 26 mars contre les pressions de sa fédération pour signer dans le dos des grévistes

un protocole de fin de conflit en lieu et place des négociations promises au niveau départemental au comité de grève. FO a elle, clairement joué le rôle de la direction, relayant tout le discours de la boîte auprès des travailleurs.

Quelques sous-estimations par la direction de la grève

Le Grand Public :

Alors que la tentative de généraliser la grève aux centres de tri a réellement été menée, aucune

politique sérieuse n'a été menée vis-à-vis des guichets. Cela s'explique sûrement par l'intégration chez les militants de la séparation des deux services (courrier et guichets), comme s'il s'agissait de deux mondes différents, mais s'assoit également sur une réalité objective : l'atomisation du salariat est encore plus importante au guichet qu'au courrier et donc les équipes syndicales combattives y sont beaucoup moins présentes. C'est un problème qu'il faudra avoir en mémoire lors des prochains affrontements. Mais qui doit passer dès maintenant par un travail quotidien du syndicat.

Les rapports avec la fédération SUD et le reste des syndicats.

En raison des difficultés de tout suivre. Il est clair que le lien entre le comité de grève et la fédération n'était pas régulier. Cela passait plus par des individus qui tournaient et ne s'adressaient pas toujours aux mêmes personnes. La non participation du noyau de la grève au comité fédéral de SUD est également symbolique de cette faiblesse.

Une direction de combat au premier sens du terme

La Poste n'a pas lésiné sur les moyens : Vigiles privées, fermeture de tous les centres durant tout le conflit, appel aux forces de l'ordre, coups et blessures à Nanterre contre les grévistes, convocations aux commissariats, assignation au tribunal pour : « usage abusif du droit de grève et entrave à la liberté du travail », cinq huis-siers de justice mobilisés en permanence, procédures disciplinaires engagées sur plusieurs, 5 dépôts de plainte contre des syndicalistes ou des grévistes, retrait de tous les jours de grève en plein conflit (laissant les salaires au minimum légal), propagande au niveau national présentant les grévistes comme des violents. Penser que tout cela n'a eu aucune incidence sur les possibilités de généralisation sur le 92, ne serait pas très matérialiste.

LES ACQUIS DE CETTE GRÈVE

Les grévistes tout en étant restés minoritaires dans la plupart des centres, ont pu reprendre le travail la tête haute. Ils ont



arraché un recul dans l'application de « Facteur d'Avenir » (entre 6 mois et 2 ans selon les bureaux), cinq jours de Repos Compensateur (ce qui se traduit par une « prime » de minimum 250 euros par agent) pour l'ensemble des Postiers des bureaux touchés par la grève, l'octroi du grade de 1-3 à onze collecteurs (et la mise en place d'une commission pour les autres collecteurs qui demandent à bon droit l'obtention de ce grade), la suppression de tous les dossiers disciplinaires et la neutralisation de 30 % des jours de grève.

Une nouvelle génération qui émerge

C'est sans aucun doute le plus grand acquis de cette grève. La consolidation et l'émergence d'une nouvelle génération qui a fait son expérience dans une grève. Qui a pris conscience d'elle-même et de ses responsabilités, qui a acquis l'expérience d'outils et de principes de lutte comme les assemblées générales, le comité de grève, l'impérieuse nécessité de se coordonner plus loin que son service, l'importance des syndicats, des partis politiques et d'un certain niveau d'autodéfense face à la police et face aux cadres qui jouent les gros bras...

Ce qui montre cette compréhension c'est entre autres le fait que presque 50 personnes dans les animateurs de la grève se sont syndiqués. Ils se sont syndiqués dans le syndicat qui a mené la lutte mais plus largement ils l'ont fait avec, au moins une double compréhension, le fait de rentrer dans un syndicat lutte de classes dont l'objectif n'est pas de s'adapter à la politique de la direction mais bien celui d'élargir les brèches, mais aussi celle qui consiste à se poser les problèmes globalement au-delà des frontières de l'entreprise. Cela se manifeste par un rapport différent aux liens entre parti et syndicat. Cette nouvelle génération comprend qu'il faut un outil qui organise la défense au quotidien des travailleurs, qu'il faut par conséquent un syndicat. Pour autant, grâce à l'appui du NPA, l'outil politique au sens de parti qui pose des problèmes plus globaux est également perçu positivement par les grévistes pour changer la réalité quotidienne.

L'importance de l'intervention politique au sein de l'entreprise

Il est évident que l'apport de militants révolutionnaires est essentiel au sein de l'entreprise car il permet d'apporter une vision globale des rapports de forces tout en posant la question de qui doit décider, de qui doit contrôler la production des richesses et l'ensemble de la société. L'existence d'un comité NPA d'intervention dans l'entreprise a été un plus dans le cadre du conflit. Il a permis que des militants qui n'étaient pas dans la même organisation syndicale puissent prendre des habitudes de fonctionnement collectif. Cela permet en définitive de se poser les problèmes de la grève en d'autres termes.

Mais cette structuration évite également de succomber aux pressions des appareils syndicaux. On pose souvent la question de l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis, sans jamais se rendre compte que les militants révolutionnaires sont parfois loin de l'être vis-à-vis des logiques de structures des syndicats. Poser cette réalité, ce n'est pas vouloir manipuler les syndicats. Ils le sont d'ailleurs bien plus par l'influence du patronat et leurs intégration à l'appareil d'Etat. Il s'agit de défendre l'idée que les partis qui se réclament de la classe ouvrière doivent avoir une politique pour les luttes. Dire cela s'est bien-sûr refuser la division réformiste des tâches qui réserverait les luttes aux syndicats et les élections aux partis. Les syndicats n'appartiennent à personne, le fait de ne pas être encarté dans un parti, n'est d'ailleurs pas le meilleur gage de construire cet outil. Croire que lorsqu'on est militant révolutionnaire on a deux casquettes, c'est en fait nier que les syndicats et le parti qui vise à une transformation révolutionnaire de la société ne s'adressent pas aux mêmes niveaux de conscience. Les militants révolutionnaires quant à eux, s'ils veulent faire la révolution doivent construire ces deux outils en respectant l'autonomie de l'un par rapport à l'autre tout en défendant une politique cohérente dans l'un comme dans l'autre.

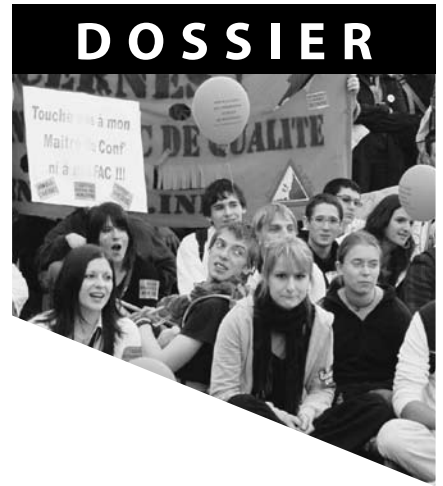
Voilà pourquoi, les comités de boîtes sont si importants pour un Parti qui vise à renverser le capitalisme. L'absence du lieu où se nouent les contradictions de classes serait pour le moins handicapante pour atteindre

son but. Mais pour que ces comités mettent en œuvre une politique, les feuilles d'entreprises sont l'outil qui permet de s'adresser publiquement à ses collègues.

En forme de conclusion provisoire

Tirer les bilans de cette grève, discuter des appréciations qui peuvent être divergentes est fondamental pour préparer les affrontements qui sont devant nous. Cette grève peut servir de répétition générale pour préparer au mieux la riposte face au projet de privatisation de La Poste. Mais pour cela, il faut effectivement comprendre que la grève générale ne se décrète pas... mais qu'elle se prépare. Cela doit être le rôle des militants anticapitalistes et révolutionnaires. Il s'agit donc maintenant de discuter concrètement de comment on arrive à cet objectif de grève générale dans le secteur des activités postales. Car il est possible de gagner contre la privatisation, si l'on combine soutien des usagers et grève des postiers. Toute la question est là, il faut une orientation spécifique dans les deux cadres (externe, interne) en n'oubliant pas que la grève reconductible du secteur ne pourra pas être esquivée. C'est en cela que les revendications autour de l'emploi (et donc les réorganisations) d'un côté et les questions salariales de l'autre sont la meilleure façon de mobiliser les postiers et les postières contre la privatisation. On sait dès aujourd'hui que mis à part la fédération SUD personne au niveau fédéral dans les autres organisations syndicales relèvera le défi d'organiser l'affrontement. Nous devons par conséquent anticiper ce fait et s'appuyer sur toutes les possibilités qui rendent crédible la possibilité de gagner. C'est comme cela qu'il faut prendre la consultation populaire du 3 octobre et la réactivation des collectifs locaux de défense de La Poste. Tout en comprenant que la mobilisation des premiers concernés reste indispensable. Il faut donc se saisir de toutes les dates, notamment de la journée interprofessionnelle du 7 octobre pour structurer des équipes au niveau local (AG, liens avec les collectifs locaux contre la privatisation, actions) mais en donnant la perspective d'une grève générale reconductible du secteur avant le vote final de loi permettant le changement de statut de La Poste en SA.

Dossier *la crise*



D'OÙ VIENT-ELLE ?

— Où nous mène-t-elle ? —

par Xavier Guessou

Tout le monde parle de « la Crise » mais de quoi parle-t-on exactement ? A-t-elle commencé en août 2007 avec les turbulences dans le système du crédit et avec les subprimes ? On aurait donc affaire à une crise essentiellement financière. Pourtant, la « vraie » crise, celle vécue par la masse des travailleurs, ce sont les licenciements, les réorganisations et les perspectives de blocage prolongé des salaires.

Somme toute : une simple accélération de ce que l'on connaît depuis 30 ans, depuis le début de la contre-offensive « néolibérale » de la classe dirigeante ?

D'autres ajouteraient que de toute façon le capitalisme est instable, qu'il produit des crises et qu'il mérite d'être renversé. Somme toute : rien de nouveau sous le soleil ?

La crise actuelle est l'aboutissement d'une période prolongée de stagnation du système capitaliste qui exprime son incapacité génétique à assurer un développement harmonieux. Elle est le résultat de l'échec des méthodes déployées depuis trente ans par la classe dirigeante pour le redresser.

LES ORIGINES DE LA CRISE ACTUELLE : LE « LONG DÉCLIN »

Le système capitaliste a connu une baisse de régime générale depuis les an-

nées soixante-dix. La réaction de la classe dirigeante, ou plus généralement la manière dont le système s'est redressé, s'est déployée principalement sur trois plans.

Le redéploiement mondial du capitalisme et la naissance du pôle asiatique

L'une des « bouées de sauvetage » du système fut un redéploiement géographique vers l'Asie. Le Japon s'était déjà peu à peu affirmé comme une puissance de premier plan à partir des années soixante. Dès le milieu des années soixante-dix était amorcé en Chine le tournant vers l'insertion dans le marché mondial. Aujourd'hui, en termes de taux de plus-value, de rendement, ce sont toujours les Etats-Unis qui sont la principale puissance mondiale. Mais d'après F. Chesnais, « en termes de masse

plutôt que de taux, la partie la plus importante de plus-value qui permet au capital de se reproduire vient maintenant d'Asie et notamment de Chine »⁽¹⁾.

Le « long déclin » du capitalisme, comme le nomme Robert Brenner⁽²⁾, est aussi celui de la puissance qui a été le principal architecte du système capitaliste tel que nous le connaissons, les Etats-Unis. Leur suprématie politique est toujours là malgré une assise économique significativement plus faible que par le passé. Sur un plan militaire, les dépenses militaires étasuniennes équivalent à la somme de celles de tous les autres pays du monde. Au niveau monétaire, la domination du dollar est toujours là, même si elle est beaucoup moins assurée que par le passé.

Le développement du pôle asiatique a offert une nouvelle zone d'opération au capital. Il n'est pas vrai, que depuis trente ans, comme des économistes le prétendent, les « investissements productifs ont cessé » et que seuls les spéculations financières ont eu cours. Une bonne partie des excédents dégagés depuis les années soixante-dix ont été investis dans cette région du monde et dans les autres puissances émergentes (Brésil, Inde, Russie...), et ont fourni une nouvelle source de profits.

L'intégration de la Chine et de l'Inde au marché mondial a occasionné un doublement de l'offre de main-d'œuvre dans le monde, donnant une impulsion formidable à la concurrence entre travailleurs d'un continent et d'un pays à l'autre. C'est l'une des principales sources de pression à la baisse des salaires à l'échelle mondiale depuis au moins dix ans.

* **Xavier Guessou est postier, militant syndical et au NPA dans les Hauts-de-Seine.**

1. « Sur la portée et le cheminement de la crise financière », n°1 de La Brèche-Carré Rouge, décembre 2007
2. Robert Brenner, « L'économie d'un monde en panne », entretien publié dans Inprecor mai-juin 2009

Cependant, le développement de nouvelles puissances industrielles produit de nouveaux problèmes. Les industries nouvellement développées correspondent aux mêmes branches d'activité (automobile, électronique, métallurgie, sidérurgie, informatique...) qu'en Occident, mais avec un coût de la main-d'œuvre qui permet de produire moins cher. Ces industries ne sont pas complémentaires de celles des économies occidentales mais en concurrence avec elles, ce qui tire vers le bas les taux de profit !

De plus, cette émergence de la Chine s'est effectuée dans une étroite dépendance du capital étranger, et « *sur la base d'une forte dépendance des marchés extérieurs, donc selon une configuration aux antipodes du chemin suivi par les Etats-Unis au XIX^{ème} siècle.* »⁽³⁾

L'autre contradiction est liée à l'avenir de la Chine. Jusqu'à maintenant, la Chine a connu une croissance « extensive », mais il faudrait d'un point de vue capitaliste une croissance désormais plus « intensive », fondée sur une croissance importante du marché intérieur, une capacité d'absorption des produits manufacturés chinois par les consommateurs chinois. Ce qui suppose plus de « fluidité » dans les rapports entre les classes : l'instauration de syndicats indépendants accompagnerait inévitablement une hausse des salaires des travailleurs chinois si on veut faire de leur pouvoir d'achat un débouché significatif. Une protection sociale efficace libérerait les sommes immobilisées par l'épargne des centaines de millions de paysans chinois qui mettent presque tout leur argent de côté pour faire face aux aléas de la vie. Le régime est-il capable de conduire une telle mutation sans pour autant libérer des forces sociales qu'il ne contrôlerait pas ? Les débats actuels dans le PC Chinois sont le reflet des désaccords au sein du régime

sur la voie à adopter. L'explosion sociale est inévitable, elle a déjà commencé : une multitude de soulèvements a lieu chaque année. L'enjeu est leur centralisation. Une bonne partie de l'avenir du système capitaliste se joue dans les villes et dans les campagnes chinoises.

Une évolution dans la structure du capital qui explique la montée en puissance de la finance

Face à la baisse du taux de profit, estimée à - 20 % entre 1968 et 1973 aux Etats-Unis⁽⁴⁾, le capital étasunien a réagi en s'engageant dans une vaste vague de fusions-acquisitions. C'est le premier acte de ce qu'on a appelé plus tard la « mondialisation ». Ce n'était pas la première vague de mise sur pied d'entreprises géantes. Dès la fin du XIX^{ème} siècle, la constitution de « trusts », entreprises géantes résultant de fusions horizontales, regroupant la plupart des entreprises d'un secteur : c'est la constitution des « monopoles » caractéristiques de l'impérialisme à son âge classique. Dans la période précédant la crise de 1929, ce sont les fusions « verticales » (acquisitions de clients et/ou de fournisseurs) qui dominent, donnant naissance à de nouveaux géants. Mais ces deux premières vagues de restructuration du capital exprimaient une montée en puissance des USA, celle de 1965-1969 exprime plutôt un certain pessimisme : les plus grosses entreprises US se lancent alors dans une politique d'acquisition agressive de firmes peu ou pas liés dans leur activité avec celle de la « maison-mère ». Le résultat de cette vague de fusions acquisitions a été la constitution d'un nouveau type de « business », de plus en plus spécialisé : celui de l'achat et de la vente d'entreprises. Les stratégies de développement des multinationales furent de moins en

moins déterminées par des perspectives de profit à moyen terme et de plus en plus dictées par le profit financier : d'après D. North, en 1980, seulement 6 % des profits US étaient réalisées dans le secteur financier, pour 40 % en 2005. On assiste au retournement du rapport de forces entre capital industriel et capital financier, celui-ci prenant le dessus sur celui-là. Le secteur des banques d'investissement a connu une mutation significative : alors que presque aucune n'avait de département spécialisé dans les opérations financières liées aux acquisitions/fusions, ces activités se sont imposées comme les plus lucratives. Le volume d'actions échangées à Wall Street illustrent cette évolution : toujours d'après North, le volume des échanges d'actions y passe d'environ un demi-milliard au début des années cinquante, à 1,5 milliard en 1965, 27,5 milliards en 1985 et 625 milliards en 2006...

Entre temps, deux autres grandes vagues de fusions ont eu lieu ; l'une dans les années quatre-vingts, l'autre entre le début des années quatre-vingt-dix et... 2008, qui a été plus internationale dans sa portée, et qui par le volume démentiel des transactions et l'absence fréquente de « logique industrielle » ont préparé le terrain à la crise actuelle.

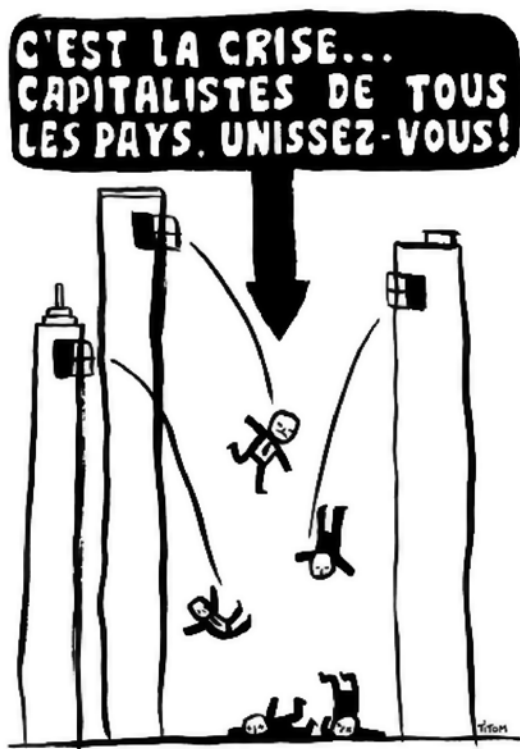
Un « nouveau modèle de croissance »... qui mène à la catastrophe

Le pendant de cette croissance du secteur financier, c'est un nouveau « modèle » de croissance⁽⁵⁾. L'un des piliers des « Trente Glorieuses » furent les hauts salaires et un système de protection sociale qui garantissait un « amortisseur » aux crises. On constate au contraire depuis le début des années quatre-vingt aux USA, une croissance portée par la consommation des ménages les plus riches, dont le taux d'épargne est devenu quasiment nul depuis le début des années 2000. Les taux d'intérêt n'ont cessé de baisser pour pousser à la consommation cette mince couche de privilégiés et pour favoriser les opérations spéculatives.

3. François Chesnais, « Pas de limites pour le sauvetage des banques... », Carré Rouge n°40, avril 2009.

4. David North, « The capitalist crisis and the return of history », mars 2009, <www.amandlapublishers.co.za>.

5. Isaac Joshua, La grande crise du 21^{ème} siècle, 2009, La Découverte et Michel Husson, « Etats-Unis : la fin d'un modèle », La Brèche n°3, juin-juillet-août 2008.



En caricaturant, on pourrait dire que les Etats-Unis, principale puissance économique (au moins jusqu'à la dernière période) ont connu une croissance à crédit. Le déficit extérieur US a été financé par l'épargne mondiale, en particulier la Chine devenue premier créancier des USA depuis septembre 2008 (mais ces flux financiers viennent aussi du Japon, de l'UE et dans une moindre mesure des monarchies pétrolières). Une relation de double dépendance Chine/USA s'est mise en place : tu tires mon économie en absorbant mes exportations de produits manufacturés, et en échange je te prête de quoi financer ton déficit. Les Etats-Unis ont continué à jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale mais au prix de déséquilibres de plus en plus profonds.

Ce qui met le feu à la mèche, c'est un mécanisme financier : la création des subprime, produit financiers dérivés de crédits hypothécaires de ménages pauvres (autrement dit, chercher à transformer des dettes de pauvres en or !) fut à l'évidence une extension irrationnelle de la logique d'une croissance financiarisée. Mais à la racine du retournement de tendance la crise de surproduction qu'on cherche à conjurer depuis des années refait surface : ce qui

provoque l'effondrement des subprimes, c'est la baisse du prix des logements aux USA, pour la première fois depuis 1945, à cause d'une surproduction par rapport à la demande solvable⁽⁶⁾.

Le système capitaliste a connu sa plus longue « phase d'accumulation sans rupture », sans guerre mondiale, ni crise catastrophique, ni révolution frappant au cœur du système. A travers cette phase, le capital financier, valorisé en extériorité de la production, n'a cessé de croître. Les subprimes ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de « finances pourries ». Cette financiarisation exprime à la fois un agrandissement de l'échelle du système et une difficulté à maintenir un haut niveau de profit. La croissance

du capital financier n'est pas le produit d'une volonté maléfique de spéculation. Le développement du crédit est essentiel à l'agrandissement des sommes mises à disposition des capitalistes. Plus les sommes engagées sont gigantesques, plus le temps entre le moment de l'emprunt et celui de la vente du produit fini est long, plus les prix peuvent varier entre le moment de l'emprunt et celui de la vente, et plus les possibilités de spéculer existent.

Mais tout avait fini par se passer comme si la principale source d'enrichissement était ce type d'opérations financières. Les « investisseurs institutionnels » ont imposé dans le cours des années quatre-vingt-dix des normes de rendements comprenant la hausse du cours en bourse des actions de l'entreprise... Le point de référence pour juger une entreprise n'était plus principalement sa capacité à produire des profits à partir de l'extraction de plus-value issue de l'exploitation des travailleurs mais ses performances boursières.

C'était oublier que les flux financiers ont leur origine dans l'extraction de plus-value. Une entreprise ne peut avoir des cours boursiers mirobolants très longtemps si ses profits s'effondrent. Le système a rebondi de bulle en bulle et de crise financière en crise financière, de plus en plus graves... des crises qui n'étaient que les symptômes de la crise de surproduction que le développement malsain de la finance ne peut plus désormais repousser⁽⁷⁾. La crise financière est somme toute plutôt une conséquence qu'une cause de la crise de surproduction.

L'offensive contre les travailleurs

Il est communément admis que depuis trente ans, la classe dirigeante conduit une offensive de plus en plus violente. Dernièrement, on a eu tendance à la réduire au blocage des salaires, et à expliquer la crise par la théorie de la « sous-consommation ». Comme si à force de payer des salaires de misère, les salariés ne pouvaient plus rien acheter. Mais les salariés ne sont pas les seuls clients des capitalistes : les capitalistes s'achètent entre eux pas mal de choses, notamment des moyens de production (usines, bâtiments, machines, énergie...). Si le « pouvoir d'achat » des capitalistes ne se porte pas bien, plus rien ne va. Le taux de profit est le baromètre du système capitaliste, pas le niveau de consommation des salariés : c'est un bon taux de profit qui permet aussi bien de produire, de payer les fournisseurs, les salaires, d'emprunter... Et la base du profit, c'est l'exploitation. La sous-consommation des salariés est une condition du profit, crise ou pas⁽⁸⁾ : chaque capitaliste a intérêt à ce que ses salariés soient le moins payé possible... La sous-consommation des salariés est plutôt une constante du système qu'une cause de la crise.

L'offensive de la bourgeoisie a en réalité pris dès le départ une tournure politique, l'assaut s'est peu à peu déployé

6. Gabriel Lafleur, article dans le n°3 de *Actualité(s) de la révolution*.

7. Michel Zerbato, « L'instabilité financière, forme de la crise du capitalisme financiarisé » dans *Crises structurelles et financières du capitalisme du XX^{ème} siècle*, Syllepse, 2001.

8. Louis Gill, « A l'origine des crises, surproduction ou sous-consommation ? » n°40 de *Carré Rouge*.



sur tous les terrains. Chacun sent plus ou moins confusément que le monde capitaliste d'aujourd'hui est dans une sorte d'impasse, et qu'à la fois tout est en train de changer, qu'il y a une tentative de remodelage d'ensemble.

LA THÉORIE DES « ONDES LONGUES » : COMPRENDRE QUE LA SORTIE DE CRISE NE PEUT QU'ÊTRE VIOLENTE ET GLOBALE

Les crises périodiques font partie du fonctionnement normal du capitalisme

Le capitalisme a connu vingt-cinq crises de surproduction depuis 1826. Le développement économique connaît des cycles : reprise-boom-krach-crise-dépression-reprise. Chaque cycle économique est d'une durée de 7 à 10 ans, ce qui est lié au renouvellement périodique de l'équipement de base des entreprises. La crise consiste en une surproduction de capital et de marchandises : les capitalistes ne savent pas s'arrêter, poussés par la concurrence et par l'intensification

de l'exploitation. Ils vont toujours trop loin, ils produisent trop par rapport à la demande soluble. La crise a une fonction : elle dévalorise massivement le capital, détruit des masses de matériel et de force de travail jusqu'à rétablir les conditions de rentabilité.

Les marxistes considèrent cependant que l'évolution de l'économie ca-

pitaliste, laissée à elle-même, conduit à un grippage du système, à une tendance à la baisse du taux de profit, à une perte de dynamique inéluctable du système sur le long terme, qui le conduit à des crises de plus en plus violentes (voir l'article de G. Lafleur). C'est ce qui rend son renversement possible.

Des « tournants » dans l'histoire du capitalisme

Mais d'un autre côté, à certaines périodes, certains facteurs se conjuguent pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Le système capitaliste, après des périodes de dépressions prolongées, a su se redresser et connaître des périodes de croissance prolongée. 1848-1873 : essor du capitalisme de « libre concurrence », 1874-1896 : Grande dépression, 1896-1913 : essor, âge de l'« impérialisme classique », 1913-1940 : crise qui mène à la première guerre mondiale, révolution russe, crise de 1929, fascisme, guerre, 1940/1948-1972 : « 30 glorieuses », 1973-? : période du « long déclin ». Ces mouvements à long terme du taux de profit (périodes de hausse prolongée, puis

de baisse prolongée) n'annulent pas les mouvements du cycle économique : pendant la phase expansive, les dépressions sont courtes et limitées et les booms sont prononcés et vice-versa.

Ces « ondes longues du développement capitaliste »⁽⁹⁾ correspondent à des périodes historiques réelles, elles se ressentent dans tous les domaines de la vie, y compris idéologique : l'optimisme, la foi dans la science prévalaient pendant les Trente Glorieuses, quelques années seulement après Hiroshima et Auschwitz... et depuis l'entrée dans le « long déclin », le pessimisme, le mysticisme, l'individualisme refont surface. Ces modifications dans l'« esprit du temps » ne sont pas les causes de la croissance ou de la stagnation du système mais l'inverse. Étudier les « ondes longues », c'est comprendre la dynamique d'ensemble du système à une période donnée.

Un bouleversement de la « technique d'ensemble »

Les ondes longues expansives se manifestent par le déploiement de révolutions technologiques : progrès scientifiques décisifs. A chaque grande période de développement du capitalisme correspond un type de moteur, un type d'énergie : moteur à vapeur produit artisanalement pour la Révolution Industrielle, moteur à vapeur produit industriellement à partir de 1848, énergie électrique/moteur électrique à partir de 1893, énergie nucléaire/électronique à partir de l'après-guerre... Chaque onde longue expansive se caractérise par un renouvellement de la « technique d'ensemble », des investissements massifs pour construire des nouveaux types de machines, d'usines, de nouveaux modes de transport et de communication... Cependant, ce n'est pas à proprement parler la marche en avant de la science qui détermine mécaniquement le déclenchement d'une croissance prolongée, la science n'est pas la bouée de sauvetage infaillible du capital. Les inventions et découvertes scientifiques « basiques » peuvent avoir été faites depuis longtemps et ne pas déclencher en elles-mêmes le passage à

(9) Ernest Mandel, *Long waves of capitalist development*, 1978, 2^{ème} édition 1995, Verso (la traduction française n'est pas encore disponible) et *Le troisième âge du capitalisme*, 1972, chapitre IV, 3^{ème} édition 1995, Editions de la Passion.

une onde longue expansive. Pour cela, il faut une modification profonde le l'« environnement social » du capital : les découvertes scientifiques qui ont permis l'essor des Trente Glorieuses (énergie nucléaire, électronique...) avaient été faites bien des années avant. Il a fallu les destructions causées par le fascisme et la Deuxième guerre mondiale, et l'affaiblissement profond de la classe ouvrière qu'ils ont occasionnés pour rendre possible et rentable leur application, la mise en place d'un nouveau type d'organisation du travail.

Chocs systémiques

La possibilité de déploiement d'un « nouvel ordre productif » s'appuie également sur la domination du système capitaliste mondial par une puissance capable d'imposer des règles du jeu, de mettre en place un système monétaire international stable. L'affrontement entre plusieurs puissances correspond aux crises prolongées, à un affaiblissement du système. Mais le ressort le plus important est l'articulation entre le « cycle » économique et le « cycle » de la lutte des classes. L'essentiel est de comprendre que le retournement de la montée à la dépression est explicable par le seul jeu des lois économiques, alors que le retournement inverse ne l'est pas. Il y a besoin d'un choc systémique, tel que les guerres, les révolutions... ou les contre-révolutions.

SUR QUOI PEUT DÉBOUCHER LA CRISE ACTUELLE ?

Le « néolibéralisme » a représenté un rétablissement partiel du système, mais la crise qui a commencé dans les années soixante-dix continue. L'intégration de l'ex-URSS, de la Chine et de l'Inde (et autres pays émergents) à l'économie mondiale n'a pas permis d'annuler la crise, elle a même fini par aiguïser les problèmes. Le « boomerang » est en train de nous retourner en pleine tête : la crise est là. Pour en sortir, il faudra un « choc systémique » d'une ampleur comparable à ceux du passé, qui débouchera soit sur une ca-

tastrophe sociale et écologique, soit à une victoire mondiale des travailleurs. A l'heure de l'armement nucléaire global, du réchauffement climatique, des nouvelles technologies, de la multiplication des guerres... mais aussi de la remontée des luttes depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, à quoi pourrait bien ressembler l'avenir de notre monde, marqué par cette dépression prolongée ?

En termes d'élargissement du champ d'opération du capital, toutes les privatisations possibles n'ont pas encore été menées à bien, l'intégration des économies chinoises et indiennes au marché mondial n'est pas achevée. Il y a encore de la marge. Mais là où le bât blesse, c'est qu'en termes de nouvelles branches capables de porter une croissance durable, on ne perçoit rien de comparable à l'automobile ou à la construction de maisons avec des marchés induits larges et diversifiés... L'informatique par exemple ne peut remplir ce rôle de « locomotive ».

La place de la Chine devient centrale : la situation comporte beaucoup d'inconnues, mais vont se jouer des batailles à coup sûr décisives.

Sur le front scientifique, les techniques de production de l'énergie par fusion nucléaire semble faire du surplace, il n'y a pas de miracle scientifique qui entraînerait une nouvelle donne.

Le capitalisme vert semble une tentative bien faible en termes de perspectives de profits massifs et durables. La crise écologique est une menace qui pèse sur l'existence de l'espèce humaine, pas une bonne occasion de faire du business au même niveau que les branches porteuses de la dernière grande phase d'expansion.

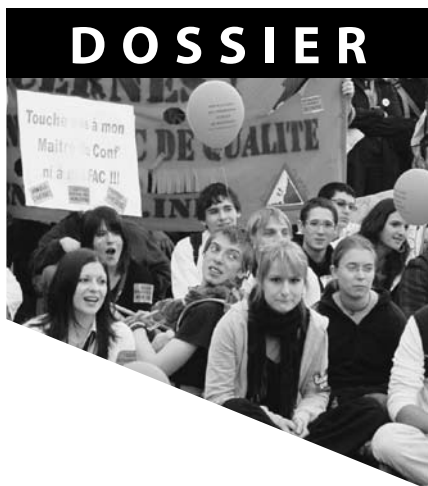
L'augmentation du nombre de guerres, le militarisme, l'état d'exception permanent sont une réalité palpable. La concurrence entre grandes puissances s'aiguise mais on voit mal une 3^{ème} guerre mondiale se déclencher à court terme. Les gouvernements ont instauré notamment depuis le 11 Septembre 2001 un « état d'exception permanent », une suspension d'une bonne partie des droits démocratiques. L'opposition au milita-

risme et à la guerre fait partie intégrante d'une politique de résistance, et à plus long terme, une accélération des contradictions USA/Chine n'est pas à exclure. Il est impossible de s'opposer à la politique intérieure de la bourgeoisie sans s'opposer à sa politique extérieure.

L'offensive contre le monde du travail n'a pas produit de défaite historique comparable à celle des années trente et quarante. La classe dirigeante cherche à réorganiser de fond en comble les modes d'organisation du travail et de maîtrise de la force de travail, dans et en dehors du lieu de travail. Les travailleurs ont beau être affaiblis, ils sont toujours capables de mener des combats d'envergure. C'est le front décisif, en core et toujours.

La crise est en fin de compte celle d'une civilisation entière. Il y a à la fois une dynamique de décomposition, de dégradation à tous les niveaux (y compris culturel...) et à la fois des éléments d'explosivité et d'alternative. La bourgeoisie mène l'offensive sur l'ensemble des plans mais on voit bien qu'il n'y a pas de solution miracle pour refaire partir le système à la hausse. Il n'y a pas de modèle cohérent de rechange tout trouvé, mais nos ennemis continuent à marquer des points dans des domaines importants. Les forces propulsives, l'aspect civilisateur du capitalisme s'amenuisent, les aspects barbares et anarchiques l'emportent de plus en plus : d'époque en époque il est plus difficile et plus douloureux de secouer le système pour le faire repartir à la hausse. Le vieux mode de fonctionnement dépérit et il n'y a rien de solide et cohérent pour le remplacer : c'est cela la crise.

Impossible pour la classe adverse de sortir du « long déclin » sans infliger une défaite de dimension historique à la classe ouvrière par l'instauration brutale ou progressive de régimes ultra-autoritaires et la destruction de l'essentiel des droits sociaux et démocratiques conquis lors des dernières décennies. Il est impossible pour nous de résoudre les problèmes actuels sans ouvrir une brèche vers le socialisme.



POUR SORTIR DE LA CRISE

— Mobilisons-nous ! —

par Robert Pelletier

Les « crises » économiques du capitalisme ne sont qu'un moment du fonctionnement « normal » du capitalisme depuis que ce mode de production est devenu dominant sur la majorité de la planète. Point de passage obligé d'une phase à une autre du système de production, elles marquent la fin d'un cycle de type de production ou de gestion du rapport de forces entre états ou entre les classes sociales.

Souvent c'est un mélange de ces causes ou conditions qui constituent les bases de la « crise ». Et c'est la résolution de la contradiction du moment qui marque la fin de la crise. Les exemples passés montrent que la résolution des crises n'est pas une affaire simple dont la solution émergerait du cerveau de quelque économiste génial.

La première grande crise de surproduction et d'affrontement entre états impérialistes s'est soldée par la Première guerre mondiale ; la deuxième grande crise de surproduction mais surtout d'affrontement entre les classes et des états impérialistes s'est « résolue » dans une longue phase de développement de l'emprise de l'Etat sur une grande partie de l'économie avec ses différentes formes (du fascisme au keynésianisme en passant par le stalinisme) avec comme phase « finale » la Deuxième guerre mondiale.

Après la Deuxième guerre mondiale, le déplacement des rapports de force entre les classes et la nécessité d'une reconstruction non seulement de grands ensembles urbains mais aussi d'une grande partie de l'appareil de production installent un nouvel équilibre. Le déplacement du rapport de forces a permis que le système s'installe dans une relativement longue période de stabilité (les Trente glorieuses).

La mise en place des solutions keynésiennes dans les pays développés et étatisées dans les pays de l'Est ont permis une régulation relative du système.

C'est la grande crise sociale de 1968/1969 qui, suscitant une grande trouille à l'échelle de la planète, va déclencher une profonde mutation du système de production s'appuyant sur les révolutions électroniques puis informatiques pour transformer les moyens de production et de gestion de la société.

C'est cet équilibre provisoire qui est rompu aujourd'hui, débouchant sur une crise qui conjugue une crise de surproduction, une crise des rapports sociaux, des interrogations écologiques qui engendrent une crise sociale, politique et morale du système.

« SORTIR » DE LA CRISE ?

La « sortie » de crise signifiera une modification importante du rapport de forces entre les classes et/ou des rapports de forces entre les grands états impérialistes et/ou une organisation significativement nouvelle de la production.

Les autorités économiques, politiques et philosophiques sont régulièrement convoquées dans les médias pour proposer des solutions, des sorties de crises.

Les keynésiens de tous bords politiques tentent de doubler sur leur gauche (c'est là qu'il y a le plus de place !) les tenants de la moralisation du capitalisme. Mais l'affaiblissement des États Nations condamne définitivement tout réinvestissement des appareils étatiques dans les affaires économiques des grands groupes internationaux. Re-fonte de l'OMC, du FMI, passage du G7 au G8, au G20, retour des nationalisations ne sont que des leurres dont se nourrissent les sociaux-démocrates social-libéralisés.

Autres spécialistes de la sortie de crise technocratique, les écologistes, requinqués ici ou là par leur progression élec-

torale. Outre les questionnements sur la faisabilité technique des « solutions » proposées, se posent deux questions : celles-ci sont-elles contradictoires avec le maintien des rapports de production et de domination capitaliste et impérialistes ; quelles sont les forces sociales (et donc les forces politiques) qui pourraient être porteuses de telles solutions dans la mesure où elles impliqueraient une rupture avec l'ordre capitaliste ?

Une autre « sortie » de crise consisterait en une destruction massive des moyens de production et des marchandises. Traditionnellement, cette « solution » a pris la forme des guerres plus ou moins généralisées du XX^{ème} siècle. La guerre « froide » et les guerres coloniales ayant, dans une moindre mesure, réalisées cette fonction en injectant des capitaux à la fois dans la recherche, la fabrication et la destruction d'armes sophistiquées. Les guerres « locales » (Irak, Afghanistan, Palestine...) continuent de jouer à une moindre échelle ce rôle.

Des évolutions importantes dans les rapports de forces économiques mondiaux peuvent aussi permettre de libérer des espaces pour des secteurs significatifs du capital. C'est l'enjeu des négociations entre les USA et la Chine et l'Inde, des batailles d'influence en Afrique (Chine, USA, Europe) ou au Moyen Orient. Les ajustements monétaires et une nouvelle répartition des zones de domination par les différents pays impérialistes peuvent apporter un peu d'huile dans les rouages.

Mais la voie la plus probable est celle de destruction massive d'outils de travail c'est-à-dire la destruction de machines, d'usines, voire de pôles industriels (Detroit aux USA pourrait en fournir la première illustration). Cette voie ne peut qu'être parallèle à l'autre piste utilisée par le capital : la baisse drastique du prix de la force de travail. Ces deux voies sont complémentaires. En fermant des dizaines de sites dans les pays les plus industrialisés d'abord puis, ensuite (ou dans le même temps) dans les ex-pays de l'Est, puis dans les pays « émergés » du Sud Est asiatique, puis en Amérique Latine, le capitalisme détruit des mil-

liards d'euros ou de dollars de moyens de production. Par le développement massif du chômage, il réduit le prix de la force de travail directement, en la payant moins cher dans les pays à moindre prix de celle-ci, et en écrasant économiquement, socialement et moralement la classe ouvrière des pays capitalistes les plus industrialisés.

UNE PURE LUTTE DE CLASSES

Ces « solutions » n'ont qu'un « inconvénient » : elles supposent un affrontement violent et prolongé avec la classe ouvrière. C'est cet affrontement qui s'est brutalement amplifié depuis la « révélation » de la bienvenue « crise financière ». En fait le terrain a été préparé, longuement labouré, depuis la fin des années soixante-dix avec les différentes phases de réorganisation au niveau mondial de la production. Retrait des états des mécanismes de régulation bancaires et financiers, des secteurs de l'économie à vocation nationale et d'intérêts communs ont largement facilité les mécanismes de libéralisation. Reculs dans le droit social, le droit du travail, les retraites, le temps de travail, dans les législations sur l'immigration se résument par un recul significatif dans le rapport des forces entre les classes au détriment de la classe ouvrière. Largement soutenues par la social-démocratie et de plus en plus accompagnée par

les organisations syndicales, ces politiques ont non seulement abouti à des reculs économiques et sociaux pour la classe ouvrière, mais aussi entraîné une démoralisation et une démobilitation profondes.

C'est le défi auquel doit répondre la classe ouvrière dans les semaines, les mois qui viennent. C'est le sens que prennent les mobilisations qui s'enchaînent depuis plusieurs mois notamment dans la branche automobile. Les patrons soutenus et encouragés par les gouvernements ont engagé le combat sur tous les fronts : fermeture de sites, licenciements, chômage partiel d'un côté, augmentation des cadences, travail le week-end, blocage des salaires, de l'autre.

Beaucoup des ripostes, des grèves, des luttes montrent une radicalité que l'on pouvait croire étouffée définitivement par la démoralisation et les pratiques amollissantes du mouvement ouvrier organisé. Occupations, séquestrations, menaces de destruction des outils de travail ou de réquisition des marchandises fabriquées, affrontements avec les cadres dirigeants ou les nervis patronaux voire la police : tout l'arsenal de la légitime violence des opprimés face aux violences permanentes du capital semble redécouvert. Violences, illégalités : le pouvoir patronal et le rôle répressif de l'Etat bourgeois sont mis à nu par l'expérience concrète, consciente de milliers de travailleurs.



Et pourtant jusqu'à ce jour, au total, c'est un goût amer, un sentiment de non-victoire qui dominant. Certes quelques luttes ont obtenu, au moins provisoirement, gain de cause sur leurs revendications : réintégration dans le groupe donneur d'ordre pour les Fonderies de Cléon, pour la SBFM, pour Rencast ou maintien de l'activité à Wagon. Mais, ailleurs, cela va de victoires modestes (PSA Aulnay, Toyota) à des défaites lourdes (Lear, Caterpillar, Sony) ou à des reculs certes dignes et en bon ordre mais graves car débouchant à court ou moyen terme à des milliers de suppressions d'emplois, à des dizaines de fermetures de site, à la quasi mort industrielle et sociale de bassins d'emplois.

Radicales dans les formes et dans la perception, pour de larges franges de travailleurs, que c'est le Système qui est en cause, les luttes ont, jusqu'à aujourd'hui, échoué dans la construction du rapport de force capable de faire reculer le patronat et le gouvernement. Cet échec n'est pas seulement une faiblesse théorique, une incapacité à bâtir un corps de revendications qui permettent une convergence, une généralisation des luttes. Ces difficultés renvoient aux profonds reculs du mouvement ouvrier, cause et résultat de trente ans de reculs sociaux. Il ne s'agit pas seulement d'une crise de « direction » du mouvement ouvrier mais de reculs de la force sociale de la classe ouvrière,

émiettée, divisée, de reculs numériques, matériels et idéologiques et même du savoir-faire militant de « ses » organisations (syndicats, partis réformistes). La preuve en est fournie par le fait que même la présence de militants révolutionnaires ou extrêmement radicaux à la direction des principales luttes de ces derniers mois n'a pas permis la rencontre réelle, l'extension voire la généralisation à une branche ou une région. Même les luttes sur les salaires ou les conditions de travail n'ont souvent pas connu l'extension permettant des victoires probantes.

Il ne suffit pas de penser ou d'écrire que la situation exigerait une grève générale ou que l'interdiction des licenciements est le mot d'ordre qui permettrait de gagner. Il faut construire et monter les marches qui mèneront aux luttes victorieuses.

UNE SEULE SOLUTION...

Dans le vide politique et idéologique laissé par les tenants du capitalisme triomphant et les réformistes, les révolutionnaires et singulièrement le NPA trouvent un espace assez inédit dans l'histoire du mouvement ouvrier. Est-il plus facile de reconstruire sur des ruines que de redresser un bâtiment lézardé et chancelant ? L'histoire ne nous laisse pas le choix et à peine, peut être, le temps de trancher cette question. Car d'autres, à l'extrême droite pourrait aussi se saisir

de la situation. Car la continuation des défaites et des reculs par accumulation pourrait bien nous mener à une nouvelle forme de barbarie.

Nous devons permettre la fusion entre la radicalité des formes de luttes et la radicalité des objectifs. Bien sûr à Continental ou chez New Fabris les travailleurs se sont d'abord battus contre les licenciements et contre la fermeture des sites. Mais devant l'impossibilité de généraliser leur combat ils se sont rabattus sur « la valise et le fric », sur « faire payer au maximum les licenciés et les patrons voyous ».

Nous devons défendre partout les mots d'ordre de refus de tous les licenciements, d'augmentation massive et générale des salaires, de réduction du temps de travail avec comme objectif la grève générale.

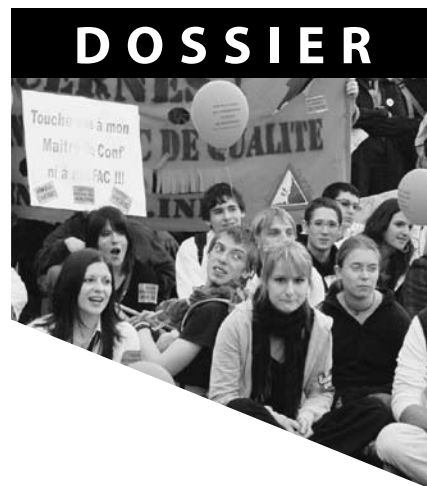
Nous devons défendre partout la nécessité de l'extension à la branche, à la région, sans les opposer à la grève générale qui serait le seul moyen de gagner ici et maintenant. Les idées d'extension, de généralisation doivent elles-mêmes être reconstruites comme force matérielle que les travailleurs doivent se réapproprier.

Dans cette situation, une attitude volontariste des révolutionnaires est nécessaire. Pour la première fois depuis l'après-Mai 68, la classe ouvrière se dresse contre les coups, les attaques que lui porte le capital. Pas un jour, pas une région où les travailleurs d'une entreprise ne manifestent le refus d'être davantage exploités, jetés à la rue.

Le parti révolutionnaire doit être présent pour défendre les revendications, les modes d'actions qui peuvent faire gagner.

Volontaristes mais pas substitutistes, les militants révolutionnaires doivent, par leur présence, affirmer leur appartenance à leur classe qui se bat, permettre que s'affirme et se construise la solidarité de tous les travailleurs en mettant ses (mêmes faibles) moyens au service du combat engagé, aider à la nécessaire progression de la conscience de la classe ouvrière dans la possibilité et la nécessité de sa victoire, c'est-à-dire de la révolution.





IL N'Y A PAS DE SOLUTION NATIONALE À LA CRISE

par Raphaël Greggan

Le nombre de chômeurs en France a augmenté de 250 000 personnes entre mars et juin 2009. La presse a mis en avant ces entreprises qui licenciaient : Continental (entreprise allemande), Goodyear (américaine), ArcelorMittal (luxembourgeoise), Hewlett-packard (multinationale américaine), Sony (japonaise), et la liste est loin d'être finie. Mais Cette même presse a beaucoup moins parlée des licenciements à Renault, PSA ou Total (toutes françaises)...

Ces choix ne sont pas liés au nombre de salariés licenciés. Renault et PSA ont imposé 7 500 « départs volontaires », alors que Continental a imposé 1 120 licenciements avec la fermeture de Clairoix (Oise) et 200 « départs volontaires » en Midi Pyrénées⁽¹⁾. Mais plutôt à une propagande selon laquelle les entreprises étrangères seraient les seules à licencier en France. La crise financière serait aussi liée à une politique immorale des banques étrangères, alors que les banques françaises seraient saines et raisonnables. Ces idées sont l'autre pendant du discours sur la préférence nationale, c'est-à-dire d'accorder en priorité le travail aux français. Voilà

le discours que la bourgeoisie veut nous servir sur la crise : les entreprises étrangères supprimeraient le travail des français et les étrangers prendraient le travail restant aux mêmes français.

REPLI NATIONAL ET RETOUR DE L'ÉTAT

Pour remettre de l'ordre dans cela, Sarkozy et son gouvernement propose deux solutions. La première solution est une protection des entreprises françaises. C'est ce qu'écrivait Sarkozy dans son programme pour les élections présidentielles de 2007 : « *Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous*

battre pour notre industrie. » Même avec la crise, son discours n'a pas varié. Au contraire, il a consenti à une nationalisation partielle des chantiers de l'Atlantique en juin 2008.

Lors d'un discours sur le plan de relance de l'économie française, le 4 décembre 2008, la logique de défense des entreprises françaises suit deux axes. Le premier est de conserver le caractère français des entreprises, via un Fond Stratégique d'Investissement (FSI), doté de 20 milliards d'euros qui permettra « *non seulement de protéger nos entreprises les plus stratégiques de la convoitise des prédateurs attirés par la faiblesse des cours de Bourse, mais aussi de fournir à celles qui en ont besoin les fonds propres nécessaires pour se développer sans les obliger à avoir recours à des fonds étrangers préoccupés surtout de s'emparer de leurs secrets technologiques et de les vider de leur substance.* ». Le second axe est de conserver des industries sur le territoire. Sarkozy y déclare : « *je ne suis pas d'accord pour aider des entreprises qui continueraient de délocaliser leurs activités à l'étranger ou qui pousseraient leurs fournisseurs à se délocaliser. Je ne laisserai pas démanteler l'outil industriel français.* » Au-delà des entreprises privées, l'investissement de l'État passe dans de nombreux travaux publics : la construction de nouvelles lignes de TGV ou la restructuration et construction de campus universitaires (Plan-campus)...

* Raphaël Greggan est enseignant, militant à la FSU et au NPA en Seine-St-Denis.

1. Chiffres cités par L'Expansion.com, 28/4/2009.

UN PATRONAT FRANÇAIS

À L'ÉCOUTE...

Dans un premier temps, les entreprises françaises ont été d'accord avec Sarkozy pour licencier d'abord à l'étranger. La pilule est plus facile à faire passer, les mobilisations sont moins dangereuses pour la stabilité économique voulue par le patronat et la stabilité politique espérée par le gouvernement. Le président de PSA Peugeot-Citroën, Christian Streiff, avait déclaré le 12 février 2009 qu'il ne fermerait pas d'usine et ne mettrait pas en oeuvre de plan de licenciement en France, en contrepartie du prêt de trois milliards sur cinq ans consenti au groupe par l'Etat français. Et en mars, PSA licenciat 250 salariés à Porto Real (Brésil). De même avec Dacia, du groupe Renault, en Roumanie, qui a procédé de 3 000 à 4 000 licenciements. En prenant en compte les fournisseurs, on estime que 12 000 à 15 000 licenciements sont probables dans la région (*Les Echos*, 14/01/09). Il y a aussi Eiffage (entreprise de BTP française), qui a licencié 220 personnes dans l'Etat espagnol sur les 3 500 qu'elle emploie (AFP, 27/02/2009).

Cette politique a des conséquences désastreuses dans certains pays. En Slovaquie, l'industrie automobile est le principal poste à l'exportation (près de 40 % du PIB slovaque). Avec la crise, l'entreprise de Tvarna de PSA a licencié plusieurs centaines de travailleurs, Volkswagen a baissé les salaires slovaques de 25 % (en passant la semaine de 5 à 4 jours de travail) et Molex a fermé son usine de 900 postes... Alors que le taux de chômage en Slovaquie est passé de 8,6 % en décembre 2008 à 10,9 % en avril 2009 et qu'il continue d'augmenter. On voit les dangers d'avoir une économie tournée vers l'exportation industrielle, quand les entreprises organisent un repli national...

... OU PAS

Aujourd'hui, la crise continuant, la pression sur les salariés est plus forte. Les entreprises françaises se permettent de licencier même en France. Il en est ainsi de Renault ou PSA déjà citées, qui poursuivent la réorganisation de la filière automobile par ce biais. Il y a aussi Total (550 licenciements), malgré les milliards de bénéfices réalisés, la FNAC et Conforama (1 200 postes supprimés) ou encore Air France qui prévoit 2 500 à 3 000 postes en moins d'ici 2011. Enfin, Michelin de licence 1 100 travailleurs en France et ferme une entreprise dans le Nord, parallèlement à un investissement en Inde de près d'un milliard d'euro, créant 1 500 à 2 000 emplois...

En clair, il ne faut pas croire que les dispositions de Sarkozy changent les fondements même du capitalisme, ni même le cours libéral de la politique du gouvernement. Au contraire, l'objectif est d'aider le patronat à se réorganiser, à accroître ses positions sur le marché mondial et à exercer une pression sur les salariés. Sarkozy le répète à chaque fois qu'il le peut : les réformes se feront. Les solutions qu'il propose pour la crise sont essentiellement des aides au patronat français, soit directes (50 milliards d'euros investis par l'Etat) soit indirectes, telle que la suppression de la taxe professionnelle ou des crédits d'impôts (le crédit d'impôt recherche représente 4 milliards d'euros remboursés aux entreprises en 2009). Même les dernières déclarations sur l'emprunt national sont encore un moyen de faire des cadeaux à ses amis. C'est le patronat français qui va prêter de l'argent à l'Etat, qui va – sans doute – le rembourser rubis sur l'ongle⁽²⁾.

Les Contis, ou les Molex dernièrement, ont bien compris cette logique de classe. Pour arriver à obtenir satisfac-

tion, il faut des blocages, des destructions, des menaces et la grève. Comme le remarque François Sabado : « *Il n'y aura pas de changements sans luttes sociales d'ampleur. Cela relativise tous les discours sur ce 'retour de l'Etat.'* »⁽³⁾

L'ÉTRANGER COMME ORIGINE
ET SOLUTION DE LA CRISE

La deuxième solution proposée par Sarkozy à la crise réside dans la réalisation d'un vieux rêve d'extrême droite : une préférence nationale en matière d'emploi, lié à une traque des « immigrés clandestins ». Joëlle Milquet, ministre belge de l'Emploi, n'hésite pas à la dire clairement : « *Dans une période de crise économique, il est normal d'essayer d'abord de faire travailler nos chômeurs avant d'ouvrir trop largement notre marché du travail à une main d'œuvre étrangère* » (le 23 janvier 2009). Mais le gouvernement français n'est pas en reste. Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire se présente⁽⁴⁾ de la façon suivante : « *les migrants appelés à s'installer durablement sur notre territoire seront choisis en tenant compte des capacités d'accueil de notre pays et des besoins de notre économie.* » Et ici, il n'y a pas eu que des déclarations d'intention, Avec 29 796 reconduites à la frontière en 2008, Brice Hortefeux a dépassé l'objectif des 26 000 qui lui avait été fixé, soit une augmentation de 28,5 % en un an.

Mais il ne faut pas croire que le but est de renvoyer tous les Sans-papiers. Les entreprises ont besoin (surtout en temps de crise) d'une main d'œuvre pas chère, sur laquelle elle peut maintenir une énorme pression. Rappelons qu'il n'y a pas de relation entre Sans-papiers et travail illégal. Sans avoir de statistique précises, l'inspection du travail estime que seul 10 % du travail « au noir » est effectué par des Sans-papiers. Cette année, en occupant leurs lieux de travail, les Sans-papiers ont montré que de nombreuses entreprises les emploient en toute impunité (notamment la restauration rapide, mais aussi des filiales Sécurité de la SNCF)...

2. Les derniers grands emprunts nationaux sont ceux fait par Pinay en 1952, Giscard en 1973, et Balladur 1993. Le Pinay se remboursa sur 20 ans, 1190 fois sa mise de départ et le Giscard qui leva 6,5 milliards de francs coûta finalement 76 milliards à l'Etat...

3. F. Sabado, *Prendre la mesure de la crise*, Inprecor N° 543-544, 2008.

4. Sur <<http://www.immigration.gouv.fr>>.

Mais, plus les Sans-papiers sont dans des conditions précaires, plus ils risquent de se faire expulser, plus ils sont corvéables et acceptent n'importe quel salaire. Et plus les salariés « avec papiers » doivent être dociles, pour rester compétitifs par rapport aux Sans-Papiers...

C'est donc aussi un effet d'annonce et l'existence même de ce ministère à des conséquences idéologiques importantes. Le gouvernement semble dire que le problème en France (et ce problème est sans doute lié à la crise) c'est l'étranger et en fait celui qui est différent, qui n'adhère pas totalement aux valeurs de « République indivisible, laïque, démocratique et sociale. » C'est précisément ce que dit le Ministère : « *l'immigration, l'intégration et l'identité nationale sont complémentaires. Elles sont même intimement liées.* » Au delà de l'étranger, ce sont tous les immigrés, les immigrés de seconde génération (comme si cela était héréditaire) qui sont visés et tous les « communautarismes. » Derrière cet euphémisme, apparaissent les musulmans. Il s'agit ici d'un racisme institutionnel à peine voilé.

Ce racisme institutionnel n'existe pas qu'en France. En Italie, par exemple, après le meurtre commis par un Tsigane, un décret-loi a été adopté par le parlement italien le 31 octobre qui permet l'expulsion de ressortissants roumains, citoyens de l'Union européenne.

RENOUVEAU DU RACISME

La conséquence de cette politique est d'accentuer les divisions entre les salariés et d'accentuer la haine de l'autre. Le 1^{er} mai 2009, la police a arrêté une centaine de militants d'extrême droite et de militants anti-immigration armés de couteaux et de poings américains qui tentaient de manifester sans autorisation à Saint-Petersbourg. En France, le FN s'est retrouvé au deuxième tour d'une élection municipale à Henin-Beaumont, une ville ravagée par le chômage (19,4 %). La division de la classe ouvrière prend même des accents inattendus, telle la campagne pour les européennes de la liste « antisioniste » de Dieudonné, en région parisienne, qui avait clairement des relents antisémites et



des liens directs avec l'extrême-droite⁽⁵⁾. Et si cette liste n'a obtenue que 1,3 % des voix dans l'ensemble de la région parisienne, elle a eu près de 5 % dans certaines villes, historiquement acquises au PC⁽⁶⁾.

Alors que la bourgeoisie mène une politique de défense de sa classe sociale, la classe ouvrière se morcelle et se divise, plutôt que de s'unir contre son réel oppresseur ! Voilà la conséquence directe de la politique idéologique que mène le Capital : dresser les employés « nationaux » contre les employés « étrangers », contre les Sans-Papiers ou ceux de seconde zone.

MÊME PATRON, MÊME COMBAT

La bourgeoisie est obligée d'accentuer sa politique de classe, de s'attaquer encore plus aux droits et aux salaires des travailleurs pour pouvoir maintenir ses profits et ses taux de profits. C'est dans le cadre de cette politique agressive que se sont développés les actions de blocages, de séquestrations, de menaces d'explosion d'usines et d'entreprises, bref, des révoltes importantes. Ces moyens fonctionnent comme le remarque la bourgeoisie elle-même : « *Un précédent a*

ainsi été créé qui illustre le renversement du rapport de force social entre directions et salariés. C'est un événement majeur car jamais depuis les années 1985 cela n'avait été le cas. »⁽⁷⁾

La politique de division du mouvement ouvrier est une nécessité pour la bourgeoisie, dans un premier temps pour éviter ces confrontations directes entre classes sociales. Aujourd'hui, pour faire rentrer dans le rang les révoltés, l'arsenal juridique et répressif légal (police, CRS, procès...) est encore suffisant pour assurer un retour à l'ordre.

Cependant, ces séquestrations ont la sympathie générale. Un sondage CSA, en avril dernier, mettait en lumière que 45 % des personnes interrogées jugeaient « acceptable » ce type d'action. La séquestration est particulièrement jugée « acceptable » chez les ouvriers (56 %) et les employés (50 %) et tout de même 47 % des cadres et 40 % des professions libérales approuvaient ce type d'action. Si les luttes se développent, il est possible que le patronat ait recours à des milices privées, fascisantes, pour casser physiquement le mouvement ouvrier, là,

5. Alain Soral, ancien membre du comité central du FN (jusqu'en février 2009) était présent sur les listes du parti antisioniste, ainsi que d'autres anciens membres ou candidats du FN...

6. La liste antisioniste a obtenue en Seine-St-Denis, 5,18% de suffrages à Clichy-sous-Bois, 4,9% à Stains, 4,8% à Bobigny, 4,3% à La Courneuve, 4,2% à Saint-Denis.

7. Voir la note sociale de l'Epsy n°67 d'avril 2009 « *l'ère de la confrontation sociale est ouverte* » sur <<http://www.etsy.com>>. Epsy est un centre de lobby en faveur du patronat.

où l'appareil d'Etat ne sera pas suffisant. Et ces milices s'appuient, pour recruter et pour se maintenir, sur le racisme, sur la peur et la haine de l'autre.

AVOIR UNE POLITIQUE INTERNATIONALISTE

La bourgeoisie mène une véritable politique internationale, les réformes votés actuellement en France sont déjà en place dans certains pays et sont envisagées dans d'autres. Face à cela, l'unité de la classe ouvrière reste indispensable. Objectivement, les luttes dans un pays a des conséquences sur le moral des différentes classe ouvrières nationales et dans les possibilités des bourgeoisies nationales. Par exemple, en décembre dernier, la révolte de la jeunesse en Grèce et le début de la révolte lycéenne ont eu des conséquences sur l'action du gouvernement, qui a différé la mise en place de la réforme des lycées. Il est évident que c'est la peur de la généralisation, le risque de la symétrie de la révolte grecque en France qui a fait reculer le gouvernement. Cette année, la victoire de la grève générale en Guadeloupe a redonné confiance à une partie de la classe ouvrière hexagonale, suffisamment pour séquestrer des patrons, pour détruire des préfectures, menacer des groupes internationaux... Bref, une confiance comme on n'avait pas vu depuis longtemps. D'ailleurs, dans ces batailles, il n'y avait plus de divisions entre français, étrangers, Sans-papiers, etc. Tous étaient unis et se battaient pour un objectif commun.

Nous devons tirer le meilleur de ces expériences. Cela veut dire mettre en avant ce qui nous uni : préserver et obtenir de nouveaux droits, se défendre contre les attaques du patronat et du gouvernement. Lié à cela, il faut nous battre contre les préjugés et les politiques racistes, xénophobes et discriminatoires, de la classe ouvrière elle-même. De plus, il faut se servir de toutes les luttes, s'appuyer sur les combativités internationales pour alimenter notre propre envie de combattre. Le NPA l'a bien compris lorsqu'il déclarait qu'il fallait s'inspirer de la grève générale guadeloupéenne dans l'hexagone (« il faut des

LKP partout en France », déclarait Olivier Besancenot le 9 mars 2009).

C'est précisément ce que ne veulent pas faire les réformistes et les bureaucrates. La CGT ou la FSU ne tiraient comme unique bilan de la grève en Guadeloupe, que l'unité des syndicats était centrale pour l'action. Aucune des déclarations communes des huit confédérations et fédérations ne font référence à la Guadeloupe en tant qu'exemple à suivre, en matière de grève reconductible ou d'affrontement avec l'Etat. Ce n'est pas parce que ces directions syndicales n'ont « rien compris », mais parce qu'elles craignent une mobilisation d'ampleur, qu'elle ne seront pas en capacité de diriger, de calmer quand elle le veulent. En Guadeloupe, aucun syndicat ne dirigeait la mobilisation. C'était le LKP et derrière ce sigle, tous ceux qui étaient en grève qui dirigeaient les luttes. Du côté des réformistes, Marie-Georges Buffet précisait qu'on ne pouvait pas exporter ce qu'il s'était passé en Guadeloupe en France du fait des différences entre l'hexagone et les DOM. Les élections qui venaient étaient la priorité du PCF. Voilà sans doute une différence entre l'hexagone et les DOM pour le PCF : les urnes ou les luttes.

ETRE LIÉ À UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

Le meilleur moyen d'échanger sur les luttes, de se coordonner au niveau international est d'avoir des liens importants avec des organisations d'autres pays. Les forums altermondialistes et les mobilisations internationalistes sont des moments privilégiés pour faire cela. D'autant plus que dans les forums mondiaux ou européens, l'antagonisme « réforme ou révolution », exprimé sous l'angle : « un capitalisme à visage humain ou un changement radical du système » est au centre de nombreux débats et de quasiment toutes les questions. Nous ne pouvons pas rester absent de ce débat. Il est essentiel que nous participions à ces forums et surtout aux « contre-sommes », qui sont un moment symbolique d'affrontement avec les classes dirigeantes mondiales et d'unité de notre classe.

Mais cela n'est pas suffisant au quotidien, pour pouvoir réagir rapidement à l'actualité, pour une coordination permanente à l'échelle internationale. Il nous faut comprendre précisément les antagonismes de classe dans chaque pays, de manière à ne pas appliquer artificiellement ce qu'il se passe en France à un autre pays ou l'inverse, vouloir appliquer en France ce qu'il se passe dans un autre pays indépendamment de la réalité de la lutte des classes. Sans doute la création du PT au Brésil en 1980 était tout à fait justifiée, en tant que premier parti de la classe ouvrière, qui regroupait l'ensemble de la gauche brésilienne, ce parti a certainement permis de lutter pendant un certain nombre d'années. Mais on voit bien qu'en France aujourd'hui, un parti qui regrouperait du PS au NPA ne permettrait pas d'agir tous ensemble... Il faut pouvoir analyser précisément l'évolution de chaque phénomène national. Et cela n'est possible qu'en étant lié à une Internationale. Aujourd'hui, c'est la IVe Internationale qui apporte un fond théorique conséquent et un grand nombre de liens internationaux. Bien sûr, la IVe Internationale n'est pas suffisante, il faut une nouvelle Internationale, qui arrive à regrouper les différents courants du trotskisme, les traditions libertaires et au delà, ainsi que des partis qui n'étaient pas encore liés à une Internationale... Une des tâches du NPA est de se lier à la IVe Internationale et d'impulser de nouveaux liens internationaux. Les liens doivent être de la base au sommet du NPA. Il faut multiplier les meetings et les rencontres internationales et participer activement au prochain congrès mondial de la IVe. Les jeunes du NPA doivent participer massivement aux rencontres internationales de jeunes (RIJ). Le parti devra contribuer activement à organiser ces rencontres en France.

C'est par ces biais que le NPA aura une connaissance précise et à tous les niveaux de la situation mondiale et sera encore plus efficace dans la construction des luttes en France et dans le monde, ainsi que la construction d'un parti anticapitaliste, révolutionnaire et internationaliste, qui est, pour nous, la seule solution à la crise actuelle du capitalisme.



50 ANS APRÈS LA RÉVOLUTION CUBAINE

— *Capitalismo no, Cuba si!* —

par Didi Séfable

Cette année était célébré l'anniversaire de la révolution cubaine. 50 ans se sont écoulés depuis le triomphe de la révolution cubaine. Les dirigeants historiques de la révolution sont morts ou ont vieilli et Fidel Castro a laissé les rênes du pays à son frère Raul qui lui a succédé à la tête de l'Etat en juillet 2008.

Que reste-t-il aujourd'hui des acquis de la révolution cubaine ? Comment empêcher la restauration du capitalisme à Cuba ? Comment s'appuyer sur les acquis de la révolution cubaine et sur l'actualité des processus révolutionnaires ou progressistes en Amérique centrale et du Sud pour avancer des perspectives anticapitalistes ?

RETOUR SUR CUBA ET LA RÉVOLUTION CUBAINE

Qu'est ce que Cuba ?

Cuba est une île de 110 861 km² et compte aujourd'hui 11 423 952 habitants. Les deux seules ressources de l'île sont la canne à sucre et le tabac. L'île a été une colonie espagnole de 1492 à 1898. En 1959, Cuba a été proclamée République socialiste.

Aperçu de la révolution cubaine

Cuba a été la dernière colonie de l'Espagne en Amérique latine. Cuba était alors un pays de plantations tropicales exploitées grâce à une main-d'œuvre esclave. En 1841, sur une population d'un million de personnes, près de 400 000 étaient

soumises à l'esclavage. La société d'alors était typiquement esclavagiste : les expatriés contrôlaient le commerce et l'administration et les cubains riches étaient maîtres des plantations.

En 1868 débuta la première guerre d'indépendance. Les secteurs les plus modestes du peuple cubain luttèrent pendant dix ans avant de tomber écrasés. C'est alors que le Général Antonio Maceo, repoussant le cessez-le-feu et la paix sans indépendance, devint le symbole de la lutte du peuple cubain. Il ne voulait pas de paix sans indépendance, ni sans l'abolition de l'esclavage. L'esclavage fut aboli en 1886 comme une conséquence inévitable de la guerre de Dix Ans.

Les Cubains reprirent à nouveau les armes pour l'indépendance en 1895. La lutte cette fois avait été préparée. Elle fut conduite par José Martí et un parti s'organisa pour diriger la révolution. Sans ressources, sans approvisionnement, sans logistique, et avec une population qui dépassait à peine un million et demi d'habitants, le peuple de Cuba se battit contre 300 000 soldats coloniaux. L'Espagne était alors une des plus importantes puissances militaires d'Europe. Au fil de la guerre d'indépendance, l'Espagne

s'épuisa et ne contrôla plus que les grandes places fortes. Les révolutionnaires quant à eux contrôlèrent la campagne et les communications intérieures. En 1898 se produisit l'intervention militaire nord américaine. La guerre impérialiste se solda par l'occupation militaire de Cuba, des Philippines et de Porto Rico. La lutte des cubains permit que l'île ne soit pas annexée immédiatement et l'indépendance formelle lui fut accordée le 20 mai 1902. Cependant, des bases militaires nord américaines étaient installées dans l'île et un amendement constitutionnel donnait aux Etats-Unis le droit d'intervenir à Cuba. En 1902, le pays avait tout simplement changé de maître. L'armée révolutionnaire de libération fut dissoute, des gouvernements dociles successifs furent imposés au pays par les Etats-Unis et une armée de mercenaires fut créée par les troupes d'occupation. Les investissements des Etats-Unis à Cuba qui s'élevaient à 50 millions de dollars en 1896 sont passés à 160 millions en 1906, à 205 millions en 1911 et à 1 200 millions en 1923. Les Etats-Unis détenaient les trois quarts de l'industrie sucrière, principale ressource de l'île. Cuba devenait ainsi une république néo-colonisée servant de grenier de ravitaillement aux Etats-Unis et servant exclusivement les intérêts de la puissance impérialiste.

L'amendement Platt avec sa clause constitutionnelle donnant le droit aux Etats-Unis d'intervenir militairement en cas d'atteinte à l'ordre institué pesa lourdement sur la capacité révolutionnaire du peuple cubain puisque toute

* Didi Séfable est étudiant, militant à l'Unef et au NPA dans les Hauts-de-Seine, membre du Conseil politique national du NPA.



lutte pouvait potentiellement conduire à l'occupation militaire de l'île par une puissance beaucoup plus importante que l'Espagne.

Après quelques décennies, les années 1933 à 1935 furent marquées par une poussée révolutionnaire à Cuba mais qui fut brisée par l'impérialisme yankee. Le processus révolutionnaire fut écrasé dans le feu et dans le sang avec la complicité des classes réactionnaires cubaines et grâce à la trahison du Général Fulgencio Batista qui accède alors une première fois au pouvoir et n'aura de cesse de renforcer le caractère éminemment militaire, bourgeois et pro-impérialiste du régime. La lutte énergique du peuple cubain permit néanmoins d'obtenir l'abolition de l'amendement Platt même si dans la pratique, les Etats-Unis continuaient de se réserver de fait le droit d'intervenir dans n'importe quel pays d'Amérique centrale ou du Sud. En 1944, Batista perd les élections et s'éloigne du pouvoir en emportant des dizaines de millions de pesos. Le 10 mars 1952 se produisit le coup d'Etat militaire de Batista par lequel celui-ci revient au pouvoir pour ne le quitter que lorsqu'il en sera chassé par la révolution.

A partir de 1956, le Che, Fidel Castro et leurs compagnons se lancent dans la révolution cubaine pour renverser la

dictature militaire de Batista soutenue par les États-Unis. Après l'échec du débarquement du Granma le 2 décembre 1956, les rebelles cubains vont se réorganiser dans la Sierra Maestra. Plusieurs années de combat vont opposer quelques dizaines de rebelles aux 40 000 soldats de l'armée de Batista. Au fil du temps, les rebelles vont se renforcer et avancer progressivement vers La Havane. Le 30 décembre 1958, le Che à la tête d'une colonne de 148 rebelles va réussir à reprendre la ville de Santa Clara des mains de l'armée de Batista. C'est alors le début de la grande offensive. La dictature va s'effondrer, Batista s'enfuit de La Havane paralysée par la grève générale. La grève générale révolutionnaire de la classe ouvrière contribua de façon décisive à la victoire de la révolution. Le 2 janvier 1959, les troupes révolutionnaires pénètrent dans La Havane et c'est la victoire de la révolution cubaine.

Les conquêtes de la révolution

Avant la révolution, Cuba n'était rien d'autre que « le bordel des Etats-Unis » et un centre majeur d'investissement pour les Etats-Unis ainsi qu'un pôle stratégique afin de garder la mainmise sur l'ensemble de l'Amérique centrale et du Sud. La première des conquêtes de la

révolution cubaine a été de libérer Cuba du joug de la dictature et de l'impérialisme des Etats-Unis. La destruction du capitalisme à Cuba a ainsi joué un rôle central dans les possibilités de développement d'alternatives progressistes voire socialistes sur le reste du continent et cela demeure le cas aujourd'hui. Le triomphe de la révolution cubaine a également permis, outre la destruction du capitalisme à Cuba, la réalisation d'une série de mesures sociales majeures dont encore aujourd'hui, bien des pays dits « développés » feraient bien de s'inspirer et ce tant en matière de logement que de santé, d'éducation ou d'alimentation.

Une des premières mesures de la révolution fut de châtier de façon exemplaire les principaux responsables des crimes commis par la tyrannie de Batista. De la même façon, on procéda à la confiscation immédiate de tous les biens obtenus malhonnêtement par les fonctionnaires du régime sanglant. L'ancienne armée qui avait participé à la répression du peuple fut entièrement dissoute et remplacée par l'« Ejército Rebelde » qui selon les paroles de Camilo Cienfuegos « représentait le peuple en uniforme ».

Le régime révolutionnaire a également décidé l'expropriation et la nationalisation sans compensation des biens américains. L'histoire de la révolution cubaine est aussi l'histoire d'un bras de fer entre les Etats-Unis et Cuba. Pour les Etats-Unis, Castro est l'homme à abattre et il sera l'objet de 638 tentatives d'assassinat. D'ailleurs, dès 1960, l'embargo commercial des Etats-Unis contre Cuba vient sanctionner le nouveau régime et rend la situation très difficile pour les cubains et le pouvoir révolutionnaire nouvellement en place.

Au lendemain de la prise du pouvoir, le gouvernement nationalise 90 % du secteur industriel et 70 % des terres agricoles. Le gouvernement cubain met en place une économie planifiée. La plupart des moyens de production sont contrôlés par l'État et la plupart de la main-d'œuvre est employée dans le secteur public. Ces dernières années le secteur privé s'est développé. En 2000,

le secteur public représentait 77,5 % des emplois et le secteur privé 22,5 % alors qu'en 1981 le rapport était de 91,8 % et 8,2 %. L'investissement est réglementé et la plupart des prix sont fixés par les autorités publiques.

L'intégration de Cuba dans le Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle regroupant l'URSS, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la République Démocratique Allemande, l'Albanie, la Yougoslavie, la Mongolie, le Viêt-Nam et Cuba) lui offre une association internationale articulée et stable mais place également Cuba dans une nouvelle situation de dépendance en particulier à l'égard de l'URSS.

PRÉSERVER LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION CUBAINE ET RELEVER DE NOUVEAUX DÉFIS

Les conséquences de la chute de l'URSS

La chute de l'Union soviétique et du Comecon, qui priva l'île de ses principaux partenaires commerciaux, et l'embargo des États-Unis eurent de lourdes conséquences sur l'économie cubaine. L'économie cubaine dépendait de l'aide et des débouchés du Comecon. L'Union soviétique achetait le sucre cubain à un prix supérieur au prix du marché et fournissait du pétrole à bas prix. En 1992, le niveau des échanges avec les pays de l'ex-Comecon représentait moins de 7 % du niveau de 1989. Dans le même temps, le PNB cubain chuta de plus de 35 %, le revenu par habitant de 39 %.

Face à cette crise économique, Cuba libéralisa un peu son économie. Le développement d'entreprises privées de commerce et de manufactures fut permis, ainsi que la légalisation du dollar américain dans les magasins pour un temps (non permis depuis 2004). Le tourisme fut aussi encouragé. En 1996, l'activité touristique représentait plus que la culture de la canne à sucre en termes de devises. 1,9 million de touristes ont visité l'île en 2003, pour l'essentiel des touristes venant du Canada ou de

l'Union européenne, générant 2,1 milliards de dollars de revenus.

Jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, le soutien mutuel entre Cuba et l'URSS permet à Cuba de faire face à l'embargo tout en réalisant un certain nombre de mesures en faveur de la population cubaine : disparition de l'analphabétisme, gratuité des soins de santé... Avec la chute de l'URSS, Cuba va se retrouver d'autant plus isolée et confrontée encore plus directement aux difficultés liées à l'embargo : les meilleurs médecins de la planète mais aucun médicament dans les pharmacies... L'ouverture accrue au tourisme, décidée par Castro après l'effondrement de l'URSS, a vocation à relancer l'économie cubaine mais la contrepartie de ce tournant économique est le développement chez les cubains d'une vision déformée du monde extérieur, l'impression que tout est mieux ailleurs qu'à Cuba. Or, malgré les difficultés économiques, les dysfonctionnements du régime et en particulier l'absence de libertés démocratiques (pas de liberté d'association, ni de liberté d'expression, l'accès à internet est contrôlé...), Cuba reste un pays où peu de gens meurent de faim et où l'ensemble de la population dispose d'un logement à coût très réduit, bénéficie d'une éducation et de soins de qualité.

Aujourd'hui, Cuba est redevenue une économie sucrière dépendante d'un marché unique qu'est le marché du sucre, avec peu de possibilités d'en sortir. Mais Cuba ne dépend plus uniquement d'un seul partenaire et est parvenue à développer une insertion « polycentrique » autour de trois axes que sont le Venezuela, la Chine et quelques pays développés.

Au moment de la chute de l'URSS et du « camp socialiste », nombreux furent ceux qui pensaient que le socialisme allait s'effondrer à Cuba également. Mais, les dirigeants cubains ont vite vu que l'option à suivre était de résister par tous les moyens : c'était à la fois nécessaire et possible. Dès 2005, dans un discours, Fidel Castro affirme que les cubains eux-mêmes peuvent détruire « leur socialisme », notamment à cause de la

corruption. Plus que de corruption, il conviendrait de parler de super étatisation, de bureaucratisation et de routinisation du système, autant de dangers que Cuba devra surmonter pour poursuivre la construction d'un modèle de société qui ne soit pas celui d'une société capitaliste reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme. De plus, la politique d'encerclement des États-Unis demeure même si le centre principal de cette politique a tendance à se déplacer vers le Venezuela qui dispose des secondes plus grandes réserves mondiales de pétrole et qui fait partie des principaux fournisseurs des États-Unis en la matière. Une agression militaire directe des États-Unis ou leur soutien à un coup d'État militaire à Cuba ou au Venezuela continuent de constituer un risque réel et une menace pour l'ensemble des processus progressistes à l'œuvre en Amérique centrale et du Sud.

Le poids de l'embargo des États-Unis

L'embargo des États-Unis contre Cuba (« el bloqueo » = « le blocus ») est un embargo économique, commercial et financier à l'égard de Cuba par les États-Unis. En 2009, il est toujours en place, faisant de lui le plus long embargo commercial de l'histoire moderne. Il a été renforcé sous la présidence de George W. Bush, mais légèrement assoupli sous la présidence de Barack Obama : en mars 2009, le Congrès autorise les citoyens américains d'origine cubaine à se rendre à Cuba une fois par an ; puis, le 13 avril 2009, le président annonce la fin des restrictions sur les voyages et les transferts d'argent des Américano-Cubains vers l'île. Il est toujours interdit d'envoyer de l'argent à des membres de la fonction publique ou de l'armée cubaine, et l'embargo est, pour sa plus grande partie, maintenu. L'objectif de cet assouplissement n'est autre que de renforcer l'asphyxie du pays et d'accroître les contradictions dans la société cubaine entre acquis réels de la révolution et illusions que le monde extérieur est paradisiaque. L'assouplissement de l'embargo et les mesures prises

par l'administration Obama ont vocation à donner l'illusion aux cubains que c'est le paradis partout ailleurs et que les problèmes cubains n'ont rien à voir avec l'impérialisme... De même, l'embargo a toujours vocation à empêcher Cuba de pouvoir subvenir pleinement à l'ensemble des besoins de la population... Malgré l'assouplissement opéré, Obama continue de défendre l'embargo comme le soi-disant moyen d'exercer une « pression démocratique » sur l'île. L'embargo et la politique des Etats-Unis depuis plus de 50 ans ont coûté à Cuba plus de 100 milliards de dollars et les agressions militaires ou attaques terroristes des Etats-Unis ou de leurs alliés ont entraîné la mort de 3 478 cubains. Pour la seule année 2008, le gouvernement des Etats-Unis a déga- gé plus de 47 millions de dollars aux fins de détruire la révolution.

Nouvelle situation, nouveaux défis pour Cuba aujourd'hui

L'après Castro a commencé officiellement le mardi 19 février 2008 avec la publication du dernier message du Commandant en chef annonçant « *qu'il n'accepterait pas la charge de président du Conseil d'Etat et de Commandante en jefé* ». En réalité, Fidel Castro avait délégué ses attributions à son frère Raul Castro dès le 31 juillet 2006. Avec Raul Castro, le régime cubain se dote d'un successeur à la santé aussi fragile que celle de son frère aîné Fidel. La transition ne saurait donc être trop longtemps maintenue. Quoi qu'il en soit, l'après Castro ne devra pas être l'occasion d'une remise en cause des acquis de la révolution cubaine en matière d'éducation, de santé... De même, Cuba devra résister aux diverses offensives impérialistes vi-

sant à reprendre directement ou indirectement le contrôle de l'île. « *Patria o muerte* » était le slogan préféré de Fidel Castro. Dans la continuité de ce slogan, jamais Cuba ne doit redevenir une colonie des Etats-Unis.

La transition entre Fidel et son frère Raul a vu l'émergence d'un intense débat sur l'avenir du socialisme à Cuba et ce aussi bien chez les opposants du socialisme que chez ses défenseurs. Le dilemme cubain est ainsi résumé par Aurelio Alonso⁽¹⁾ : « *Sortir du chaos sans tomber sous la domination de la loi de la jungle* ». Pendant les mois de septembre et octobre 2007, près de 5 millions de cubains sur 11,5 millions ont participé à des réunions de toutes sortes (réunions syndicales, fédérations d'étudiants, groupe de femmes, conseils municipaux...) débouchant sur l'émergence de plus d'un million de propositions concrètes pour l'avenir de l'île. Le 3 mars 2009, après une nouvelle année de réunions de masse, le Conseil d'Etat a annoncé une restructuration de l'Etat confrontée notamment au problème du passage de la légitimité révolutionnaire incarnée par Fidel à une nouvelle légalité institutionnelle sans pour autant démanteler les conquêtes de la révolution.

Le « socialisme sui generis »⁽²⁾ édifié à Cuba a certes engendré logement gratuit pour tous, santé et éducation publiques pour tous et de haut niveau ainsi que de formidables acquis en sciences, sport, culture et environnement mais les contradictions du système cubain rattrapent le pays et mettent en péril les conquêtes de la révolution menacées lourdement par une éventuelle restauration du capitalisme sur l'île.

Alors que 3 millions de cubains ont moins de 20 ans, la nouvelle génération

n'a connu rien d'autre que la « période spéciale » qui a suivi la chute de l'URSS. Les jeunes générations voient la dictature de Batista comme de l'histoire ancienne enseignée dans les livres d'école. Les conquêtes sociales que sont l'éducation et la santé gratuites, le logement et le plein emploi ne suffisent pas à répondre aux aspirations de cette nouvelle génération qui n'a connu que la crise et les difficultés en tous genres.

Le système cubain est trop étatisé, très bureaucratisé, avec un niveau très limité de participation populaire dans les mécanismes de décision et ce bien que l'article 112 de la Constitution cubaine garantisse toujours que « *le mandat des délégués des Assemblées locales est révocable à tout moment* » par les citoyens. L'Assemblée nationale par exemple est électoralement démocratique (dans son mode d'élection) mais a un pouvoir très limité pour prendre une quelconque décision, ne se réunissant que deux fois par an et pour simplement avaliser une série de décisions prises dans d'autres sphères, qu'il s'agisse du Bureau politique du Parti communiste cubain ou du cercle dirigeant de l'Etat autour de Fidel Castro. Le rôle du Parti communiste cubain doit être changé : le parti ne peut diriger le pays, c'est le peuple qui doit le faire.

Les réformes économiques des années 1990 pour faire face à l'effondrement de l'URSS et du Comecon ont déstabilisé la société cubaine et ont conduit à la création d'une nouvelle strate sociale. Avec l'autorisation des marchés libres paysans, l'autorisation des activités privées et coopératives dans l'agriculture et le développement du tourisme ainsi que le développement du système de la double monnaie, on a assisté à une explosion des inégalités. La population urbaine vivant sous le seuil de pauvreté et dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits est passée de 6,3 % en 1988 à près de 20 % en 2000. Ces réformes ont généré de nombreuses inégalités et ce en particulier en raison du système de double monnaie conduisant à un fossé de plus en plus important entre ceux qui ont accès au dollar puis au CUC (« peso

1. Sociologue, militant d'extrême gauche cubain. Il a été de toutes les expériences de la gauche critique cubaine.

2. Par « socialisme sui generis », on entend désigner un socialisme d'un genre unique, qui constitue une catégorie à part entière et n'a pas d'équivalent. A Cuba, le capitalisme a été en bonne partie détruit mais le socialisme reste à construire même si le modèle de société édifié depuis la révolution présente un certain nombre de caractéristiques qui peuvent le rapprocher de ce que l'on entend par socialisme (pas de propriété privée des moyens de production, pas de rapport traditionnel de salariat...).

convertible ») grâce au tourisme, aux entreprises mixtes ou aux revenus de l'extérieur et ceux qui n'y ont pas accès et qui doivent se contenter de la « parte socialista » de l'économie (services du gaz, de l'électricité, du téléphone...) et doivent survivre avec l'équivalent de quelques dollars par mois, un logement, la santé et l'éducation gratuites ainsi que « la libreta » (livret de rationnement) qui généralement ne permet de s'alimenter que pendant 10 à 12 jours dans le mois.

Si des mesures immédiates ne sont pas prises afin que la population voit son niveau de vie s'améliorer et la société gagner en démocratie, il y aura peu de forces au monde pour sauver la Révolution et ses conquêtes. Si depuis juin 2002, Fidel Castro a fait modifier la Constitution pour y inscrire « *le caractère irrévocable du socialisme* », cela ne demeurera que des mots sur un bout de papier si des mesures concrètes ne sont pas prises.

Nombre « d'amis de la révolution » tels qu'Aurelio Alonso préconisent le passage de l'économie actuelle très étatisée à une économie plus flexible mais où l'Etat ne perdrait pas son pouvoir économique, c'est-à-dire ni le contrôle intégral de l'appareil économique national, ni son rôle principal dans les entreprises en tant qu'investisseur, ni dans les secteurs clés. Mais, l'Etat doit également laisser de l'espace à d'autres formes de propriété comme la propriété coopérative ou l'économie familiale. Dans le même sens, une plate forme de propositions programmatiques est en train d'émerger en vue du prochain Congrès du Parti communiste cubain qui devrait se tenir à l'automne 2009. Cette plate forme intitulée « *Cuba a besoin d'un socialisme démocratique et participatif* » plaide pour une série de mesures immédiates telles que la création de conseils de travailleurs qui contrôleraient les décisions dans les lieux de travail, une réforme du système électoral pour une plus grande participation démocratique, la légalisation du droit de libre expression et libre association, l'autorisation des courants et tendances au sein du Parti communiste cubain, l'abolition de

la permission nécessaire pour sortir du pays, le libre accès à internet.

Si de telles mesures semblent pouvoir aller dans le bon sens, il est bien évident que seule une véritable politique économique visant à l'approfondissement de la construction d'une économie et d'une société fondées sur le recensement des besoins de la population et la planification de la production aux fins de satisfaire ces besoins et ce sous le contrôle des travailleurs et des travailleuses pourra réellement approfondir la construction du socialisme à Cuba et prévenir toute restauration du capitalisme sur l'île. La situation actuelle impose à Cuba de s'appuyer sur les acquis de la révolution cubaine et sur les dynamiques qui sont à l'œuvre dans le continent pour approfondir la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dans l'ensemble de l'Amérique centrale et du Sud. En effet, les solutions aux problèmes que rencontre la société cubaine ne seront pas uniquement cubaines mais devront être pensées en lien avec les processus progressistes voire socialistes à l'œuvre dans le reste du continent.

Actualités de la révolution en Amérique centrale et du Sud

Une question majeure demeure : quelles sont les conditions dans lesquelles un petit pays comme Cuba peut construire un développement durable, autonome face à l'impérialisme et à la superpuissance capitaliste que sont les Etats-Unis ? C'est à cette question que l'ALBA cherche à donner un commencement de réponse.

En avril 2005, Cuba et le Venezuela créent l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), organisation de coopération sociale, politique et économique. Celle-ci a depuis été rejointe par la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique et le Honduras. En avril 2009, les pays membres approuvent l'idée de la création d'une monnaie commune, le « SUCRE » (acronyme pour « Système Unique de Compensation Regional », du nom d'Antonio José de Sucre), visant à réduire leur dépendance au dollar.



La situation politique et les procès en cours dans une série de pays d'Amérique centrale et du Sud tels que le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur mais aussi la récente grève générale au Honduras face au coup d'Etat scandaleux dont a été victime le président Zelaya, démontrent une fois de plus l'actualité de la révolution dans l'ensemble du continent et l'importance de contrecarrer toute restauration du capitalisme à Cuba pour renforcer le camp progressiste et révolutionnaire dans l'ensemble du continent.

Les réponses aux problèmes liés à la construction du socialisme à Cuba ne seront pas exclusivement cubaines car il est illusoire de croire que le socialisme puisse se construire dans un seul pays. La seule perspective qui puisse permettre de poursuivre l'édification d'une société réellement anticapitaliste à Cuba repose sur l'approfondissement des processus révolutionnaires ou progressistes à l'œuvre dans le continent et sur des liens renforcés entre les sociétés qui tentent de construire une alternative anticapitaliste, que ces liens passent par l'ALBA ou par d'autres échanges fondées sur la coopération fraternelle entre les peuples et non sur la domination d'un Etat par un autre. Le socialisme sera mondial ou ne sera pas ! Pour la révolution mondiale prolétarienne, pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale et du Sud, Capitalismo NO, Cuba SI !



ÉTAT ESPAGNOL

– Utiliser les élections européennes pour amplifier les luttes –

par Rubén Quirante

Les élections européennes dans l'État Espagnol ont connu un important taux d'abstention : 54 % de l'électorat. Cette faible participation montre le peu d'intérêt de la majorité de la population pour la construction de cette Europe.

1. Le score de la droite dans son ensemble augmente. D'un côté le PP⁽¹⁾ (270 000 voix de plus qu'en 2004) qui ne souffre pas des scandales de corruption et, de l'autre, l'entrée au parlement européen de UPyD⁽²⁾ avec un peu plus de 451 000 voix et un député (en augmentation depuis les élections législatives). Cette organisation réussit y compris à être la troisième force à Madrid. L'extrême droite avec sa cohorte d'organisations obtient en totalité près de 60 000 voix sur l'ensemble de l'État (en augmentation aussi par rapport aux élections de 2004). Cependant, il n'y a pas, dans ces résultats, de quoi déduire que la majorité

de la population de l'État Espagnol est de droite ou qu'il y aura un recul des luttes dans la prochaine période. Les luttes contre les licenciements ou contre le processus de Bologne (LMD) ont eu lieu avant le 7 juin et rien ne laisse penser qu'elles vont s'amoindrir. L'accentuation de la crise et la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population qui en découle laissent présager un automne chaud. Cependant le risque est réel de voir ces luttes se tourner vers des revendications xénophobes et être capitalisées par des partis néo-fascistes comme cela a déjà été le cas dans des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Italie.

2. Quant au PSOE⁽³⁾, il perd quelque 600 000 voix par rapport à 2004. Les politiques sociales-libérales et les plus de 4 millions de chômeurs font payer la facture au gouvernement Zapatero qui n'a pas réussi à mobiliser son électorat. Izquierda Unida⁽⁴⁾, bien qu'elle garde ses deux députés, perd également autour de 55 000 voix. Cette organisation continue de payer sa politique de subordination à la direction du PSOE et sa cogestion du système dans des endroits comme la Catalogne ou les Asturies, avec des pertes qui vont jusqu'à 30 000 voix en Catalogne et de près de 4 000 voix dans les Asturies.

3. En ce qui concerne le vote vert, (représenté par LV GVE⁽⁵⁾, le vote pour Edp-V⁽⁶⁾ correspondant plutôt à un vote nationaliste avec la présence de ERC⁽⁷⁾, Aralar⁽⁸⁾...), il n'y a pas beaucoup d'évolution par rapport aux élections européennes de 2004 mais une baisse par rapport à celles de 1999 (138 835 voix en 1999, 68 536 en 2004, 89 147 en 2009). Parler d'une avancée significative du vote vert dans l'État Espagnol paraît pour le moins précipité et peu rigoureux. Ce courant n'envisage pas de sortie anticapitaliste de la crise écologique. Ces organisations continuent à s'insérer dans un capitalisme vert de cogestion du système. Ce n'est, par conséquent, pas un vote anticapitaliste ni le fruit des couches les plus touchées par la crise (les

*** Rubén Quirante est militant en Andalousie et membre du SC de la Gauche anticapitaliste (Izquierda antacapitalista, membre de la IV^e Internationale).**

1. Parti Populaire : principal parti de droite.
2. Union Progrès et Démocratie : parti fondé en 2007 sur une base anti-nationaliste.
3. Parti Socialiste Ouvrier Espagnol : parti socialiste dont est issu le gouvernement Zapatero.
4. Equivalent du Parti communiste.
5. Les Verts - Groupe Vert Européen.
6. Europe des Peuples - Verts : coalition électorale écologiste à laquelle ont participé des organisations nationalistes (BNG, ERC, Aralar).
7. Gauche républicaine de Catalogne.
8. Parti indépendantiste basque particulièrement présent en Navarre.

travailleurs et la jeunesse) mais plutôt d'une couche appartenant à la petite bourgeoisie. Ce qui n'enlève rien au fait que l'Izquierda Anticapitalista doit continuer à assumer son profil écologiste, en le rattachant, bien sûr, à la critique du capitalisme.

4. Autre fait important dans ces élections : l'apparition sur la scène électorale d'une gauche anticapitaliste non gestionnaire, avec des candidatures comme celles de II-SP⁽⁹⁾, PCPE⁽¹⁰⁾ ou la nôtre. Au total elles réunissent près de 215 000 voix.

LES RÉSULTATS DE L'EXTRÊME GAUCHE

En ce qui concerne nos résultats, ceux-ci sont modestes et mettent en évidence la difficulté, pour une candidature comme la nôtre, à diffuser massivement notre discours. Cependant, cela ne doit nous faire tomber ni dans des bilans excessivement pessimistes ni dans des analyses auto-complaisantes qui nous situeraient, à partir de maintenant, comme la force hégémonique d'une quelconque recomposition. Nous devons, par conséquent, garder les pieds sur terre et réfléchir aux nouveautés que nous offrent les élections européennes pour ce qui est de nos tâches tout en continuant à construire les nombreux comités de soutien pour qu'ils deviennent des collectifs d'IA. Ce serait sans aucun doute une avancée importante pour IA.

Les résultats donnent une radiographie fidèle du poids de chaque organisation dans les différentes communautés et provinces.

À propos d'II-SP, il convient de mettre en évidence l'influence de la gauche nationaliste, et pas seulement en Euskadi (plus de 116 000 voix) mais aussi en Navarre où, avec plus de 23 000 voix, elle arrive troisième, devant Aralar. Quant à ses résultats en dehors d'Euskadi et Navarre, bien que modestes, ils sont au-dessus de ceux

du PCPE ou des nôtres. Ces résultats sont manifestes dans les endroits où il existe une conscience nationale dans la jeunesse et la classe ouvrière enracinée comme en Galice, dans les Îles Canaries, en Catalogne, dans les Asturies ou à Valence, mais également dans des provinces comme la Cantabrie, La Rioja, Burgos, Valladolid, Séville, Huesca ou Saragosse. Il y a également des écarts peu importants dans des lieux où l'IA a une grande implantation, comme Madrid et Cadix (avec une différence de 291 voix à Madrid et de 182 à Cadix). Cela nous indique qu'au-delà de la sympathie qu'a pu inspirer la candidature de II-SP dans l'ensemble de l'Etat Espagnol, les organisations présentes dans II-SP ont une certaine implantation.

Pour ce qui est des résultats du PCPE, ils augmentent de 10 940 voix par rapport à 2004. Ils ne paraissent pas payer leur discours trop classique et ils consolident quelques-uns de leurs fiefs comme en Andalousie (dans des provinces où IA n'existe pas ou vient de se constituer : Huelva, Jaen, Cordoue et Malaga, bien que dans l'ensemble de la communauté nous atteignons quelque 100 voix de plus) ou dans les Asturies. Ils sont également devant nous dans des provinces comme Cantabrie, La Rioja, Murcia, Zamora, Valladolid, Salamanque, Albacete, Badajoz, Cáceres ou Tolède. Sur le résultat global, le PCPE a seulement 4 659 voix de moins que nous, (nombre de ces voix ayant été gagné à Madrid : + 2 556 et en Catalogne : + 1 769) avec une campagne bien moins agressive et coûteuse en temps, efforts et argent (affiches, tracts, web, meetings...).

Il semble par conséquent évident qu'aucun élément purement électoral ne permet de rayer de la carte les dites organisations anticapitalistes et moins encore sur le terrain des luttes où nous nous retrouvons déjà. Nous devons donc rester humbles dans la

lecture de nos résultats et voir que dans l'ensemble de l'Etat Espagnol aucune de ces trois forces anticapitalistes ne peut, à elle seule, prétendre à l'hégémonie dans une quelconque recomposition. En revanche, il paraît évident que le succès des luttes à venir devra passer également par l'unité d'action de ces forces. Exception faite d'Euskadi et Navarre où il est impossible d'envisager la construction d'une gauche anticapitaliste sans prendre en compte la base de la gauche nationaliste (abertzale), que nous soyons d'accord ou non avec l'orientation politique de sa direction.

LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

IA devrait donc prendre l'initiative en interpellant ces organisations sur la nécessité de former un front de luttes commun contre les attaques que subissent les travailleurs et la jeunesse. Pour cela il serait nécessaire de commencer à planifier des réunions communes à l'échelle nationale et dans les endroits où nous sommes d'accord sur les axes suivants dans le but de faire un premier pas en commun dans les luttes :

- Dans les entreprises pour élaborer une radiographie des lieux où sont implantés des militants anticapitalistes et essayer d'articuler, là où cela sera possible, un travail syndical, en dépit des différentes centrales syndicales auxquelles nous appartenons les uns et les autres, en vue d'un possible appel à la grève générale avec des mesures d'urgence claires contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires ou pour la défense des services publics.

- Dans le mouvement étudiant contre l'application du processus de Bologne et dans la formation d'une organisation de type syndical à l'échelle nationale.

- Dans les structures unitaires (quelle que soit leur forme) afin de coordonner les mobilisations pendant la présidence européenne de l'Etat Espagnol en 2010.

Grenade, le 2 juillet 2009

9. Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples.

10. Parti Communiste des Peuples d'Espagne.